

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14589 - 6 F

MARDI 24 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR JACQUES LESOURNE

BOURSE ★★

Les Occidentaux réagissent avec prudence à la création de la Communauté des Etats indépendants

● Incertitude sur l'avenir de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS

Le syndrome de Tbilissi

Les affrontements qui se déroulent depuis dimanche à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, et qui opposent partisans et adversaires du président Zviad Gamsakhourdia, soulignent la fragilité de l'accord conclu la veille à Alma-Ata par onze des anciennes Républiques soviétiques. Ils illustrent aussi les dangers qui menacent cette Communauté des Etats indépendants qui vient de voir le jour grâce à l'obstination et aux méthodes expéditives du Russe Boris Eltsine.

La Géorgie n'était représentée que par un observateur à Alma-Ata. Ainsi en avait décidé son président, l'écritain Gamsakhourdia, élu en mai dernier avec plus de 97 % des voix. Cet ancien dissident, qui est soupçonné d'avoir collaboré jadis avec le KGB et de « travailler » aujourd'hui avec le puissant mafia locale, a, depuis son succès, sombré dans la mégalomanie et le totalitarisme.

Les combats qui se déroulent dans l'ancienne Tiflis opposent sa garde personnelle à l'embryon de garde nationale de la République, passée à l'opposition. En quelques semaines, le président Gamsakhourdia est devenu la caricature des dérives qui menacent les nouvelles Républiques indépendantes : animé d'un esprit de clan, il n'a pas hésité à faire arrêter nombre de ses anciens amis, à prendre le contrôle de la presse et de la télévision pour la mettre au service du culte de sa personne et à exploiter les sentiments les plus xénophobes de ses compatriotes.

La chose était facile dans cet ancien royaume chrétien de Géorgie, annexé par la Russie au début du XIX^e siècle, mais dont 70 % seulement des habitants sont Géorgiens. Deux communautés musulmanes ont fait les frais de la démagogie de M. Gamsakhourdia et des menaces du « centre » aujourd'hui déchu : les Abkhazes, installés au bord de la mer Noire et les Ossètes du Sud, dont le statut d'autonomie a été érodé.

Tous réclament leur intégration à la Russie : les seconds surtout, qui ont été arbitrairement séparés de leurs frères du Nord par Staline. La rage couve en Abkhazie, et une mini-guerre civile se déroule déjà en Ossétie du Sud. Pendant ce temps, c'est l'épave de force à Tbilissi entre le tyran Gamsakhourdia, qui a fini de ruiner l'économie de la République et une opposition qui réclame sa démission et son départ du pays.

Animée par l'intelligentsia de la capitale, elle est cependant divisée en vingt-sept parties et passeablement otage du commandant de la garde nationale, Tengiz Kitovani, dont les sentiments démocratiques ne sont pas plus développés que ceux de Gamsakhourdia. C'est dire que, quelle que soit l'issue de la crise actuelle, la démocratie n'est pas près de régner sur la terre natale de Staline. C'est plutôt la guerre civile qui menace.

Lire nos informations page 4

M0147 - 1224 0 - 6.00 F



● Combats meurtriers devant le Parlement géorgien

De nouveaux affrontements ont éclaté, lundi matin 23 décembre, à Tbilissi, capitale de la Géorgie où les combats du week-end ont fait au moins 17 morts. D'autre part, la création de la Communauté des Etats indépendants fondée à Alma-Ata, le 21 décembre, a été accueillie avec prudence à Washington. A Paris, M. Dumas a constaté que le problème de l'armement nucléaire soviétique n'était que « partiellement réglé ».

Les deux victoires de M. Eltsine

MOSCOU

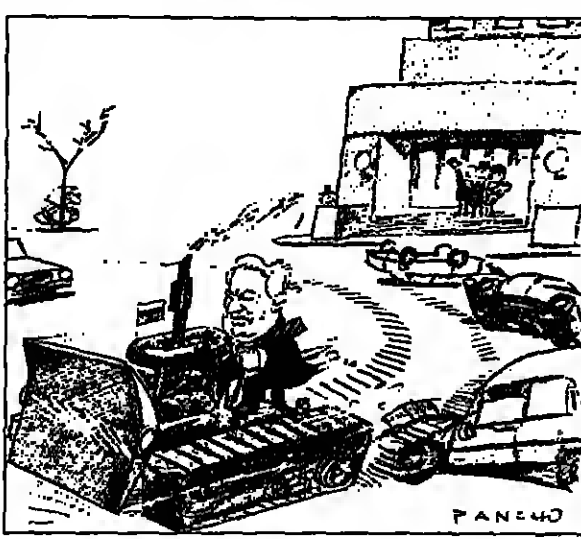
de notre correspondant

Boris Eltsine a gagné. Mikhaïl Gorbatchev a définitivement perdu. Et, pour le reste, rien n'est sûr : la « Communauté » constituée à Alma-Ata n'est qu'une esquisse en pointillé qui peut aussi bien donner naissance à un vaste protectorat russe que partir dans tous les sens avant même de devenir une réalité. Même le résultat le plus clair de la conférence « historique » d'Alma-Ata - la proclamation officielle et définitive de la mort de

l'URSS, anéantie à juste titre depuis des mois - ne règle pas totalement la question. Rayé des textes et du registre des vivants, un pays, aussi « monstrueux » et artificiel soit-il, ne disparaît pas sans laisser de trace. Dans la réalité de tous les jours, dans l'aspect des villes et des campagnes, des magasins et des maisons, et plus encore dans le comportement des dirigeants et des dirigés, le « soviétisme » est assuré de se survivre longtemps à lui-même.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3



Lire aussi

Washington accueille sans enthousiasme la fin de l'ère du « partenariat » par ALAIN FRACHON

La Russie succède à l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pages 3 et 4

Algérie : le vent des Aurès

A la veille des législatives, les islamistes et le FLN se disputent les voix du pays profond

BATNA

de notre envoyé spécial

« Après sept ans de guerre, le parti unique avait sa raison d'être. Il ne peut plus aujourd'hui se prévaloir de sa légitimité révolutionnaire » pour accaparer le pouvoir. Celui qui dresse ce constat lucide, à Oued-Chaabat, devant un parterre de rudes paysans chaouis, l'aïl encore mal exercé au changement de saison politique, n'est autre qu'un haut

responsable du FLN, M. Ali Benflis, ancien ministre de la justice et candidat dans l'une des trois circonscriptions de Batna.

La capitale des Aurès, située au cœur d'une région qui a fourni au pays son élite militaire, chérit encore très fort les « idéaux de novembre 1954 ». D'un naturel plutôt discret, les gens du cru en viennent pourtant à se plaindre de n'avoir vu passer ici les barons de l'ancien régime que pour y ranimer la

flamme du souvenir révolutionnaire. Un peu court à leur goût. Même à Batna, la nostalgie n'est plus ce qu'elle était...

Les Aurassiens ont un cahier de doléances bien rempli. Accrochés à leurs terres plus que d'autres, ils regrettent que depuis l'indépendance aucun barrage n'ait été construit dans la région.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 5

Pour assurer la stabilité de la monnaie

La France relève ses taux d'intérêt

La Banque de France a relevé, lundi 23 décembre, ses taux directeurs de 9,25 % à 9,60 % pour les appels d'offre et de 10 % à 10,50 % pour les prises en pension. Cette décision, qui intervient à la suite de la hausse des taux en Allemagne et de la baisse aux Etats-Unis, vise à maintenir la stabilité du franc dans le système monétaire européen.

Le grand écart

par Paul Fabra

Jamais l'écart entre les taux américains à court terme et les taux correspondants en Allemagne n'aura été aussi grand. Dans le passé, la conduite par la Bundesbank, d'une part, et par le Système de réserve fédéral, de l'autre, de politiques aussi manifestement divergentes que celles actuellement menées à Francfort et à Washington a presque toujours mené à des catastrophes tant sur les cours de Bourse que sur les changes, à moins que ce ne soit sur les deux marchés à la fois. Le scénario traditionnel va-t-il se reproduire alors que, de l'autre côté du Rhin, le taux d'escompte vient d'être porté à son niveau le plus haut depuis la seconde guerre mondiale et que, de l'autre côté de l'Atlantique, il vient d'être ramené à son niveau le plus bas depuis octobre 1964 ?

Il serait prudent de ne pas ignorer les cuisantes expériences qu'on a connues naguère : l'année 1991 se termine sur un terrain glissant dont la France n'a pas été la dernière à souffrir. Finie l'illusion qui avait déterminé Pierre Bédugoy à réduire le 17 octobre dernier, à contre-courant, les taux d'intervention de la Banque de France.

Lire la suite et les articles d'ALAIN VERNHOLEX et FRANÇOIS RENARD page 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le bilan de 1991

Entre guerre et paix, 1991 a été une année de fortes secousses. Le numéro spécial de notre supplément économique dresse en quatre pages un bilan international par thèmes et un état de la France.

pages 13 et 16

UN PREMIER ROMAN PAS COMME LES AUTRES



L'histoire extraordinaire d'un Astrologue dans Prague au XVII^e siècle

Editions Olivier ORBAN

Le rallye de Bonne-Espérance

Du « Paris-Dakar » au « Paris-Le Cap » avec 12 400 km et onze pays à traverser

par Gérard Albouy

long des raids-marathons avec 12 400 km et onze pays à traverser.

Créé en 1979 par Thierry Sabine, le Paris-Dakar change cette année... de cap. Après une « année noire » où la crise du Golfe et les bouleversements en URSS avaient entraîné l'annulation des principales épreuves, les organisateurs du plus célèbre des raids-marathons ont voulu profiter de la réintégration de l'Afrique du Sud au sein du mouvement olympique pour être les premiers à proposer la grande traversée Nord-Sud du continent africain. Trois cent quarante-trois véhicules ont pris, lundi 23 décembre, le départ de ce premier Paris-Syrie-Le Cap, le plus

A soixante-neuf ans, Gilbert Sabine pourrait profiter paisiblement de sa retraite de médecin stomatologue. Mais l'accident d'hélicoptère qui a coûté la vie à son fils Thierry, pendant le Paris-Dakar 1986, l'a replongé dans une vie plus active que jamais. C'est à l'écoute du monde, presque heure par heure, qu'il a vécu les dernières semaines de préparation du Paris-Syrie-Le Cap, avec l'excitation d'un enjeu qui dépasse l'organisation de cette première traversée Nord-Sud de l'Afrique.

Lire la suite page 12

La Savoie pré-olympique surprise par la neige

Routes barrées, trains en retard, scènes aux stations bloquées, touristes transformés en réfugiés : comme ceux de février 1990, les congés de Noël 1991 ont fort mal débuté pour les milliers de personnes qui tentaient samedi 21 et dimanche 22 décembre de gagner leurs lieux de villégiature dans la Tarentaise et la Maurienne. Un « cauchemar » dû à la conjonction de fortes chutes de neige et d'un brusque redoux qui inquiète, moins de deux mois avant l'ouverture des Jeux olympiques d'Albertville.

Lire page 10 les articles de ROBERT BELLERET et de CLAUDE FRANCHILLON

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec le professeur Georges David

« L'homme, après s'être libéré de la vente en globalité, l'esclavage, est menacé d'être vendu au détail »

« Après plusieurs années d'hésitations, le gouvernement français, lors du conseil des ministres du 18 décembre, vient d'annoncer son intention de soumettre au Parlement, lors de la prochaine session de printemps, un ensemble de textes visant à légiférer dans le domaine de la bioéthique. Une telle initiative est-elle, selon vous, trop tardive ?

— Mieux vaut tard que jamais. Et ces années auront au moins servi à mûrir la réflexion et à faire prendre du recul. Ainsi s'est dégagé un consensus sur le fait qu'il faut certainement légiférer, mais à l'économie. La loi doit fixer les grands principes, quitte à laisser le maximum d'espace à la réglementation et à la déontologie pour les applications à des domaines particuliers. Mais il y a maintenant urgence dans certains domaines, comme vient de le souligner le récent avis du Comité consultatif national d'éthique sur la transfusion sanguine.

— Vous êtes le père fondateur des CEOS. Comment en êtes-vous venu à vous passionner pour les problèmes éthiques liés à l'utilisation du sang ?

— D'une certaine façon, professionnellement parlant, je suis né dans le sang. J'ai commencé ma carrière médicale au Centre d'hématologie pédiatrique de l'hôpital Saint-Antoine, centre dont j'ai la charge pendant une dizaine d'années. C'était une activité transfusionnelle très spécialisée. Nous traitions les incompatibilités sanguines fœto-maternelles par échange-transfusion. Quel peut être le point commun avec ma dernière activité, les CEOS, que j'ai créés pour aider au développement, dans de bonnes conditions, des inséminations artificielles avec donneur ? C'est le recours au don de tissus humains. Il y a une communauté de problèmes, d'ailleurs, avec les dons d'organe.

— Certes, mais la transfusion sanguine ne pose-t-elle pas, ne serait-ce que par la place considérable qu'elle occupe dans l'activité médicale, une série de problèmes qui lui sont propres ?

— C'est certain. Mais lorsque l'on parle de transfusion, il faut d'emblée distinguer son double aspect moderne, qui résulte de ce que l'on ne transfuse plus comme à l'origine le sang total mais, en fonction du déficit du malade, l'un ou l'autre seulement de ses éléments. Par exemple, globules rouges ou plaquettes anti-hémophiliques. En gros, il faut distinguer les éléments cellulaires, globules rouges, globules blancs et plaquettes ; ce sont les produits labiles car ils ont une durée de conservation limitée. Par ailleurs, il y a des produits stables, qui sont obtenus à partir de plasma dont on tire par fractionnement différentes substances : albumine, facteurs anti-hémophiliques.

— Ces opérations de séparation sélective ont certainement rendu plus complexe le rôle des centres de transfusion. Mais elles ont surtout entraîné une spécialisation de ces centres. La séparation des produits labiles est relativement facile : elle est à la portée de tous les centres de transfusion. Au contraire, la préparation des produits plasmatiques exige des structures lourdes et complexes traitant des lots poches de plusieurs milliers de litres de plasma. En somme, on peut distinguer deux filières : la filière labile artisanale, très décentralisée, restée proche des utilisations, et la filière plasmatique industrielle, qui s'est concentrée dans des centres de plus en plus gros, les centres de fractionnement : il y en a sept en France, dont le plus important a toujours été le Centre national de transfusion sanguine.

— Quelles ont été les conséquences de cette évolution technique, de l'industrialisation de la filière plasmatique ?

— Les États-Unis nous donnent l'exemple d'une telle évolution poussée à l'extrême. La filière plasmatique s'est totalement séparée pour devenir l'appareil des grandes firmes pharmaceutiques, qui traitent le plasma comme une matière première, c'est-à-dire l'abêtent et vendent les produits de fractionnement comme des médicaments. De l'industrialisation, on est donc passé à une commercialisation avec recherche des débouchés les plus larges. C'est ainsi que si les besoins annuels, pour le pays, sont de l'ordre de trois millions de litres de plasma, près de dix millions sont recueillis et traités en majorité — il y a un petit secteur Croix-Rouge — par les grandes firmes, qui sont donc largement exportatrices.

— Comment le système transfusionnel français s'est-il adapté à cette évolution ?

— Il ne pouvait échapper à l'industrialisation, mais la France était préservée de la commercialisation par l'encadrement éthique et institutionnel de notre système transfusionnel. Le plasma ne peut être acheté, il provient d'un donneur bénévole. Les centres ne peuvent faire de profit. Le prix de vente des produits, fixé par les autorités de tutelle, représente seulement le coût des opérations, en tenant compte toutefois de la nécessité d'assurer également le financement d'une certaine recherche.

— Est-ce dire que le système transfusionnel français a pu profiter d'un double avantage économique grâce à la gratuité du

Fondateur en 1973 de la Fédération française des centres d'étude et de conservation du sperme (CECOS), spécialiste de la transfusion sanguine et de la médecine de la reproduction, le professeur Georges David est l'un des personnalités médicales françaises qui ont le plus fait, en pratique, pour aider à bâtir et à défendre les principes éthiques que le gouvernement souhaite voir traduits dans la loi.

Membre du Comité national d'éthique, le professeur David a été, dans le domaine de la procréation médicalement assistée et du don de sperme, au cœur de l'élaboration des règles éthiques qui respectent depuis la fin de la seconde guerre mondiale le système transfusionnel français : bénévolat, gratuité et anonymat entre donneurs et receveurs. Ces règles sont observées par l'ensemble des CEOS à l'échelon national. En l'absence de loi, elles demeurent toutefois critiquées et contournées par ceux qui estiment que la procréation médicalement assistée peut sortir du champ de la thérapeutique et devenir une autre manière, pour l'espèce humaine, d'avoir une descendance. Le professeur David est l'auteur du rapport du Comité d'éthique sur la non-commercialisation du sang.



don de sang et au principe du non-profit ?

— Justement pas. Ses produits sont dans l'ensemble plus chers que les produits des firmes américaines. En effet, le paiement des donneurs aux États-Unis est très peu coûteux. On prélève les plus dévoués, pratiquement le quart du salaire de ce pays, et les contraintes que l'on impose en échange permettent de beaucoup mieux rentabiliser les coûteuses installations de plasmaphérèse, c'est-à-dire de prélèvement sélectif du plasma. Les énormes quantités traitées augmentent encore cette rentabilité. Ainsi le système français ne pouvait-il être concurrentiel. Il n'a pu se développer qu'au prix de la protection résultant de la loi de 1952 qui, en organisant le système au plan national, lui a conféré le monopole du recueil, du traitement et de la distribution du sang et des produits sanguins.

« L'éthique, tout comme l'écologie, a un coût »

— L'affaire du sang contaminé a permis de découvrir que la situation avait ces dernières années rapidement évolué, certains responsables de la transfusion sanguine souhaitant développer une dynamique commerciale.

— Malheureusement. Le système, ou plus exactement le Centre national de transfusion sanguine, s'est engagé dans une voie internationale, avec la constitution de filiales de statut lucratif qui devaient assurer la gestion du secteur industriel. L'objectif était de rendre notre système concurrentiel avec les firmes pharmaceutiques dans l'optique du grand marché européen, qui, d'après une directive de la Communauté sur laquelle nous reviendrons, devrait faire tomber le monopole de notre système. Certes, il n'était pas question d'abandonner la gratuité du don. Et l'un tenait à expliquer que le non-profit serait respecté malgré le statut lucratif des structures de fractionnement, car les bénéfices éventuels seraient intégralement utilisés pour la recherche. Ce montage m'a toujours paru illusoire et dangereux. Illusoire car je ne vois pas comment, avec un coût initial du plasma nettement plus élevé que dans le système américain (de 20 à 30 %), on pourrait aboutir à des produits concurrentiels. Dès lors qu'on le veut éthique, un système transfusionnel ne peut être concurrentiel. Je crois qu'il faut aujourd'hui, impérativement, prendre conscience d'une notion trop mal connue et faire savoir et comprendre que l'éthique, tout comme l'écologie, a un coût.

— En quoi l'association du principe du non-profit et de l'absence de structures à but lucratif, dont on peut comprendre le caractère illusoire et non éthique, pouvait-il être dangereux ?

— On installait ces centres dans

une logique de marché, même si l'on éliminait le profit. La logique de marché, c'est de créer des besoins qui permettent d'augmenter la production. C'était encore aggravé par un mouvement engagé avec l'industrialisation et qui faisait oublier l'objectif même de la transfusion, qui est de répondre à des besoins venant des malades et non de poursuivre son propre développement.

— Je crois que bien des ennemis récents de la transfusion viennent d'une double dérive : les centres de fractionnement, par leur poids industriel, ont pris une place prépondérante dans le système et à l'égard des pouvoirs publics. Par ailleurs, ces centres, mais aussi tout le système, sont entrés dans une dynamique de développement, alors que, d'un point de vue médical, c'est au contraire une dynamique de restriction d'utilisation qui aurait dû s'imposer.

— A vous entendre, on en vient à comprendre que vous souhaitez, sinon la disparition, du moins le déclin rapide de la transfusion sanguine telle que nous la connaissons actuellement. Est-ce bien le cas ?

— Je reconnais que, même lointain, c'est l'objectif qui doit nous guider. Le récent drame de la contamination de transfusés par le virus du sida et de l'hépatite est venu nous rappeler la gravité du risque de transmission virale. Même si les précautions de sécurité permettent de très fortement réduire le risque, on ne pourra jamais garantir une sécurité absolue. Cela, joint au fait qu'il s'agit d'un produit d'origine humaine et donc précieux, impose une grande économie dans l'utilisation thérapeutique. Un de mes amis, hématologue, René Tzanck, a écrit : « La bonne transfusion est celle que l'on peut éviter. » Voilà l'état d'esprit avec lequel on doit traiter tous les problèmes de la transfusion. On sera d'ailleurs aidé par le fait que les produits d'origine plasmatique seront, dans un proche avenir, non plus tirés de plasma humain, mais fabriqués artificiellement par génie génétique. Dès l'année prochaine, on disposera d'un facteur anti-hémophilique, le facteur VIII, fabriqué par génie génétique. Or c'est lui qui, jusqu'à présent, conditionne par sa production le volume de plasma nécessaire. D'ores et déjà, c'est l'albumine qui remplace le rôle jusqu'à ce que, dans quelques années, elle soit, à son tour, fabriquée par génie génétique, à un coût nettement moindre. C'est là la place de l'industrie pharmaceutique, ces produits artificiels étant à l'inverse des produits humains, de véritables médicaments.

— Mais cette évolution technique ne pourra se mettre en place à court terme et ne concerne en toute hypothèse que les produits dérivés du plasma. On est bien loin encore de disposer de l'équivalent artificiel des cellules présentes dans le sang humain.

— Évidemment ! C'est pourquoi on aura encore longtemps besoin de notre système transfusionnel. Il faut donc le préserver. Tout en veillant constamment à une réduction des besoins. Il y a eu, surtout en France, une tendance à la surconsommation. Les chiffres sont là pour le prouver. Prenons les glo-

bulles rouges : l'unité de consommation s'appelle un concentré global. La France, il y a peu, en consommait par million d'habitants 20 % de plus que la RFA, 30 % de plus que la Belgique. Même chose pour l'albumine : nous en consommions deux fois plus qu'en Grande-Bretagne.

— Heureusement — si l'on peut dire — la peur de la contamination virale a nettement freiné la consommation. Parallèlement, le désastre bien compréhensible des donneurs du fait des secousses qui atteignent la transfusion entraîne une diminution des dons. Si le système n'a pas été mis en difficulté, c'est parce que le freinage de la consommation a été plus important. Ce mouvement peut encore se poursuivre par le développement, par exemple, de l'antotransfusion. Tout cela repose sur la place à redonner à la médecine transfusionnelle, celle qui a en charge l'utilisation avec deux soucis, la sécurité et l'économie.

— Il y a quelques jours, le Comité d'éthique a émis un avis exprimant les plus vives réserves à l'égard d'une directive européenne qui prévoit la possibilité de considérer le plasma humain comme une « matière première ». Pourquoi une telle décision qui tranche avec l'attitude fort prudente généralement adoptée par ce comité dès lors que des questions politiques et internationales sont en jeu ?

— Le point essentiel de cette directive est qu'elle attribue aux dérivés plasmatiques le statut de médicament. Tout en souhaitant que les États atteignent l'ambition de la parité de donneurs non rémunérés, elle permet l'importation de plasma sans exigence de non-paiement du prélevement, elle n'impose pas le statut de non-profit aux structures de fractionnement, qui peuvent avoir un statut privé, elle prévoit une distribution commerciale des produits.

« Une législation française affirmant la non-commercialisation du corps humain s'impose »

— Cette directive, d'inspiration purement économique, insinue une véritable dégradation de la transfusion et l'engage sur le terrain commercial et concurrentiel. Le Comité d'éthique a souligné qu'elle est contraire au principe fondamental non seulement de l'éthique, mais de notre droit, celui de la non-commercialisation du corps humain. Une violation de ce principe à l'égard du sang entraînerait vite une même dérive pour les organes. L'homme, après s'être libéré de la vente en globalité, l'esclavage, reviendrait à une vente au détail.

— Mais le Comité a encore fait remarquer les multiples autres risques. Risques pour notre système transfusionnel, qui, perdant son monopole, serait doublement menacé : par la dégradation de son équilibre économique, du fait de l'avantage en coût des produits étrangers ; par le fait que le secteur des produits cellulaires, les plus longtemps nécessaires, et qui n'intéressent pas les firmes commer-

ciales, serait menacé par la démolition des donneurs de sang, attachés à cet idéal de désintéressement qui fait la particularité du système français. Si le système abandonne son idéal, les donneurs le désertent, et l'on connaît cette fois et rapidement une rapide crise concernant les besoins essentiels, ceux en éléments cellulaires, globules rouges, globules blancs et plaquettes.

— On peut certes, comme vous le faites, critiquer avec force d'un point de vue éthique, une telle directive. Pourtant, celle-ci s'impose à la France, comme aux autres pays de la Communauté économique européenne. La réflexion éthique ne démontre-t-elle pas ici qu'elle est impuissante à s'opposer aux décisions et aux intérêts d'ordre économique ?

— Je me demande tout d'abord qui a pu, au nom de la France, laisser passer de telles dispositions. Comment y échapper maintenant ? Ce n'est pas au Comité d'éthique de proposer des solutions qui relèvent des experts en droit européen. Mais je dirai qu'avant tout il faut une ferme volonté politique pour aller dans le sens d'une révision de cette directive. La position du Comité national d'éthique vient d'être puissamment appuyée par la Fédération française des donneurs de sang bénévoles, qui adapte exactement le même point de vue.

On commence à percevoir au niveau politique une prise de conscience des risques de cette réglementation européenne, comme en témoignent les informations sur le récent conseil des ministres consacré à la bioéthique et les déclarations faites il y a quelques jours dans ces colonnes par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice (le Monde du 19 décembre). Il apparaît à tous qu'une législation française affirmant la non-commercialisation du corps humain s'impose. De tous les principes de bioéthique, on peut dire que celui-ci en constitue le noyau dur.

— Imaginons que le principe intangible de la non-commercialisation du corps humain et de ses composants soit affirmé dans la loi. La France aurait-elle, pour autant, les moyens de l'imposer à l'échelon européen ? Ne risquons-nous pas demain de nous retrouver isolés de ce point de vue au sein de l'Europe ?

— Mais de quelle Europe parlez-vous ? S'il s'agit de l'Europe marchande, celle de la Communauté économique, notre position peut paraître isolée. Pour le moment tout au moins. Mais si nous parlons d'une autre Europe, plus large, alors là tout est différent. L'évoque ici une Europe qui n'est pas enfermée dans le carcan économique, qui prône des principes éthiques qui s'inscrivent bien sûr avec force dans la loi française. Malheureusement, aujourd'hui, c'est le point de vue de la Communauté économique européenne qui s'impose. Nous devons nous y opposer sans succès. Quelles que soient les difficultés, les affaires actuelles, nous n'avons pas à nous culpabiliser de défendre les principes de la transfusion française et même son monopole. Il n'y a là aucun souci de protectionnisme économique, mais la volonté de préserver, quoi qu'il advienne, une éthique, la nôtre.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

HIPPOLYTE
RUE DE LA
Liquidation totale
-50%

Nino Cerruti
Giorgio Armani
Gionfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basile

Byblos
Krizio Uomo
Karl Lagerfeld
V2 et Isotone
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie Paris 6^e. M^o Odéon

Le Monde

Édité par la SAFL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Liebert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amic, Thomas Fereczi
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fomtaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

LE DÉMANTÈLÉ

Washington a

les deux victoires
de M. Eltsine

Les pays occidentaux ont, dans l'ensemble, réagissent positivement à la réunion d'Alma-Ata, en rappelant toutefois qu'ils attendaient de la nouvelle Communauté des États indépendants (CEI) des engagements précis, notamment sur le contrôle des armements et le respect des accords de désarmement conclus par l'URSS.

La France « se réjouit du résultat de la conférence d'Alma-Ata », où l'on a vu « apparaître une véritable organisation » alors que « l'on pouvait craindre que les choses partent dans tous les sens et qu'à l'ancienne Union se substituât la chaos », a ainsi déclaré, dimanche 22 décembre, M. Roland Dumas.

M. Dumas, qui a constaté que « la Russie se taille la part du lion » dans la nouvelle structure, a cependant relevé que le problème de l'armement nucléaire soviétique n'a été encore que « partiellement réglé ». Soulignant l'aggravation de la situation économique et sociale, particulièrement dans

les grandes villes de l'ex-URSS et dans les Républiques les plus pauvres du Sud, il a estimé que les Occidentaux vont « devoir faire un très gros effort pour aider les populations à passer ce cap très difficile ».

Plusieurs responsables européens ont estimé que la reconnaissance des États membres de la nouvelle CEI devrait être assez rapide. M. Genschel pense même qu'elle pourrait intervenir « avant la fin de l'année » si ces États s'engagent à respecter les accords de désarmement signés par l'URSS ; il a souhaité que les anciennes Républiques « ne soient pas laissées seules avec leurs problèmes » et qu'elles participent à « une coopération transatlantique et européenne ». Le gouvernement néerlandais, qui assume jusqu'au 1^{er} janvier la présidence de la Communauté européenne, a accueilli favorablement la décision de huit Républiques de rejoindre la Communauté des États indépendants : « La présidence de la CEE part de

l'idée que la CEE et tous ses États membres voudront établir des relations diplomatiques avec toutes les Républiques devenues indépendantes et membres de la CEI, dès que la confirmation aura été obtenue qu'elles satisfont aux critères définis par les Douze le 16 décembre pour la reconnaissance des nouveaux États. » Une déclaration commune des Douze dans ce sens devait être publiée lundi. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a souligné que les Douze « veulent empêcher l'émergence de nouveaux États nucléaires » et qu'ils souhaitent, par conséquent, un engagement sur les accords de désarmement et un contrôle central sur les armes nucléaires. Des remarques du même ordre ont été faites par les ministères des affaires étrangères à Londres, à Madrid et à Tokyo.

Le fait que la Russie hérite de l'appareil diplomatique de l'ex-URSS pourrait éviter à la communauté internationale d'avoir à la reconnaître formel-

lement. C'est du moins dans cette direction que s'oriente la CEE. Tel n'est pas le cas de l'Afrique du Sud, qui a annoncé dimanche son intention de reconnaître la Russie, de l'Afghanistan, où le gouvernement du président Najibullah a approuvé samedi la reconnaissance de la Russie et des Républiques musulmanes d'Asie centrale, de l'Égypte, qui a annoncé son intention de reconnaître les onze Républiques membres de la CEI.

La Biélorussie est la onzième République à avoir été reconnue, dimanche, par Bucarest. L'Argentine, qui recevait samedi le ministre arménien des affaires étrangères, M. Raffi Hovhannissian, et où vivent cent mille personnes d'origine arménienne, a pour sa part annoncé la reconnaissance de l'Arménie. La Chine s'est déclarée prête à établir des relations diplomatiques avec les Républiques de l'ancienne URSS, mais « attend que la situation s'éclaircisse ».

Washington a accueilli sans enthousiasme la fin de l'ère du « partenariat »

WASHINGTON
de notre correspondant

Le drapeau rouge à la faucille et au marteau ne flotte plus sur les bâtiments de l'ex-ambassade d'URSS à Washington. C'est un symbole de plus, s'il en fallait encore, de l'effondrement soviétique. Pourtant, pas plus que chacune des précédentes étapes du désintégration de l'ancienne adversaire des États-Unis, la réunion d'Alma-Ata n'a suscité aux États-Unis le moindre enthousiasme.

Les autorités américaines trouveront pratique de voir la Russie de Boris Eltsine bénéficier du siège de l'ancienne Union soviétique au Conseil de sécurité de l'ONU. De même, le secrétaire d'État, M. James Baker, paraît être ravi de son rôle dans la République quelque peu rassurée sur le sort des armes nucléaires de l'ex-« Empire du mal ». Il y aura un commandement unique « provisoire » sur l'arsenal atomique, et il est décidé à Alma-Ata. Des experts militaires américains sont attendus en janvier dans les quatre Républiques nucléaires pour vérifier, avec elles, les dispositions de contrôle et de sécurité (ce qui ne garantit pas vraiment contre les risques de dissémination). Si tout se passe pour le mieux - espèrent les États-Unis - l'Ukraine, la Biélorussie et même, peut-être, le Kazakhstan

abandonneront à la seule Russie l'héritage nucléaire de l'ancienne armée rouge.

En somme, les Américains apprécient favorablement toutes les décisions d'Alma-Ata qui vont dans le sens du maintien d'un minimum d'autorité centrale - en fait, russe - dans l'ancienne Union. Mais ils ne cachent pas leur nostalgie de l'ère du « partenariat », ces toutes dernières années de travail en commun avec ceux qui furent les derniers ennemis du pouvoir central soviétique : Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chevardnadze. Le président soviétique et son ministre des affaires étrangères - à l'époque - étaient des hommes « prévisibles », représentants d'un certain « ordre », auxquels on se console mal d'avoir à dire « adieu ».

Pas de reconnaissance pour la Géorgie

Pour le reste, les événements qui se sont déroulés dans la capitale kazakhe sont accueillis avec réticence. Puisque la Communauté des États indépendants (CEI) ne se présente pas comme un État sur la scène internationale - bélaïa l'aurait-on à Washington - il faudra bien reconnaître, une à une, la douzaine de Républiques membres de ladite Communauté.

L'impression générale est que

cette reconnaissance est une affaire de semaines, plutôt que de mois. Dans un document rendu public le 4 septembre, et tout récemment repris par M. Baker lors de son discours de Princeton, les États-Unis ont déjà déclaré au certain nombre de critères : nécessité de maintenir d'un centre de décision unique pour les armes nucléaires, respect des droits des minorités sur le territoire de chacune des Républiques, règlement pacifique d'éventuels différends frontaliers, démocratisation des régimes, etc. M. Baker a d'ores et déjà annoncé que la Géorgie, gouvernée par un dictateur, et l'Azerbaïdjan, qui prépare la guerre contre les Arméniens, ne se qualifient pas.

En revanche, la reconnaissance de la plupart des onze Républiques représentées à Alma-Ata - notamment la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan - ne devrait pas tarder. Si les autorités américaines s'accrochent encore un délai, c'est pour faire pression sur les Républiques afin de les inciter à satisfaire les conditions posées. Officiellement, les États-Unis se sont « félicités » des résultats de la réunion d'Alma-Ata et de la création de cette Communauté. Officieusement, un responsable de l'entourage de M. Baker, cité dans la presse dominicale, faisait état d'une approche très réser-

vée : « L'absence de nos relations avec cette communauté s'explique d'une République à l'autre, en fonction de leur degré de démocratie et de libéralisation économique. »

Des Républiques grisées par leur indépendance

Selon le New York Times, qui rapporte les propos d'un « officiel » se trouvant dans l'entourage de M. Baker de retour d'Europe, c'est même avec un scepticisme maussade que l'on commente les résultats d'Alma-Ata : la Communauté aurait peu de chance de survivre au-delà de la semaine qui se suit de substantiel - selon cette source - tant les nouvelles Républiques sont grisées par leur indépendance et mettront du temps à reprendre tout ce qu'elles ont perdu en sortant d'un cadre fédéral. En bref, on n'y croit pas, et les États-Unis s'apprêtent à devoir traiter avec une douzaine d'États indépendants qui, dans un climat général passablement déstabilisé, poursuivront chacun des politiques différentes.

Cette appréciation peu encourageante se double d'un certain pessimisme quant aux perspectives économiques de l'après-soviétisme. Après les risques de dissémination nucléaire, c'est le sujet de préoccupation numéro deux. Le président George Bush paraît l'avoir tardivement

reconnu en convoquant pour janvier prochain à Washington une conférence de coordination de l'assistance à l'ex-URSS. Les Européens ont réagi assez fraîchement, faisant valoir qu'ils avaient déjà sonné l'alarme, sans susciter l'intérêt des États-Unis ; étant de loin les plus gros contributeurs d'aide à l'ancienne URSS, ils apprécient peu de voir les États-Unis tirer la couverture à eux en lançant cette idée de conférence.

C'est maintenant au tour du Congrès de critiquer la timidité de l'administration face à la débâcle économique qui se prépare à l'Est. En dépit d'une certaine humeur isolationniste dans le pays, plusieurs témoins de la Chambre et du Sénat viennent d'exhorter l'administration à prendre la mesure des drames politiques que recèle la situation économique et sociale dans certaines Républiques - notamment en Russie - et à agir en conséquence. Ancien conseiller du président Jimmy Carter pour les questions de sécurité, M. Zbigniew Brzezinski évoque les risques d'« implosion socio-économique » à l'Est : « Nous savons tous qu'il y a une crise très grave en cours (...), dit-il ; mais nous savons très peu de choses sur ce qu'il faut faire [pour y remédier]. »

Dans le dernier numéro de la revue Foreign Policy, M. James

Schlesinger, ancien secrétaire à la défense, ancien directeur de la CIA, aujourd'hui conseiller d'une importante banque d'affaires américaine, lance un véritable cri d'alarme. Il dénonce l'aveuglement et le manque de générosité de l'administration comme du secteur privé américain - à peine 300 millions de dollars d'investissements dans l'ancienne Union soviétique depuis 1987. M. Schlesinger accuse les Occidentaux, et notamment les États-Unis, d'avoir complètement sous-estimé le « cataclysme » économique que va représenter le passage des économies socialistes à un système libéral.

Il écrit que l'état des économies est-européennes et ex-soviétiques ressemble à celui de pays au sortir d'une guerre. Alors qu'il faudrait un nouveau plan Marshall (le volumineux programme d'aide américaine mis à la disposition de l'Europe de l'Ouest au lendemain de la seconde guerre mondiale), poursuit M. Schlesinger, les États-Unis d'aujourd'hui se parades « précher », de nature « théologique », à la gloire du marché. La crise économique à l'Est va produire un « désenchantement qui risque de miner les débuts de la démocratie », écrit-il encore, ajoutant : « Il est difficile d'être optimiste, nous sommes peut-être en train d'assister à la naissance d'une grande tragédie. »

ALAIN FRACHON

Les deux victoires de M. Eltsine

Suite de la première page

Il en va de même du sentiment d'appartenance à une communauté plus large et plus riche que celle des « États indépendants » : dimanche 22 décembre, les deux journaux télévisés diffusés à Moscou « ouvraient » tout naturellement sur les affrontements de Tbilissi, capitale d'une Géorgie en principe étrangère à la « Communauté » puisqu'elle n'a pas signé les accords d'Alma-Ata.

Il n'y a plus de citoyenneté soviétique, il reste deux cent quatre-vingt millions de citoyens « d'origine soviétique » libérés d'une estampille pesante mais aussi déposés de ce qui était devenu une partie d'eux-mêmes et leur assurait un certain « rang » dans le monde. M. Gorbatchev était loin d'être le seul à souligner que soit maintenue sous un autre nom une citoyenneté commune mais, pour cela comme pour le reste, il n'a pas été entendu.

Est-ce précisément parce qu'il veut faire comprendre que les choses ne sont pas aussi simples qu'on a fait semblant de le croire à Alma-Ata que M. Gorbatchev n'en finit pas de faire ce que tout le monde attend de lui ? Ou est-ce tout simplement parce qu'il n'en a pas la force ? Sa présidence ne tenait plus qu'à un bouton - celui de l'arme nucléaire - et ce bouton lui a été arraché pour être coudé à Boris Eltsine. Ses collaborateurs ont continué à quitter le Kremlin où lui-même n'est plus chez lui puisque tous les bâtiments sont désormais propriété de la Russie.

On espérait une intervention finale, un discours d'adieu sensé, puis dimanche soir... Rien n'est venu, pas plus que l'annonce d'une démission qui, finalement, n'a plus guère d'importance. M. Eltsine lui avait certes promis une sortie honorable. Mais on a constaté à Alma-Ata qu'il ne s'agitait en fait de rien d'autre que de lui garantir une retraite, d'assurer sa situation matérielle et autre, comme l'a déclaré le président russe après avoir expliqué, avec une maladresse un peu gênante puis-que, après tout il parlait d'un homme vivant : « Il faut mettre un terme à cette tradition apparue depuis 1917 qui nous a fait enterrer chaque diri-

geant de l'Etat et ensuite le réenterrer ou bien le considérer comme un criminel... ». Mais le président russe n'est pas du genre à faire dans la dentelle et ses manières abruptes, loin d'être un handicap, ont apparemment contribué à la double victoire qu'il a remportée dans la capitale du Kazakhstan.

La première - sur Mikhaïl Gorbatchev - c'était certes qu'il n'a confirmation, l'épilogue d'une bataille de plusieurs années qui avait connu son tournant définitif en août dernier : M. Gorbatchev, alors encore secrétaire général du parti, ne s'est jamais remis de l'humiliation publique que lui a fait subir M. Eltsine en annonçant devant lui, et en dépit de ses brèves velléités de protestation, la mise hors la loi du PCUS.

Intangibilité des frontières

L'autre victoire, celle qui a consisté à faire accepter par les autres membres de la Communauté l'indiscutable prééminence de la Russie, paraît plus aléatoire. Mais M. Eltsine a gagné, provisoirement tout au moins, le pari engagé à Minsk avec la constitution surprise d'une communauté à trois et suivie par une succession de faits accomplis par lesquels la Russie s'est appropriée la totalité de l'héritage de l'URSS. M. Eltsine a obtenu de ses pairs le contrôle de fait de l'arme nucléaire même si cette réalité est entourée de diverses circonvolutions et que trois autres Républiques - l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan - ont un certain droit de regard, du moins tant que des armes nucléaires sont déployées sur leur territoire.

La Russie a obtenu le siège de l'URSS au Conseil de sécurité des Nations unies. Enfin, l'absence délaissée dans la nouvelle Communauté de toute institution centrale forte signifie en réalité que rien ne pourra brider la puissance de la Russie - sinon ses propres faiblesses internes - et que donc cette Communauté ne pourra fonctionner que si ses membres acceptent de danser au son de la musique jouée à Moscou par M. Eltsine.

En dépit des apparences, cette victoire n'est pourtant pas sans contrepartie, ou alors il serait bien difficile d'expliquer pourquoi onze Républiques sur douze, au terme d'une rencontre inégale d'à peine quelques heures, ont adopté les textes constitutifs de la nouvelle communauté. Aussi imprévisible et fragile qu'il puisse paraître, l'accord d'Alma-Ata repose sur un marché fondamental : la Russie à ce qu'elle voulait - et que de toute manière il aurait été à peu près impossible de lui contester, - mais en échange elle reconnaît l'intangibilité de ses frontières avec ses partenaires.

C'est là un acquis essentiel, tout particulièrement pour l'Ukraine et le Kazakhstan, vagues États militonniens, les frontières d'une forte population russe. Là encore, le brutal avertissement lancé par Boris Eltsine, dès la fin du mois d'août, a payé. Le président russe avait à l'époque menacé les Républiques qui quittaient sans accord l'URSS d'une « révision des frontières », et si cette « maladresse » avait, à l'époque, beaucoup choqué, le message a finalement été bien reçu.

Pour le reste, la conférence d'Alma-Ata n'a pas réglé grand-chose : les futurs organismes de coordination ont été à peine ébauchés et même leur localisation reste à déterminer (comme on pouvait s'y attendre, il n'est plus question de faire de Minsk le siège unique de ces organismes). On a fait une impression à peu près complète sur les questions économiques et les quelques décisions annoncées suscitent les plus grands doutes. Ainsi, a annoncé M. Eltsine, le roble sera la monnaie commune à la Communauté et l'éventuelle création de monnaie nationale « se fera dans la concertation ».

On s'est mis d'accord sur certains principes concernant le regroupement, la réduction et le contrôle des armes nucléaires, qui reprennent pour l'essentiel les projets de la direction russe (voir page 4). Mais le Kazakhstan n'a pas encore formellement accepté de renoncer à ses armes, même s'il n'a pu en faire choix. D'une manière générale, les accords « militaires » restent à préciser. Le maréchal Chapochnikov, jusqu'à ministre soviétique de la défense, ne se voit confier le commandement en chef que pour un mois et il faudra attendre la réunion prévue à Minsk le 30 décembre pour y voir un peu plus clair.

Ce qui par contre saute aux yeux - en particulier lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion - ce

sont les différences de perception et de sensibilité et la médiane qui sépare entre les signataires. A deux reprises au moins on a vu le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, intervenir pour prendre le contre-pied de ce qui venait d'être dit. Lorsque, en réponse à une question, M. Eltsine a parlé du « comité » supposé superviser la défense des frontières extérieures - en faisant apparemment allusion au KGB dont dépendait dans l'ancienne URSS le corps des gardes frontières - M. Kravtchouk a précisé sur un ton sans appel que M. Eltsine ne pouvait pas se le permettre, que « nous », qu'il s'agit pas question de créer un quelconque « comité communautaire ».

« Susceptibilité » nationale

Le président russe reconnaît immédiatement son erreur, tout de même symptomatique d'une certaine habitude de pensée. Quant aux frontières « intérieures », elles sont certes supposées être « transparentes », c'est-à-dire parfaitement perméables pour les citoyens mais, en réalité, aucun accord précis n'a encore été atteint, et le Parlement ukrainien a déjà voté des dispositions limitant un peu cette perméabilité.

Autre « accrochage » : quand le président kazakhe explique que, de « son point de vue », il faudrait conserver une forme de citoyenneté commune, M. Kravtchouk intervient de la manière la plus sèche : « Il n'en est pas question (...) la Communauté n'est pas un État ». Sur ce point aussi, M. Eltsine lui apporte son soutien, d'autant plus logiquement que le président russe ne veut pas entendre parler d'un « nouveau centre » ni d'un budget commun. Mais l'attitude de M. Kravtchouk, la « susceptibilité » nationale qu'il a délibérément manifestée, risquent de conforter dans leur opinion ceux qui estiment que l'Ukraine ne voit dans la nouvelle Communauté qu'un moyen ennemi de prévenir d'établir définitivement la pérennité de ses frontières.

De son côté, et plus discrètement, le président kazakhe, M. Nazarbaev, a montré que certaines plaies récentes n'étaient pas tout à fait cicatrisées. Comme on l'interrogeait sur le sort des ambassadeurs de l'URSS dans le monde, (que s'est appropriée la Russie) il a répondu d'un ton piqué : « Il vaut mieux poser la question à Boris Eltsine. »

JAN KRAUZE

LA
RECHERCHE

N° 239 • JANVIER 1992 • 37 F

- L'ORIGINE DES OCÉANS
- L'ARÔME DE LA TRUFFE
- LA PHYSIQUE AU JAPON
- L'ARCHÉOLOGIE DES GROTTES ORNÉES
- LES DINOSAURES POLAIRES
- BIOLOGIE : LES DANGERS DE LA MÉDIATISATION

DOSSIER : Diversité génétique

La gestion mondiale des ressources vivantes

LA PREMIÈRE REVUE D'INFORMATION SCIENTIFIQUE

LE DÉMANTÈLEMENT DE L'URSS ET LA NAISSANCE DE LA CEI

Les structures institutionnelles de la Communauté des Etats indépendants

Six textes ont été signés par les représentants de onze Républiques, réunis samedi 21 décembre, à Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan. Voici le détail de l'accord portant sur les structures institutionnelles de la Communauté des Etats indépendants (CEI) qui succède à l'URSS. Ces documents ont été communiqués par les agences Tass et Interfax.

Le conseil des chefs d'Etat : ce sera l'organe suprême de la CEI. Il est habilité à approuver les documents essentiels pour la CEI et à les

amender ou à leur ajouter des annexes. Il se réunira deux fois par an. Des sessions extraordinaires de ce conseil peuvent être convoquées à la requête d'un membre de la CEI. Sa présidence sera tournante.

Le conseil des chefs de gouvernement : il se réunira aussi deux fois par an, principalement en même temps que le conseil des chefs d'Etat. Il jouera également un rôle dans l'adoption de la politique de base de la CEI, mais ses fonctions exactes n'ont pas été clarifiées pour le moment. Sa présidence sera tournante.

Des comités ministériels : six comités, se réunissant quatre fois par an, auront pour tâche de coordonner

les décisions pratiques sur le fonctionnement de la CEI. Leurs compétences portent sur les domaines suivants : les affaires étrangères, la défense, l'économie et les finances, les transports et les communications, la protection sociale et les affaires intérieures.

Un comité de supervision générale : ce comité, qui comprendrait des représentants de chacun des Etats de la CEI, se réunirait en permanence, sauf quand le conseil des chefs d'Etat ou celui des chefs de gouvernement serait en session.

L'accord prévoit en outre que tous les Etats membres doivent se partager, selon des modalités non précisées, les dépenses inhérentes au fonctionnement des institutions de la CEI. Le document indique qu'une décision sera prise ultérieurement quant à la localisation de chacune de ces institutions.



La Russie succède à l'Union soviétique comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU

C'est la Russie, et non la nouvelle Communauté des Etats indépendants, qui va succéder à l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Les dirigeants des Républiques présentes à Alma-Ata l'ont finalement accepté samedi, certains, comme M. Nazarbajev, renonçant ainsi aux réserves qu'ils avaient émises précédemment.

Le Conseil de sécurité devrait se réunir début janvier pour entériner la transmission du siège de l'URSS à la Russie. M. Boris Eltsine a adressé

en fin de semaine dernière une requête en ce sens aux quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine).

Ce scénario est de loin le plus simple du point de vue de l'ONU, puisqu'il permet que la succession s'opère sans que la Charte soit révisée, et ne précipite pas le débat latent mais extrêmement conflictuel aux Nations unies sur la composition du Conseil de sécurité, ce qui n'eût pas manqué à certaines Répu-

bliques avaient contesté les prétentions de la Russie à cet héritage. On fait valoir pour justifier cette transmission que la Russie contrôle l'essentiel de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, représente 75 % de son territoire et compte 150 millions d'habitants. La Charte de l'ONU reconnaît les Etats, mais pas les groupements d'Etats. Dans les textes d'Alma-Ata, les Républiques se bornent à stipuler que la Russie occupera le siège de membre permanent du conseil de sécurité « en leur nom ». La Russie

devrait donc théoriquement se comporter au conseil de sécurité, par rapport à la Communauté des Etats indépendants, comme la France et la Grande-Bretagne sont désormais censées le faire par rapport à la Communauté européenne. L'Ukraine et le Biélorussie sont membres de l'ONU depuis sa fondation en 1945. Les autres Républiques devraient demander leur adhésion à l'organisation dès qu'elles auront été reconnues par la communauté internationale.

Bataille rangée dans le centre de Tbilissi

Les affrontements entre partisans et adversaires du président géorgien ont fait au moins dix-sept morts

De durs combats se sont poursuivis toute la nuit de dimanche à lundi devant le siège du gouvernement géorgien à Tbilissi, a annoncé lundi 23 décembre Radio Moscou, précisant qu'un millier de personnes participent de chaque côté à cette « bataille » dans le centre de la ville, qui a fait au moins 17 morts et une cinquantaine de blessés, selon un bilan établi dimanche soir par

le procureur et le ministère de la santé de la République. Les opposants, pour l'essentiel des effectifs armés de la garde nationale dissidente, tentent de prendre d'assaut le bâtiment où s'est retranché le président Gamsakhourdia. En septembre, au début octobre, des affrontements à Tbilissi avaient déjà fait une dizaine de morts.

Le représentant de la Géorgie à Moscou, M. Piotr Chkheidze, a indiqué à l'AFP que le président géorgien s'est réfugié dans les sous-sols de l'immeuble, qui

abrite le Parlement et le gouvernement géorgien, pour échapper aux tirs d'artillerie de la garde nationale. Celle-ci, que commande M. Tengiz Kiovani, a lancé un nouvel assaut à 21 h 30 locales (18 h 30 GMT) dimanche 22 décembre, à l'expiration d'un délai de trois heures qu'elle avait fixé pour la démission de M. Gamsakhourdia. Peu après, l'agence Tass faisait état de fortes explosions à l'intérieur du bâtiment, et M. Chkheidze déclarait ne plus pouvoir joindre le siège du gouvernement géorgien depuis Moscou. Dans la nuit toutefois, le président géorgien annonçait, dans un appel à la nation, que l'attaque avait été repoussée.

Les combats sont menés à l'arme automatique, à la roquette, au canon anti-grele, avec le soutien d'engins blindés. Des camions chargés de blessés et de morts ont été évacués vers les hôpitaux de la ville. Selon la radio russe, deux chars sont arrivés dimanche pour renforcer les troupes gouvernementales défendant le bâtiment. La radio géorgienne n'a annoncé que les attaquants avaient enlevé un député du parlement géorgien, M. Avtandil Rtkhildze, et que le maire de Tbilissi avait été blessé, de même qu'un vice-ministre de l'intérieur, M. Roman Gventadze.

La représentation géorgienne à Moscou avait auparavant démenti des informations selon lesquelles des unités dissidentes de la garde nationale géorgienne auraient pris le contrôle de l'aéroport militaire de Tbilissi.

Ces violents affrontements font suite à plusieurs jours de manifestations dans la capitale géorgienne, à l'appel de l'opposition, qui réclame la libération des prisonniers politiques emprisonnés depuis plusieurs mois, la levée de la censure sur la presse et la démission de M. Gamsakhourdia, qu'elle accuse de tendances dictatoriales. Les autorités géorgiennes ont qualifié ces événements de « tentative de coup d'Etat ».

Nouveaux troubles en Ossétie du Sud

M. Gamsakhourdia avait lancé un premier appel à la réconciliation dans la soirée de samedi, demandant à la population de se rendre au siège du gouvernement « menacé par les forces d'opposition » pour défendre « la liberté et l'indépendance ». Le président géorgien avait affirmé que « les forces de l'empire qui persistent à vouloir en Géorgie empêcher la lutte des Géorgiens pour la liberté ». Dimanche matin, la radio diffusait des appels à la population, demandant aux per-

sonnes possédant des armes de se rendre d'urgence vers les bâtiments du gouvernement pour défendre le président.

D'autre part le Parlement de l'Ossétie du Sud a déclaré samedi l'indépendance de cette région autonome de la Géorgie, et proclamé son statut de République, a annoncé l'agence Tass. Celle-ci ajoute qu'une personne au moins a été tuée et plusieurs autres blessées dans la capitale Tskhinvali - rebaptisée Tskhinval - par des tirs d'artillerie en provenance des forces géorgiennes qui font le siège de la ville. Le président Gamsakhourdia a annulé il y a un an le statut d'autonomie de l'Ossétie du Sud, qui demande son rattachement à l'Ossétie du Nord, République autonome de la Fédération de Russie.

Les forces géorgiennes ont organisé depuis plusieurs mois le blocus de Tskhinvali, qui manque de nourriture et de médicaments. Le parlement d'Ossétie du Sud a envoyé un message aux Etats indépendants de l'ancienne URSS pour leur demander « d'élever leur voix pour défendre la dignité humaine et les droits des minorités nationales », et de prendre des sanctions économiques « sévères » contre la Géorgie, a indiqué Tass. (AFP, Reuters)

Une République multinationale

Seuls des Républiques de l'ex-URSS à ne pas avoir signé l'accord d'Alma-Ata, la Géorgie n'a connu qu'un mois et demi d'accalmie depuis la première offensive, en septembre et octobre, des opposants au président Gamsakhourdia.

S'étendent sur 69 700 km² (dont 13 % de plaines navales), la Géorgie compte 5 600 000 habitants, dont environ 70 % de Géorgiens, 10 % d'Arméniens, 7,4 % de Russes, 5,1 % d'Azerbaïdjanais, 3,2 % d'Ossètes et 1,7 % d'Abkhazes. Deux Républiques autonomes,

l'Abkhazie (au nord) et l'Adjara (au sud) font partie de la République géorgienne, ainsi que la région autonome d'Ossétie du Sud, qui demande son rattachement à l'Ossétie du Nord, située en Russie. La capitale, Tbilissi, compte 1 178 000 habitants.

Le royaume chrétien de Géorgie, dont l'apogée se situe au début du troisième siècle, a été déchiré entre les Perses et les Ottomans avant d'être annexé par la Russie en 1801. Après avoir proclamé son indépendance en 1918, la Géorgie, pays natal de Staline et de Béria, est

annexée en 1921 par l'armée rouge qui y établit un gouvernement soviétique. Elu président du Soviet suprême de la République au lendemain de la victoire des nationalistes aux élections locales de novembre 1990, l'écrivain Zviad Gamsakhourdia a été le premier président d'une République soviétique élue au suffrage universel, le 26 mai 1991, recueillant 87 % des voix. Auparavant, le 31 mars 1991, la population s'était prononcée à plus de 90 % pour l'indépendance, qui a été proclamée par le Parlement géorgien le 9 avril.

CHAUMET PARIS

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TEL.: (1) 44.77.24.00
46, AVENUE GEORGE-V - 75008 PARIS - TEL.: (1) 49.52.08.25

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : fin des travaux de la Convention constitutionnelle

La voie des négociations est maintenant ouverte

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'échange un peu vif qui avait opposé M. Nelson Mandela et M. Frederik De Klerk, vendredi 20 décembre, au terme de la première journée de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), n'aura pas terni durablement les relations entre les deux hommes. Dès samedi matin, ils tenaient des propos beaucoup plus conciliants. Et Nelson Mandela, quittant la tribune après avoir remercié, au nom du Congrès national africain (ANC), les juges qui avaient présidé les travaux de la Convention, s'arrêtait alors devant M. De Klerk pour lui serrer la main.

Il est vrai qu'ils se connaissent bien. Depuis leur première rencontre, en décembre 1989, à la prison de Robben Island, où M. Mandela était incarcéré, ils se sont vus, en tête à tête, une trentaine de fois. Au lendemain de la première réunion de la CODESA, ceux que l'on considère comme les deux acteurs les

plus importants de la scène politique sud-africaine, ont toutes les raisons d'être satisfaits.

Dix-sept des dix-neuf partis et organisations, présents à Kempton Park, ont signé la « déclaration d'intention », définissant les principes généraux de la future Constitution. Le Monde a daté 22-23 décembre. Cinq groupes de travail ont été constitués, qui vont continuer de réduire les obstacles et de faire des propositions - dont certaines seront soumises au Parlement, lors de la prochaine session, qui s'ouvrira le 24 janvier, au Cap.

Le premier groupe aura pour mission de créer un climat propice à la liberté d'action politique, de définir le rôle de la communauté internationale dans le processus en cours et de s'assurer de la neutralité de la télévision et de la radio nationales. Le deuxième groupe devra explorer tous les principes constitutionnels pouvant permettre de dessiner un cadre commun, convenant à chacune des dix-neuf délégations, et essayer de déterminer qui aura le pouvoir de rédiger

la nouvelle Constitution. La tâche du troisième groupe est de trouver un accord concernant la période de transition et un éventuel gouvernement intérimaire. Le quatrième groupe débattait de l'avenir des quatre *homelands* du Transkei, du Bophuthatswana, du Venda et du Ciskei. Enfin, le dernier groupe fixera les délais impartis à la CODESA pour arrêter ses décisions et définir comment celles-ci seront mises en application.

Sans vouloir préjuger de l'avenir, forcé est de reconnaître que la CODESA a rempli sa mission. En donnant le coup d'envoi officiel des négociations, elle a posé la première pierre de cette « nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale », que M. Mandela et De Klerk appellent de leurs vœux. La prochaine étape est le discours que le chef de l'Etat prononcera, le 24 janvier, et dans lequel il devra lever le voile sur la future Constitution transitoire et le gouvernement intérimaire non raciale.

FREDERIC FRITSCHER

SOUDAN : les inondations dans le sud

Plus de 2 000 jeunes morts de faim ou par noyade

Plus de 2 000 jeunes sont morts de faim ou noyés dans des inondations dans le sud du Soudan, alors qu'avec 4 000 autres enfants et adolescents ils regagnaient cette région en provenance d'Éthiopie, où ils se trouvaient jusqu'alors dans un camp de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). s'est-on annoncé, samedi 21 décembre, d'une source officielle soudanaise.

Selon un responsable, mille des 4 000 enfants survivants ont été rendus à leur famille alors que 3 000 autres ont été hébergés dans des camps sous la supervision du CICR. - (AFP)

Le vent des Aurès

Suite de la première page

Il réclament une université de plein exercice, davantage de logements pour héberger les « *blébiards* » qui ont fait de Batna la cinquième ville du pays. A ceux qui lui reprochent de laisser les choses en l'état, le Front islamique du salut (FIS), qui compte, dans le département, trente-cinq municipalités soit soixante et une, rétorque qu'il hérite, par la faute du FLN, de dettes énormes et qu'en outre rien ne peut être valablement entrepris dans le cadre des lois existantes.

Membre élu du bureau politique du FLN, M. Benflis se garde bien d'épiloguer sur le passé car il n'y a rien de très positif à en retirer. Mais, quand il affirme, un cours d'une réunion, que dans l'Algérie de demain « il n'y aura pas de place pour les voleurs », son auditoire comprend cette allusion à l'ancien régime et l'applaudit à tout rompre. Ce habitué avec une tente de masquer le plus possible le signe sous lequel il fait campagne. « Je n'ai pas d'autre garde du corps, confie-t-il, que Dieu et le peuple. »

Dans le département de Batna, le FLN a fait table rase du passé, en gommant de la liste des candidats tous les anciens députés au profit d'hommes neufs, généralement bien considérés et de bon niveau intellectuel. Symboliquement, M. Benflis a préféré installer sa permanence dans un appartement que lui ont prêté des amis plutôt que dans les locaux du FLN. Pas question pour lui de se mêler à des querelles de personnes dans lesquelles s'engage l'ex-parti unique. Il se prononce pour un « *débat d'idées* » et critique au passage le « *catéchisme ambiant, qui nourrit des extrémismes* ».

L'extrémisme du FIS, le candidat du FLN est bien obligé de s'y référer, en déconseillant, sans trop s'y attarder, « *les gens de l'ombre, qui prennent leurs consignes à l'étranger* », « *le terrorisme intellectuel* » pratiqué par beaucoup et la violence utilisée par certains. Malgré tout, il « *refuse d'être partie prenante à un débat anti-FIS* ». Il n'est pas de « *ceux qui disent à propos des islamistes : ou ça s'oriente en trois jours, ou c'est la fin du monde* ». Il est au contraire de ceux qui sont prêts à « *faire avec* ».

Les réunions conscientes

Ce candidat qui joue les hommes de bonne volonté à défaut de défendre un bilan, voire un programme, sera-t-il entendu ? Il se contente de « *semer* » au vent des Aurès. Membre d'une famille influente de Batna, il préfère aux réunions publiques des rencontres au café ou chez l'habitant, des contacts avec tous ceux qui, au sein du monde associatif, peuvent lui servir de relais avec la population. « *En prise directe avec le peuple* », ses adversaires islamistes se moquent de « *ces réunions conscientes avec des notables et des chefs de tribu qui sont complètement dépassés* ».

Ni banderoles ni calicots, jusqu'aux tout derniers jours de la campagne, Batna ne s'est pas mise en frais pour paraître intéressée à la compétition électorale. De temps à autre, dans les quartiers autour des mosquées, le FIS fait une « *animation* », haut-parleur aidant, autour de la lecture et du commentaire de versets appropriés du Coran. Aux propos « *acuminés* » de M. Benflis, les islamistes n'accrochent aucun cré-

dit, tant ils se disent assurés de la victoire. Et de prévenir : « *Le peuple a été dupé une fois, il ne le sera pas deux* ».

Avant même que le FIS n'ait d'existence légale, les islamistes de Batna avaient déjà marqué des points, avec la complicité des autorités administratives, en obtenant, notamment, il y a quelques années, la fermeture des maisons de tolérance et la limitation à quatre du nombre des points de vente de boissons alcoolisées. Ce serait presque le régime sec pour une ville de deux cent mille habitants, si bières et vins ne circulaient abondamment sous le manteau. Récemment encore, les « *averts* » (couleur des islamistes) ont mis leur veto à la construction, près des ruines romaines de Lambèse, d'un groupe de chalets à usage tou-

ristique, projet jugé nuisible pour la santé morale des Aurasiens.

Le FIS, qui, en juin, avait créé une belle effervescence à Batna, en y organisant des marches et des sit-in, semble avoir recroqué, pour le moment, sur consigne venue d'ailleurs, à mettre de nouveau la ville en émoi. Tout ce tritait leurs adversaires d'« *hypocrites* » et de « *maîtres* », ses militants tentent de se présenter comme des gens raisonnables, d'honnêtes citoyens. « *Nous sommes l'alternance* », disent-ils. On sera la majorité mais on ne se comportera pas comme un parti unique. »

S'entourer de précautions

Candidat du parti Hamas qui s'inscrit dans la mouvance intégriste, M. Ali Laboudi, universitaire, milite lui aussi pour l'établissement d'un Etat islamique. Mais, explique-t-il, « *il ne faut pas vouloir le créer aujourd'hui pour le voir disparaître demain* ». A son avis, « *ce processus s'étalera sur plusieurs années* ». Il est nécessaire de s'entourer de précautions pour ne pas casser les relations sociales. »

Beaucoup de jeunes Aurasiens, très éloignés de la dialectique islamique, n'en sont pas moins tentés d'apporter leurs voix au FIS. Bien sûr, le comportement des « *barbus* » les intrigue souvent, les irrite parfois. « *Ils sont durs et méfiants* », admet un employé de banque, qui s'appelle néanmoins à « *voter pour l'islam* ». Rien ni personne ne peut le convaincre d'agir autrement. « *Au début, quand ils seront au pouvoir, ils vont peut-être serrer la vis, mais après, ça ira* », assure-t-il, comme pour se donner bonne conscience.

Ce vendredi après-midi, dans le quartier de Stand, à Batna, à l'heure de la grande prière, ils sont plus nombreux à prendre le chemin du stade, pour y soutenir leur équipe contre celle de Biskra, que celui de la mosquée toute proche, où l'imam invite ses ouailles en termes enflammés à « *voter pour Dieu* ». Il n'est pourtant pas interdit de penser que les adeptes du ballon rond méfient, dans l'âme, leurs voix à celles des fidèles d'Allah.

JACQUES DE BARRIN

EN BREF

o ALBANIE : le président Ramiz Alia propose des élections législatives pour mars 1992. - Le président albanais, M. Ramiz Alia, a proposé, samedi 21 décembre, que les élections législatives anticipées, réclamées par l'opposition, aient lieu le 1^{er} mars, selon la radio albanaise. Il a aussi laissé entendre qu'il pourrait se retirer bientôt en ajoutant à propos de la présidence : « *Je ne crois pas être le seul homme politique albanais capable d'exercer cette fonction* ». - (AFP, Reuters)

o COLOMBIE : installation d'un radar « *anti-drogue* » dans le sud du pays. - La Colombie va installer prochainement dans le sud du pays avec l'aide des Etats-Unis un radar de surveillance aérienne afin de lutter contre le trafic de stupéfiants transportés par de petits avions de tourisme. - a annoncé samedi 21 décembre le général Rocio José Serrano, directeur de la police antidrogue. - (AFP)

o CUBA : arrestation du dissident social-démocrate Indamiro Restano. - Le dissident Indamiro Restano, président du mouvement social-démocrate illégal Armonia, a été arrêté et emprisonné vendredi après-midi 20 décembre à La Havane, a indiqué samedi M. Elizardo Sanchez Santa Cruz, président du Comité cubain pour les droits de l'homme et de réconciliation nationale.

D'autre part, trois militants d'un mouvement écologique, deux Mexicains et un Espagnol, qui voulaient rencontrer le président Fidel Castro ont été déceus, vendredi 20 décembre, une vive agitation policière en déployant une bande de La Havane. Ils ont été immédiatement interpellés. Enfin, le gouvernement a annoncé une nouvelle série de mesures d'austérité, prévoyant notamment la réduction de la production des entreprises, des programmes de télévision, de la distribution d'électricité ou d'eau. - (AFP)

o DJIBOUTI : le procès de M. Ali Aref Bourhan s'ouvrira en juillet. - Le procès de l'ancien président du conseil de gouvernement de l'ex-Territoire français des

Afars et des Issas, M. Ali Aref Bourhan, arrêté en janvier et accusé de complot contre le régime, s'ouvrira le 3 juillet 1992, a annoncé, samedi 21 décembre, le tribunal de sûreté de la République. Le procès, censé débiter samedi matin, a été reporté sur requête des avocats de la défense, M^{rs} Jacques Vergès et Seyni Loum, qui ne pouvaient effectuer le déplacement à Djibouti. - (AFP)

o ESPAGNE : réélection de M. Julio Anguita à la tête du PCE. - M. Julio Anguita a été réélu, dimanche 22 décembre, à Madrid, à la présidence du Parti communiste espagnol (PCE), lors du XIII^e congrès, consacré à la survie de cette formation. Alors que les rénovateurs étaient partisans de sa dissolution, le PCE, qui fait partie de la coalition Izquierda Unida (IU, gauche unie), s'est finalement prononcé pour le maintien de la « *tradition communiste* ». - (AFP)

o KOWEÏT : quatre cents civils tués par des engins explosifs depuis février 1991. - Quelque 400 civils ont été tués et 1 600 blessés par l'explosion de mines ou par la manipulation d'explosifs disséminés sur le territoire du Koweït depuis la libération de l'émirat en février 1991, a affirmé, dimanche 22 décembre, le directeur d'un hôpital de Koweït, selon lequel la plupart des victimes sont des jeunes Koweïtiens de neuf à dix-huit ans. Selon des sources officielles, il faudra « *au moins* » vingt ans pour que l'émirat soit complètement « *nettoyé* ». - (AFP)

o MAROC : décès de l'ancien ministre de la culture, M. Mohamed El Fassi. - L'ancien ministre des affaires culturelles, M. Mohamed El Fassi, est décédé, samedi 21 décembre, à Rabat. Agé de quatre-vingt-trois ans, M. El Fassi, qui avait été plusieurs fois ministre et avait occupé divers postes de responsabilité à l'UNESCO, est l'auteur de près d'une centaine d'ouvrages sur le monde arabe et islamique. - (AFP)

o PÉROU : attentats contre des locaux diplomatiques français et espagnols à Lima. - Une série d'attentats à l'explosif, qui ont fait un

blessé léger et des dégâts peu importants, ont été commis contre des locaux diplomatiques français et espagnols et d'autres objectifs à Lima dans la nuit du 20 au 21 décembre a annoncé la police. Les attentats ont eu lieu pendant que la capitale était partiellement plongée dans l'obscurité à la suite de la destruction de pylônes électriques. Des commandos terroristes ont lacé simultanément, depuis des véhicules en marche, des bombes de fabrication artisanale sur la résidence de l'ambassadeur d'Espagne et sur l'ambassade de France. - (AFP)

o ROUMANIE : le dixième anniversaire de la révolution. - Environ 4 000 personnes ont assisté, samedi 21 décembre, à Bucarest, à la commémoration du renversement du régime Ceausescu, en 1989. Des gerbes de fleurs ont été déposées à la mémoire des 1 053 victimes des événements de 1989, sur la place de l'Université, rebaptisée, dimanche, place du 21 Décembre par la municipalité de Bucarest. - (AFP, Reuters)


o RWANDA : violents combats à la frontière avec l'Ouganda. - Les autorités rwandaises ont confirmé, samedi 21 décembre, que de violents combats opposent les troupes gouvernementales aux rebelles du Front patriotique rwandais (RPF), dans la région de Ruhengeri, frontalière avec l'Ouganda. Les rebelles, en grande majorité de l'ethnie tutsi, déserteurs de l'armée ougandaise, auraient tué plusieurs personnes, selon la radio rwandaise. - (AFP)

o ZAÏRE : un dirigeant de l'opposition élu vice-président de la Conférence nationale. - Une foule en liesse à Kinshasa, dimanche 22 décembre, les rues de Kinshasa, pour saluer l'élection du dirigeant du Parti démocratique social et chrétien (PDS-C), M. Joseph Iléo, un des chefs de file de l'opposition, à la vice-présidence de la Conférence nationale. Celle-ci, qui n'a toujours pas commencé ses travaux, est présidée par Mgr Laurent Moosengwo Pasioya, archevêque de Kisangani. - (AFP, Reuters)

ANDRÉ FONTAINE



ANDRÉ FONTAINE
L'un sans l'autre



380 p.
120 F

Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde.

Jean-Baptiste Duroselle, *Le Monde de l'Institut*

On peut gratter : c'est du solide.

Stéphane Denis, *L'événement du Jeudi*

Fascinante revue du monde écrite de cette plume alerte bien connue des fidèles lecteurs d'André Fontaine, qui sait rendre intelligible une époque si compliquée.

Jean-Philippe Coudron, *La Vie*

La période ouverte par la chute du communisme est à ce point grasse de changements que fixer ses lignes de forces tient de l'impossible pari. C'est pourtant à saisir l'in saisissable que nous convie André Fontaine. L'un sans l'autre est avant tout la fresque vivante, minutieuse et tenace d'une actualité à nul autre pareille.

Jean-François Poncet, *Le Figaro*

FAYARD

ASIE

CAMBODGE : après les violences du week-end

La dégradation du climat à Phnom-Penh va retarder l'application des accords de paix

Les violences du week-end à Phnom-Penh, qui ont fait au moins trois morts, ont soulevé la fragilité de la situation au Cambodge, où une intervention massive de l'ONU est prévue, au printemps prochain, pour y rétablir durablement la paix.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Il n'aura donc fallu qu'un grave incident - l'assassinat par un policier, dans la matinée du samedi 21 décembre, d'un étudiant qui protestait contre l'arrestation d'un de ses camarades - pour mettre le feu aux poudres à Phnom-Penh, où seule l'intervention d'éléments militaires, équipés de blindés légers, a permis de rétablir l'ordre le lendemain.

Les plus graves incidents se sont produits à proximité du marché central, dans un quartier commerçant où se trouvent plusieurs hôtels fréquentés par des étrangers. Samedi matin, une manifestation pacifique d'étudiants en médecine contre la corruption a tourné à l'agressement après l'arrestation d'un moins quatre d'entre eux par la police. C'est à ce moment-là que l'un des étudiants, âgé de seize ans, a été tué par balles. La police a alors tiré des rafales d'armes automatiques en l'air pour disperser les manifestants.

Mais, comme elle a été vite débordée, l'armée est intervenue avec des blindés légers pour isoler le quartier du centre où les incidents les plus graves étaient en train de se dérouler. Entre-temps, des étudiants s'étaient rendus à l'Assemblée nationale, à proximité du Palais royal, pour demander, en vain, à y être reçus par son président, M. Chea Sim, qui est également le président du Parti du peuple cambodgien au pouvoir.

Des tirs sporadiques d'armes automatiques se sont poursuivis

pendant la nuit de samedi à dimanche alors que de nombreux jeunes gens avaient pris le relais des étudiants et menaçaient de piller ou de mettre à sac commerces et stations de police. Dimanche matin, les étudiants qui souhaitaient de nouveau manifester ont été vite dispersés par des militaires, qui ont de nouveau recouru à des tirs en l'air d'armes automatiques. Un homme d'une quarantaine d'années a alors été tué. Des sources médicales ont fait également état d'une trentaine de blessés.

Couver-feu nocturne

Le calme est revenu dans l'après-midi quand, après l'annonce de l'instauration d'un couvre-feu nocturne (de 20 heures à 5 heures), les troupes ont été retirées du centre de la ville. Les commerçants ont alors commencé à relever les rideaux de leurs magasins et la circulation a été rétablie. Lundi, cependant, l'université et les écoles sont demeurées fermées et on entendait encore dans la matinée, en ville, quelques tirs d'armes automatiques.

La relève de la police par des militaires, qui ont tiré un peu tous azimuts, a probablement été décisive dans le rétablissement de l'ordre. Il n'y a pratiquement pas eu de pillage en dépit de la présence, sur place, de nombreux jeunes dévoués et sans le sou. Une station de police a été saccagée, plusieurs véhicules ont été endommagés et les murs de certains bâtiments, dont l'hôtel Monorom, ont reçu quelques balles. Mais si le gouvernement de M. Hun Sen a ainsi rétabli, au moins provisoirement, son autorité, ces deux journées de violence, dans la foulée d'une série de manifestations contre la corruption, ont entraîné de lourdes conséquences.

Le régime de Phnom-Penh en a rejeté la responsabilité sur un petit groupe indéterminé d'éléments

«subversifs» et «armés». Son ministre des affaires étrangères a même insisté, dimanche, que des Khmers rouges pourraient être impliqués. «C'est mon impression mais je n'ai aucune confirmation officielle», a-t-il dit en annonçant qu'un couvre-feu nocturne avait été décrété. Dans de telles circonstances, le retour à Phnom-Penh des deux représentants des Khmers rouges au sein du Conseil national suprême (CNS) risque d'être repoussé pendant encore quelque temps.

Les deux hommes, MM. Khieu Samphan et Son Sen, qui se trouvent en Thaïlande, avaient déjà renoncé samedi à regagner la capitale cambodgienne, y jugeant la situation «instable». Une réunion plénière en territoire cambodgien du CNS, dont le programme avait été annoncé par le prince Sihanouk le 17 décembre, n'aura donc sûrement pas lieu cette année. Or c'est avec ce Conseil que l'ONU doit, en principe, travailler pour appliquer l'accord de paix signé à Paris le 23 octobre.

Le problème de la corruption

Phnom-Penh a également annoncé que toute visite officielle étrangère était reportée à l'année prochaine. Le ministre vietnamien des affaires étrangères était attendu lundi dans la capitale du Cambodge, où son homologue chinois devait, à son tour, se rendre le 26 décembre. En outre, M. Yasser Arafat, qui se trouvait alors à Hanoi, a dû renoncer à rendre visite, dimanche, au prince Sihanouk. Autrement dit, les démarches diplomatiques, qui concourent à renforcer un processus de paix controversé, seront suspendues tant que M. Hun Sen n'aura pas fini de remettre de l'ordre dans sa propre demeure.

Le premier ministre de Phnom-Penh est intervenu dimanche pour lancer un appel au calme, faute de quoi, a-t-il dit, le Cambodge

deviendra un pays «sans loi». «Si la violence continue, a-t-il ajouté, la guerre reprendra inévitablement, car l'accord de paix ne pourra pas être appliqué». M. Hun Sen a défendu la vente de biens publics à l'origine des protestations dans Phnom-Penh a été le théâtre depuis le 17 décembre. Mais le problème de la corruption demeure entier : des employés de l'Etat et des fonctionnaires, militaires comme civils, s'estiment lésés par ces ventes ou par les licenciements qui en découlent. A plus long terme, les militaires, qui ont rétabli l'ordre à Phnom-Penh, risquent de se montrer d'autant plus nerveux que 70 % d'entre eux, si l'on s'en tient aux termes de l'accord de paix, doivent être démobilisés au cours de l'année prochaine.

Dans une déclaration écrite à l'AFP, le prince Sihanouk, qui était demeuré silencieux depuis le début des manifestations, a réclaté, dimanche, que les forces de sécurité aient recours à la «persuasion douce» pour mettre fin aux violences. «Dans une démocratie authentique, a-t-il dit, les droits de l'homme doivent être respectés à 100 %».

Le prince a cependant rappelé qu'en tant que président du CNS, il ne détenait aucun pouvoir administratif ou gouvernemental. A M. Hun Sen, donc, de redresser la situation afin d'éviter un affaiblissement durable de son régime qui ferait, bien entendu, le jeu des Khmers rouges. Ces derniers, dont le passage au pouvoir a fait, de 1975 à 1978, plus d'un million de victimes, seraient alors les principaux bénéficiaires de l'accord de paix dont ils sont les co-signataires.

Sur le plan international, les réactions promettent d'être contradictoires. D'un côté, les appels à une intervention plus rapide de l'ONU, afin de stabiliser davantage la situation, vont probablement se multiplier. De l'autre, certains vont se demander pourquoi envisager de dépenser quelques milliards de dollars pour mettre un terme à un conflit qui n'a jamais empêché la planète de tourner. Le Cambodge aura du mal, quoi qu'il advienne, à se relever de plus de vingt ans de guerres et de massacres.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

HAÏTI : un compromis pour tenter de dénouer la crise

Le président en exil accepte la nomination d'un nouveau premier ministre

Pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre, une solution se dessine dans l'impasse haïtienne. Le président renversé Jean-Bertrand Aristide, exilé au Venezuela, a accepté que M. René Théodore, un communiste modéré, présente sa candidature au poste de premier ministre. La nomination d'un nouveau premier ministre est considérée comme une première étape permettant le retour au pouvoir du président Aristide, après une période de transition destinée à apaiser les esprits.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le médiateur de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Augusto Ramírez Ocampo, a affirmé dimanche 22 décembre, peu avant de quitter Port-au-Prince, que le président Jean-Bertrand Aristide était prêt à accepter M. René Théodore comme nouveau premier ministre afin de déboucher la crise haïtienne. Selon des sources proches de l'OEA, la candidature de M. Théodore sera soumise au Parlement dans les prochains jours. Agé de cinquante et un ans, professeur de mathématiques et de physique, longtemps exilé en France, M. Théodore est le secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH). Sa candidature au poste de premier ministre avait été avancée, avec celle du conservateur Marc Bazin, par les parlementaires hostiles au retour du président Aristide. Depuis l'élection du jeune prêtre, il y a eu un peu plus d'un an, M. Théodore avait multiplié les déclarations très critiques à l'égard du nouveau pouvoir.

Le président en exil continue cependant d'insister pour que le Parlement vote librement sur le nom du candidat de compromis qu'il avait lui-même proposé, le social-démocrate Victor Boncompagni, après que les parlementaires hostiles à son retour eurent rejeté une liste de douze noms qu'il avait avancés. Le président Aristide s'était contenté de dire à M. Ramírez Ocampo, avant sa dernière mission en Haïti, qu'il serait prêt à envisager le nom de M. Théodore si le Parlement rejoignait en toute liberté la candidature de M. Benoit. Les députés et les sénateurs favorables à M. Benoit restent soumis à de fortes pressions et à des menaces. L'un d'entre eux,

M. Ernest Pedro Cassus, qui était resté en Haïti le 18 décembre, a dû se cacher dès le lendemain. Au cours des derniers jours, un député, M. Aristel Charles, a été assassiné et les maisons de deux autres parlementaires favorables au président Aristide ont été incendiées. Au cours d'une réunion d'une quarantaine de députés et sénateurs (sur un total de 108), un député hostile au retour du président Aristide aurait même brandi une grenade, en présence de M. Ramírez Ocampo.

Une radio «maquettée»

Le choix d'un nouveau premier ministre, qui doit être ratifié par le gouvernement, est la première phase du plan de solution de la crise haïtienne mis au point par l'OEA. Les sanctions économiques imposées après le coup d'Etat militaire devraient être levées dès la constitution du nouveau gouvernement. Le premier ministre aura pour tâche de préparer le «retour différé» du président Aristide. Tout le problème est de savoir pendant combien de temps ce retour sera différé. Au cours d'un entretien avec des diplomates en poste à Port-au-Prince, M. Théodore a estimé que le délai devrait être «d'au moins un an». Un délai qui ne pourra que satisfaire le camp des anti-Aristide, à commencer par les militaires, mais qui risque d'être difficilement accepté par la grande masse de la population, qui demeure attachée au président qu'elle a élu à une très forte majorité il y a un an.

La situation reste très tendue. Une nouvelle radio a fait son apparition, qui appelle les anciens «volontaires de la sécurité nationale» (c'était le nom officiel des «toniques maouettes») «à écraser» les partisans du président Aristide et «à boire leur sang». Une liste d'une centaine de personnes à abattre est diffusée par cette station, qui émet sans entrave, alors que la plupart des autres radios ont été réduites au silence.

Pendant ce temps, le premier ministre «provisoire», M. Jean-Jacques Honorat, continue à nommer de nouveaux fonctionnaires, à la place de ceux qui sont suspects de sympathie pour le président renversé. Même s'il a sévèrement affecté la fragile économie haïtienne, l'embargo n'est pas parfaitement étanche. La contrebande continue avec la République dominicaine voisine, dont les dirigeants ne cachent pas leur hostilité au retour du président Aristide.

JEAN-MICHEL CAROTT

TAÏWAN : malgré la nette victoire du Kouomintang aux législatives

La question de l'indépendance de l'île est désormais posée de manière durable

La nette victoire du Kouomintang (parti nationaliste) aux élections du 21 décembre à Taïwan (le Monde dété 22-23 décembre) réduit l'opposition, divisée sur la question de l'indépendance, à un rôle de figurant pour la réforme constitutionnelle à venir. Mais elle représente aussi, pour le régime communiste continental, un défi démocratique qui rompt avec la conception dictatorialiste du pouvoir chinois.

Lundi matin, Pékin n'avait pas encore commenté le scrutin de Taïwan.

TAÏPEI

de notre envoyé spécial

La direction communiste du continent chinois, terrifiée par les bouleversements intervenus dans l'ex-Union soviétique, aurait tout de pavoiser. Si le plus vieux parti politique de Chine (le Kouomintang a été fondé avant la révolution de 1911 qui abattit le trône mandchou) a envoyé au tapis l'opposition indépendantiste, bonne de Pékin, ce n'est pas parce que la population de l'île nationaliste aurait voté pour une quelconque «réunification» avec la République populaire.

Elle s'est au contraire prononcée pour la stabilité dans l'ilot de propriété qu'elle s'est ménagé à Taïwan. En outre, par son caractère démocratique, la consultation marque un tournant qui ne joue pas en faveur du dernier grand refuge mondial du marxisme-léninisme.

Avec un taux de participation élevé pour une communauté chinoise (près de 70 %), les treize millions d'électeurs de Taïwan ont rejeté l'idée d'une indépendance déclarée, en donnant plus de 71 % de leurs voix au Kouomintang. Le

Parti progressiste démocratique (DPP), principale formation d'opposition, n'a récolté que 23 % des votes, un recul sensible par rapport à l'élection législative partielle de 1989, lorsqu'il n'avait pas encore adopté une plate-forme indépendantiste.

Son président, M. Hsu Hsin-liang, a expliqué cette défaite par des achats de vote opérés, à l'en croire, par le parti de M. Lee Teng-hui, chef de l'Etat, et une télévision «manipulée». Ce scrutin, a-t-il estimé, «était bien plus libre, mais aussi bien plus corrompu que les précédents». Il a cependant reconnu la validité relative de la consultation. M. Hsu, qui a fait de la prison pour ses convictions indépendantistes, s'est dit résolu à œuvrer, dans la légalité, à la démocratisation de l'île. Il n'était pas négligeable repliée l'armée nationaliste élue au chef de l'Etat au suffrage universel direct.

Un scrutin représentatif

Le vote a donné au Kouomintang plus que la barre des trois quarts des sièges de l'Assemblée nationale dont il avait besoin pour mener à bien la révision constitutionnelle modérée qu'il envisage, dans le statu quo vis-à-vis du continent communiste. L'opposition, divisée entre formations en désaccord sur le statut de l'île, qui a perdu en 1971 la reconnaissance de la communauté mondiale, n'a même pas les moyens légaux de proposer des réformes de son cru.

Cependant, la question de l'indépendance de Taïwan est maintenant posée de manière durable. Elle demeurera inscrite dans les prochaines consultations même si celles-ci se focalisent sur les aspects négatifs persistants de la gestion du Kouomintang, notamment sa corruption.

Ce vote va à l'encontre des vœux totalitaires de M. Deng Xiaoping, le «patriarche rouge» du continent, en matière de gouvernement. Pour la première fois, une portion notable de la population chinoise s'est livrée dans le calme, sur un territoire où elle se gouverne souverainement, à un scrutin véritablement représentatif (moins du quart des sièges de l'Assemblée nationale étaient exempts de la consultation). Si l'argent joue un rôle dans ce nouveau paysage politique, ce n'est, en plus, que dans les proportions du système japonais, qui n'a pas exactement l'image d'une dictature.

Maturité démocratique

Plus important encore, le pouvoir de Taïpei a recouru, pour créditer les vœux indépendantistes qu'il considère comme «séditieux», à une méthode démocratique qui tient de l'hérésie aux yeux de Pékin. Il a laissé le DPP faire campagne, et deux millions d'électeurs (un dixième de la population totale de l'île) se prononcer en sa faveur en toute impunité.

Cette consultation illustre l'accession de Taïwan à une maturité politique qui rompt avec le perpétuel recours, toujours en vigueur sur le continent, à la conception mandarinale du pays, vieille de deux millénaires, dont une des facettes est la brutalité d'Etat illustrée par l'affaire de Tiananmen. Elle donne une sorte de nouveau «mandat céleste» aux jeunes loupes technocrates du Kouomintang et de l'opposition modérée, formés aux Etats-Unis principalement, qui ne se cachent pas de vouloir détacher le littoral du continent, déjà ouvert sur l'économie mondiale, de l'emprise de Pékin.

FRANCIS DERON

POMMERY

OÙ, CHEZ POMMERY, DESCENDRE À LA CAVE CHERCHER UNE BOUTEILLE PEUT PRENDRE DES ALLURES D'EXPÉDITION.

CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

les députés et les quatre

Adoption
du statut de

M

NEW YORK
WINTER CES

POMMERY

POLITIQUE

La convocation du Parlement en session extraordinaire

Les députés et les sénateurs examineront en janvier quatre textes restés en suspens

En dépit de l'importance du travail législatif accompli depuis trois mois par les deux Assemblées, plusieurs projets de loi importants, tels que la modernisation de l'exercice des mandats locaux, l'adaptation de l'administration territoriale, la modification des conditions d'entrée et de séjour des étrangers, la réforme du statut de la magistrature, restent toujours en suspens. Une session extraordinaire du Parlement, convoquée par le président de la République à compter du 8 janvier, examinera ces quatre textes avant les élections cantonales et régionales, afin de laisser du temps libre, à la session de printemps, pour l'examen éventuel des réformes institutionnelles annoncées par le président de la République.

Dès la fin du mois d'août, l'opposition lui promettait le pire, une motion de censure sur la politique étrangère de la France, une autre encore sur la politique économique et sociale. On allait voir ce qu'il allait voir. L'automne passé, il faut bien constater que M. Edith Cresson s'est plutôt bien tirée des embarras annoncés. Dans une ultime pirouette, jeudi 19 décembre, à l'Assemblée nationale, elle a même pu se payer le luxe de faire adopter à main levée la version définitive du projet de loi de finances pour 1992, sans avoir recouru à la procédure entraînante de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Par lassitude, l'opposition avait renoncé, estimant sans doute que sa critique de la politique économique avait été suffisamment entendue et que le véritable rendez-vous désormais était fixé au 22 mars prochain, jour des élections régionales et du premier tour des élections cantonales.

Sur les vingt-sept projets et propositions de loi adoptés au cours de la session budgétaire, selon le bilan établi par le service de la communication de l'Assemblée nationale, trois seulement ont fait l'objet d'un engagement de responsabilité du gouvernement, un titre de l'article 49-3 de la Constitution: le projet de création d'une agence du médicament, deux jours après la rentrée des parlementaires; le projet de loi de finances pour 1992, à trois reprises; et le projet de loi de finances rectificative pour 1991, ou «collectif budgétaire». C'est un bilan comparable à celui du gouvernement de M. Michel Rocard, qui, lui aussi, à l'automne de 1990, avait utilisé l'article 49-3 pour trois textes.

En l'absence de majorité absolue, le groupe socialiste a reçu le renfort des députés communistes pour la réduction à dix mois du service national et la lutte contre le travail clandestin. Plusieurs textes importants, tels que le projet sur la formation professionnelle, la refonte des livres III et IV du code pénal, la gestion de l'eau ou le statut de l'État, ont bénéficié de l'abstention de l'un au moins des groupes d'opposition.

Un absentisme record

La procédure du vote personnel, instituée par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, mais qui n'avait pu être mise en œuvre au printemps dernier, a été appliquée pour l'adoption des textes relatifs à la lutte contre le travail clandestin et à la gestion de

l'eau. Enfin, le gouvernement a dû affronter deux débats de censure, le 24 octobre et le 18 novembre, portant l'un et l'autre sur sa politique économique et budgétaire.

Ce bilan quantitatif ennuie cependant singulièrement avec le climat observé pendant trois mois à l'Assemblée nationale. Les États d'âme, déjà anciens, des députés se sont traduits par un absentisme record: une quinzaine de présents, en moyenne, pour un effectif de 576 députés — depuis le décès de Jacques Hnussin (non-inscrit, Nord) — lors de l'examen des crédits affectés aux différents ministères. Dans l'attente des réformes institutionnelles promises par le président de la République, les députés ont le sentiment que le débat politique leur échappe. Après deux années et demi sans élections, l'opposition attend avec impatience le sondage en vraie grandeur que constitueront les élections régionales du 22 mars prochain. Inquiets de l'approche des échéances électorales, les socialistes, de leur côté, sont de moins en moins disposés à accepter cer-

tains «cannibalis» d'un gouvernement, tels que celui qui a accompagné, à la fin de la session, l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida à la suite d'une transfusion sanguine.

À droite et à gauche, enfin, on soupçonne avec de plus en plus d'agacement le désintérêt de la classe politique et les soupçons, assez largement injustifiés, selon lesquels les élus «s'en mettraient plein les poches». Il est clair, à ce propos, que la principale innovation parlementaire de l'année, à savoir la publicité des auditions de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (le Monde du 22 novembre), n'a pas permis d'inverser la tendance dans l'opinion publique.

La prochaine session extraordinaire du Parlement permettra-t-elle de décaler l'horizon? L'un des objectifs de cette session, semble-t-il, est en tout cas de préparer une nouvelle étape. Une dizaine de textes ont été déposés sans pouvoir être examinés.

Il s'agit notamment du code de la propriété intellectuelle, de la réforme des professions de santé et de celles des experts-comptables et géomètres experts, de la modification du livre V de la santé publique, relatif à la pharmacie, et de l'attribution du titre de reconnaissance de la nation aux fonctionnaires de police ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord.

Outre la réforme du code pénal qui ne sera applicable qu'en 1993, d'autres projets n'ont pas été adoptés de façon définitive: l'administration territoriale de la République, le statut de la magistrature et celui de l'État, la réforme des coopératives, le code forestier, l'agence du médicament, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, le régime des modes de scrutin pour les sénateurs.

En permettant au Parlement d'avancer dans l'examen de plusieurs de ces projets, la session extraordinaire de janvier libérerait la session ordinaire de printemps pour les réformes institutionnelles envisagées par le président de la République, qu'elles fassent l'objet d'un référendum ou d'une campagne électorale, ou qu'elles donnent l'occasion à l'Assemblée nationale et au Sénat de se réunir en congrès.

JEAN-LOUIS SAUX

► Lire aussi page 12 la 1^{re} partie de l'article sur la France, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Au Sénat

Adoption de la réforme du statut de la magistrature

La brève session extraordinaire du Parlement, ouverte samedi 21 décembre à minuit pour apaiser l'ordre du jour, a été clôturée dans la matinée par un décret du président de la République. Cette session avait été organisée notamment pour permettre au Sénat d'adopter en première lecture, après l'avoir modifié, le projet de loi organique sur le statut de la magistrature, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Le PC a voté contre, le PS s'est abstenu.

Les sénateurs n'ont pas fait un trop mauvais accueil au projet de loi organique, qui se borne, comme l'a rappelé M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, à transcrire dans la loi des pratiques consacrées actuellement par décrets ou circulaires.

Au chapitre de l'avancement, les sénateurs ont décidé de généraliser au premier grade l'avancement à l'ancienneté prévu pour le second grade. Ils ont souhaité également renforcer les dispositions en faveur de la transparence et de l'indépendance des organismes de gestion de la magistrature.

A propos des dispositions relatives au recrutement qui doivent consacrer l'ouverture de la magistrature sur l'extérieur, les sénateurs ont approuvé sans restriction le principe du détachement judiciaire qui avait suscité une vive polémique à l'Assemblée nationale. Il est vrai que le texte a été examiné au cours de deux séances dans des conditions abominables pour une loi organique: entre 5 heures et 7 h 30, jeudi matin, à la suite d'une longue nuit de labeur, puis en queue de session extraordinaire, samedi matin, devant un auditoire plus que clairsemé, qui avait visiblement l'esprit en vacances.

G. P.

Selon un sondage IFOP-Journal du dimanche

M. François Mitterrand bat son record d'impopularité

M. François Mitterrand a battu en décembre son record d'impopularité dans le baromètre de l'IFOP pour le Journal du Dimanche du 22 décembre (1).

Le précédent record d'impopularité de M. Mitterrand, dans ce baromètre, remontait au mois de novembre 1984, avec 26 % de satisfaits et 57 % de mécontents. Avec seulement 22 % d'avis favorables, au lieu de 28 % en novembre, M. Mitterrand enregistre par la même occasion la plus mauvaise note de tous les présidents de la Vème République.

Selon le sondage de l'IFOP, réalisé avant le sommet européen de Maastricht et enregistré par les enquêtes des autres instituts de sondage, 65 % des Français s'affirment mécontents du président contre 37 % en novembre.

Pour la seconde fois depuis son accession à l'Élysée (2), en 1981, M. Mitterrand est donc en chute libre. Cette «plongée» durable, a été longtemps masquée par la crise du Golfe pendant laquelle M. Mitterrand, garant de l'unité nationale,

a pu s'affranchir de son image de chef des socialistes impliqué dans la gestion gouvernementale, et profiter d'une embellie proche de celle vécue pendant l'épisode de la cohabitation.

Depuis quelques semaines, M. Mitterrand a multiplié les interventions médiatiques sans que cela freine l'affaiblissement de sa popularité. Au cours de l'émission Sept sur Sept, dimanche 15 décembre, il a souligné qu'il entendait «rester absolument impassible, sans être influencé par les sondages».

G. P.

(1) Ce sondage a été réalisé du 28 novembre au 9 décembre auprès de 1 924 personnes.

(2) En mai 1988, M. Mitterrand, réélu à l'occasion de la présidentielle de 1988 au cours de laquelle il avait mis en ballottage le général de Gaulle, avait connu également un sérieux «plongeon». Son offre, prématurée, de service pour la présidence de la République lui avait valu, selon l'IFOP, de chuter de 50 % à 29 % d'avis favorables, niveau auquel il avait stagné jusqu'en 1972.

La préparation des élections régionales

M. Jean-Marie Bockel conduira la liste socialiste dans le Haut-Rhin

STRASBOURG

de notre correspondant régional

M. Jean-Marie Bockel, député PS et maire de Mulhouse, ancien ministre du gouvernement Fabius, président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, conduira la liste de son parti dans le Haut-Rhin aux élections régionales. Il n'annonce toutefois sa candidature qu'à la mi-janvier. D'ici là, l'ancien ami politique de M. Jean-Pierre Chevènement entend mettre le PS en ordre de marche et éliminer tous les tiraillements actuels, notamment avec les rocardiens. Pour lui, la constitution de la liste doit être définitivement réglée avant sa décision officielle afin de ne pas arriver dans une pénultième.

M. Bockel estime qu'il est de son devoir de prendre le risque de se présenter au prochain scrutin pour faire échec au Front national. Les sondages, qui circulent sans le manteau, donnent à l'extrême droite plus de 20 % des intentions de vote. A l'élection présidentielle de 1988, M. Jean-Marie Le Pen avait obtenu 22 % en Alsace et près de 30 % dans certains quartiers «difficiles» de Mulhouse dont 20 % de la population est d'origine immigrée.

Si dans le Haut-Rhin les têtes de liste du FN et des Verts — pour ces derniers, il s'agit de M. Antoine Waechter — ne soulèvent aucune difficulté, il n'en va pas de même pour l'alliance du RPR et de

l'UDF. M. Hubert Haenel, sénateur RPR, doit en principe tenir la première place mais les discussions se poursuivent en raison de la concurrence de M. Henri Gutschy, sénateur CDS.

Dans le Bas-Rhin, c'est M. Marcel Rudloff (CDS), président sortant du conseil régional, qui devrait encauler l'UPF à la bataille. M. Adrien Zeller (CDS), qui a longtemps contesté ce choix, s'est résigné à être le numéro deux, suivi par deux membres du RPR. Le maire de Saverne demande néanmoins, avant de donner son accord définitif, qu'un certain «renouveau» soit opéré dans la désignation des personnalités susceptibles d'être élues.

Les choses sont réglées pour les autres listes. Chez les socialistes, en l'absence de M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, le choix s'est porté sur M. Alfred Müller (France anie), premier magistrat de Schiltigheim et vice-président de la communauté urbaine de Strasbourg, qui sera suivi par M. Gilbert Estève (PS), maire de Sélestat. L'inscription au quatrième rang de M. Theo Braun, qui fut ministre délégué chargé des personnes âgées dans le gouvernement Rocard, ajoute aux critiques de certains socialistes bas-rhinois: «Cette liste est trop centrée pour les militants et les électeurs de gauche».

MARCEL SCOTTO

EN BREF

Provence-Alpes-Côte d'Azur: les Verts refusent de choisir entre M. Tapie et M. Gaudin. — Partout ailleurs des Verts des Bouches-du-Rhône, M. Robert Ferratin a affirmé dimanche 22 décembre à l'AFP qu'il entre un super-vendeur comme Bernard Tapie qui n'assure jamais le service après-vente et pour qui la Provence est un show médiatique, et un brasseur de l'espace comme Jean-Claude Gaudin qui envisage de faire de notre région la Californie de l'Europe en favorisant la spéculation foncière européenne, il n'y a pas de choix possible.

Languedoc-Roussillon: M. Blanc ne passera pas d'accords avec le Front national. — M. Jacques Blanc, député UDF de la Lozère, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, interrogé au micro de Radio J, dimanche 22 décembre, sur son attitude à l'égard du Front national dans la perspective des élections régionales, a déclaré qu'il ne négocierait «aucun accord avec personne» et qu'en particulier «il n'y aura pas d'accord avec le Front national». Affirmant qu'il ne regrette pas d'avoir passé des accords en 1986 et qu'il n'a «aucune leçon à recevoir de personne dans cette affaire», il a ajouté: «Les valeurs, ce sont les leurs, ce ne sont pas les miennes».

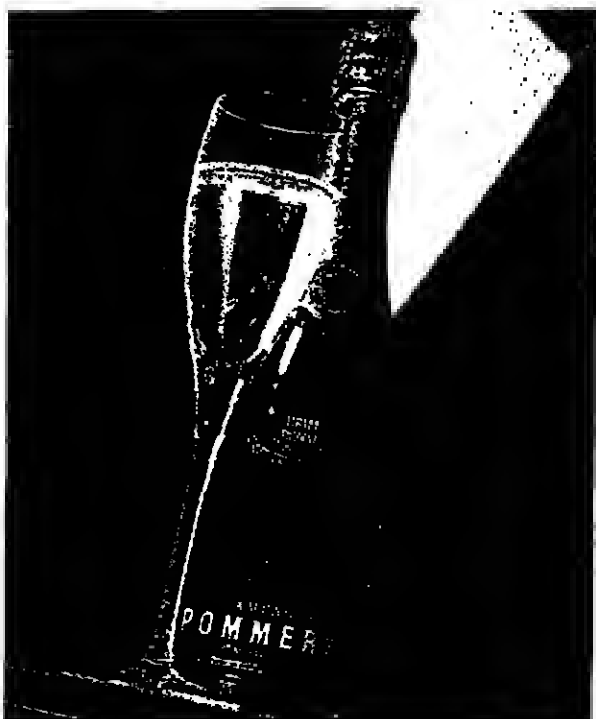
(...) Je suis un libéral giscardien, je respecte toutes les personnes quelles que soient la couleur de la peau, la race ou la religion.

Corse: la «double fidélité» de M. Siméoni. — M. Edmond Siméoni, ancien dirigeant autonomiste, qui ennuiera une liste d'union nationaliste aux élections régionales (le Monde du 14 décembre), a déclaré, dimanche 22 décembre à Bastia, au cours d'une conférence de presse publique réunissant plus de deux mille personnes, que sa campagne serait placée sous le signe d'une «double fidélité»: «à la paix, l'humanisme, la fraternité» d'une part, «à la terre de Corse et à sa communauté, partie intégrante de la communauté des hommes», de l'autre.

M. Rocard reçu par le roi du Maroc. — Une délégation du RECOURS-France, conduite par M. Guy Farzy et Jacques Ruseau, a été reçue vendredi 20 décembre à Marrakech par le roi du Maroc. Un communiqué publié par l'association indique que la délégation «en pris acte du souhait exprimé par le roi du Maroc de renforcer les liens unissant la France et le Maroc à travers les Français du Maroc toujours installés sur leur terre natale ou rapatriés dans l'Hexagone».

POMMERY

MAINTENANT, IL NE VOUS RESTE PLUS QU'À REMONTER LES 116 MARCHES!



POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Une élection cantonale partielle

M. Cambacères (PS) mis en échec dans le Gard

GARD: canton de Sommières (2^e tour).

Inscr. 12 585; vot. 5 852; abst. 53,50 %; suffr. expr. 5 307. MM. Maurice Boisson, ex-France unie, maire d'Aubais, 2 897 (54,58 %), ELU, Jean-Marie Cambacères, PS, dép. et m. de Sommières, 2 410 (45,41 %).

[Les élections cantonales se sont et se déroulent à Sommières, où s'agitait de pouvoir le remplacement de Charles Boiss, PS, qui occupait ce siège depuis 1945. En 1985, M. Cambacères, pourtant arrivé largement en tête au premier tour, avait été devancé au second par Charles Boiss, qui avait été exclu momentanément du Parti socialiste pour avoir sollicité le renouvellement de son mandat contre le candidat officiel du PS, M. Cambacères, à cause de la même nouveauté avec M. Boisson, ancien adjoint de France unie, à l'époque d'un accord, mais qui avait été exclu du conseil municipal de Sommières, proche du président du conseil général du Gard, M. Gilbert Besson, lui-même ancien socialiste, après un combat féroce, a annoncé son intention de siéger au sein du groupe centriste qui participe à la majorité départementale de M. Besson.]

Au premier tour, les résultats étaient les suivants: inscr. 12 585; vot. 5 852; abst. 53,50 %; suffr. expr. 5 307; MM. Cambacères, 1 561 voix (29,99 %); Maurice Boisson, ex-France unie, m. d'Aubais, 2 337 (44,18 %); Alain Dauterive, UDF, ex-UDF, 729 (13,82 %); Christian Martin, div. 4, 388 (7,45 %).

En 1985, Charles Boiss avait été réélu au second tour avec 4 259 voix (64,50 %) contre 2 355 (35,49 %) ses adversaires: inscr. 11 272; vot. 8 524; abst. 24,51 %; suffr. expr. 8 261; MM. Cambacères, 2 259 voix (27,23 %); Charles Boiss, 5 999 (72,76 %); inscr. 10 689 (11,69 %); Martin, div. 4, 365 (11,68 %); Paul Beron, UNF-FR, 936 (11,33 %); Francis Panazza, div. 4, 301 (10,30 %); Yves Omer, FN, 61 (7,38 %).

1550 1550

POINT/LE PARLEMENT

Au péril
du système majoritaire

Une Assemblée nationale complexée

La démocratie française est malade du manque de pouvoir de son Parlement. Cette affirmation est, maintenant, devenue une de ces vérités d'évidence qu'il devient de mauvais goût de contester. La droite, après dix ans d'opposition, hurle aujourd'hui contre une pratique institutionnelle dont elle s'est satisfaite tout au long de sa présence au pouvoir. La gauche, persuadée qu'elle va devenir bientôt rendre les clés des palais nationaux, se rappelle, tout à coup, que, jusqu'à l'entrée de M. François Mitterrand à l'Élysée, elle condamnait la Constitution gaullienne. Le président de la République lui-même, lorsqu'il a émis le souhait d'un toilettage constitutionnel, a mis au rang des modifications envisagées l'amélioration des prérogatives de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les constituants de 1958, pour mettre fin au régime d'Assemblée qui caractérisait la IV^e République, ont inventé le « parlementarisme rationnel ». Leur souci premier était d'offrir aux gouvernements les moyens d'échapper aux pressions des membres des deux chambres, qu'ils appartiennent à sa majorité ou à l'opposition. Le plus célèbre est, bien entendu, le fameux article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au premier ministre d'user du chantage lorsque l'Assemblée nationale refuse d'approuver un de ses projets : si vous ne voulez pas qu'il soit considéré comme adopté, il faut que la majorité reverse le gouvernement, lui dit-il en substance.

Il en est d'autres tout aussi efficaces, et surtout plus facilement utilisables dans la vie de tous les jours. Ainsi de la maîtrise de l'ordre du jour qui appartient au premier ministre, ce qui interdit pratiquement aux députés comme aux sénateurs de débiter des sujets dont ils aimeraient discuter. Ainsi de la possibilité offerte aux ministres de demander « un vote bloqué » ou « une réserve de vote », ce qui leur permet d'éviter que soit mis aux

voix un amendement qui plait à la majorité mais qui déplaît au gouvernement. Ainsi de l'interdiction par l'une et l'autre des deux Chambres de créer plus de six commissions permanentes, ce qui empêche leurs membres de se spécialiser dans la surveillance d'un des nombreux ministères.

Des pouvoirs
non utilisés

Tant que le souvenir des errements des Républiques précédentes est resté vivace dans les esprits, toutes ces brides ont été peu ou prou acceptées. Aujourd'hui que le passé s'estompe dans les mémoires, elles deviennent insupportables. D'autant que la pratique de la vie politique accentue le sentiment d'impuissance des parlementaires tel qu'il résulte des règles institutionnelles. D'abord, l'évolution médiatique qui a transplanté de la tribune du Palais-Bourbon aux studios de télévision l'essentiel du débat : trop de ministres préfèrent présenter leur programme devant micros et caméras plutôt que devant les représentants du peuple ; trop de leaders de l'opposition détaillent leurs critiques lors de la « grand-messe » d'un 20 heures, et non dans un hémicycle. Ensuite, la mise en route d'une véritable décentralisation et de la construction de l'union européenne, ce qui a permis aux élus de la nation de se préoccuper « dépourvus par le haut et par le bas ».

Pour frappante qu'elle soit, la formule est pourtant exagérée. Bruxelles comme les capitales régionales et départementales ont acquis plus de pouvoirs aux administrations parisiennes qu'un Parlement français. Surtout, avant de se plaindre de leurs maux, les parlementaires français feraient mieux d'utiliser pleinement les possibilités d'action dont ils disposent, même si elles sont moins importantes que celles de leurs confrères étrangers. Ainsi, les rapporteurs spé-

cialisés du Palais-Bourbon et du palais du Luxembourg ont fermé leurs portes, au moins le temps des fêtes de fin d'année. Cette session d'automne n'aura permis aux députés et aux sénateurs ni d'améliorer leur image dans l'opinion ni de reprendre confiance en leurs propres moyens d'action. Tout juste ont-ils eu la satisfaction de prouver qu'ils pouvaient parfois faire plier le gouvernement et, surtout, de s'apercevoir

que la nécessaire revalorisation du travail parlementaire figurait au premier rang des arguments avancés par ceux qui estiment indispensable un toilettage institutionnel.

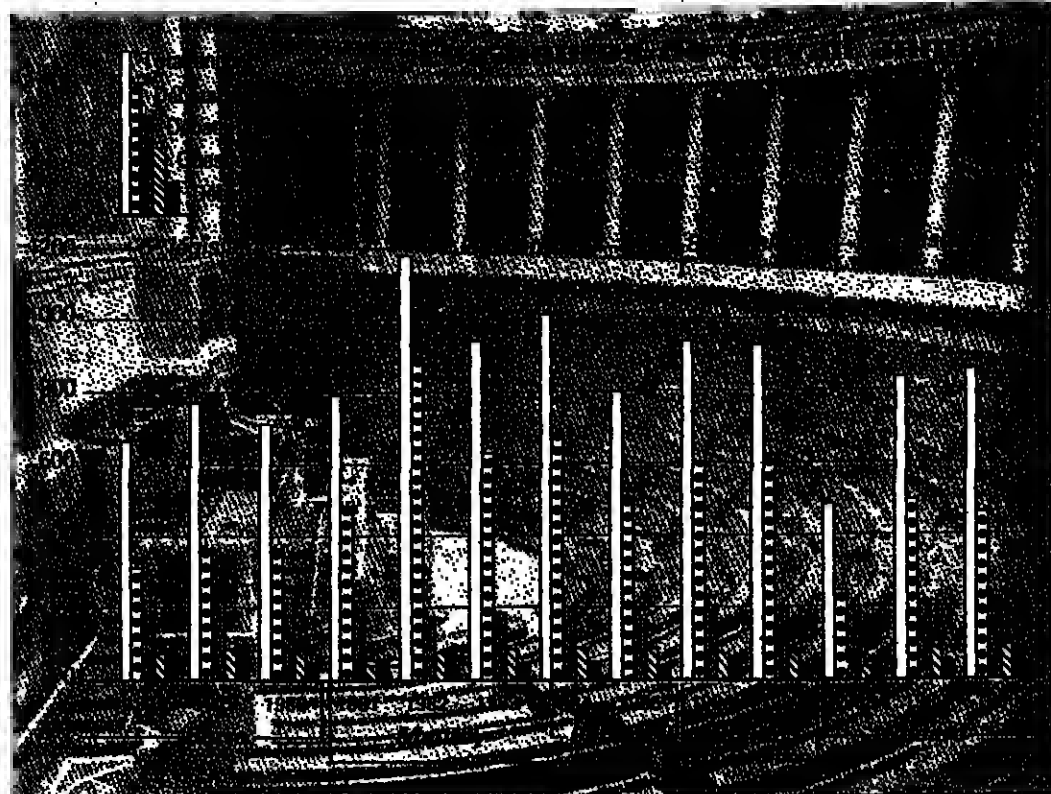
Les exemples britannique et allemand montrent pourtant que la pratique est probablement plus contraignante que les règles. Dans ces pays régis par un système parlementaire pur – ce qui n'est pas le cas de la V^e République –, les députés sont, presque

autant qu'en France, contraints de respecter le principe majoritaire, qui interdit aux membres de la majorité de compliquer la tâche du gouvernement. Il est vrai qu'outre-Rhin, comme outre-Manche, ce principe est appliqué avec suffisamment de souplesse pour que les parlementaires soient loin d'être privés de tout moyen de contrôle sur l'exécutif. Cela explique, peut-être, qu'ils soient moins malheureux qu'en France.

La faible utilisation du pouvoir qu'ont chacune des deux Chambres de créer des commissions d'enquête est aussi la preuve que députés et sénateurs se refusent à user des moyens de contrôle qui sont déjà à leur disposition. En outre, que lorsqu'elles existent, ces commissions ne remplissent pas réellement leur rôle, tant elles ne sont, en fait, que des instruments de règlements de comptes politiques, leurs membres cherchant moins à dénoncer la vérité qu'à servir les intérêts de leur camp. Leur ouverture au public, la possibilité accordée à l'opposition de présenter ses demandes en séance publique, ne changent pas véritablement les choses, puisque la majorité a toujours le pouvoir de refuser ce souhait de la minorité. Le seul progrès serait que l'opposition puisse obtenir de droit la création de telles commissions et que celles-ci puissent enquêter même quand la justice est saisie, faute de quoi le gouvernement, qui peut diliger des enquêtes judiciaires, disposerait des moyens de réduire à néant le contrôle parlementaire.

Une réforme de la Constitution n'est donc pas indispensable pour revaloriser le travail parlementaire. Des modifications des lois et des règlements des Assemblées peuvent déjà permettre des progrès sensibles. Surtout si les gouvernements veulent bien concevoir que la solidarité majoritaire n'implique pas une obéissance totale sur les petits comme sur les grands sujets, et si les parlementaires eux-mêmes se décident enfin à modifier leur propre comportement.

THIERRY BRÉHIER



Une présence fructueuse

Députés et sénateurs sont, probablement, et même certainement, mal organisés. Mais le Parlement français travaille beaucoup. Les statistiques de l'Assemblée nationale le montrent clairement.

■ Textes adoptés : tous les ans depuis 1978 (sauf en 1981 et en 1988, où la campagne présidentielle a réduit le temps de travail des parlementaires) plus de 80 textes de lois ont été adoptés définitivement. Ce sont, en général, plus de 100 qui le sont, avec une pointe à 135 en 1983. Dans ce total les « propositions » (les textes dont un ou plusieurs parlementaires sont à l'initiative) sont fort minoritaires, puisqu'elles ne sont, le plus souvent, qu'une petite dizaine, sauf en 1987, où elles furent 36 sur un total de 126, et en 1990 où il y en eut 20 sur un total de 115.

■ Amendements : depuis 1981, jamais moins

de 5 000 amendements ne furent examinés au cours d'une année ; il y en eut même 10 000, ou près de 10 000, en 1982, 1984 et 1990. Ce travail est fructueux, puisque, une année sur deux en moyenne, plus de 40 % de ces amendements furent adoptés, avec un record de 55,68 % en 1985. Tous les amendements n'ont pas une signification sensible, mais ces pourcentages prouvent au moins que l'examen par les élus des textes préparés par l'administration est loin d'être inutile.

■ Commissions : pour expliquer leur absence de l'hémicycle, les parlementaires mettent en avant l'importance et la durée des travaux en commission. Tous les ans, il y a plus de 300 réunions de commissions, sauf en 1988 où il n'y en a eu que 200. Le record a été atteint en 1982 avec 584 réunions.

En Allemagne

Un Bundestag jaloux de ses prérogatives

BONN

de notre correspondant

La jeune démocratie allemande est bien autre chose qu'un simple succès économique. Elle a aussi réussi à développer un modèle d'Etat de droit qui a assuré sa stabilité. Ses voisins de l'Est ne s'y sont pas trompés ; ils ont accueilli de toutes parts en novembre pour participer à la conférence organisée par le ministre allemand de la justice pour débattre de ce modèle et tenter d'en tirer des leçons.

La Constitution de la République fédérale, celle de l'ouest du rideau de fer, a été promulguée en 1949 sous le contrôle des alliés occidentaux. Et si elle est actuellement en cours de toilettage, pour tenir compte de la réunification du pays, nul ne doute qu'elle conservera les grands axes du texte fondateur, et particulièrement le soigneux équilibre entre le pouvoir fédéral et les Länder, entre l'exécutif et les organes chargés d'assurer son contrôle : le Parlement, mais aussi la justice et la banque centrale.

Dans un monde médiatisé, le système allemand paraît souvent asséché. On s'y méfie du vedettariat : les présentateurs de télévision lisent un journal rédigé par d'autres ; les PDG sont les « porte-parole » de conseils d'administration aussi discrets que puissants. La vie politique n'échappe pas à cette règle, tant elle est dénuée de cérémonial si omniprésents ailleurs. Nul pourtant n'échappe à l'obligation de rendre des comptes en public, pas davantage le Chancelier, qui s'exprime régulièrement devant la presse et devant le Parlement.

Le président de la République allemande, élu par les membres du Bundestag et un nombre équivalent de députés des parlements régionaux réunis en Congrès, a un rôle essentiellement représentatif. La réalité du pouvoir exécutif est concentrée entre les mains du chancelier, qui est élu par le Bundestag et compose son gouverne-

ment. Il peut certes être renversé par un vote des députés, mais, afin d'éviter les soubresauts d'humeur, ceux-ci doivent au préalable avoir désigné à la majorité son successeur.

Une des curiosités de Bonn est l'étrange klaxonn qui rythme les jours de session parlementaire ; son seul but est de prévenir les députés de l'imminence d'un scrutin. Ici, pas de clés. Chacun est tenu de participer en personne aux votes, sous peine d'amende. Donc dès que retentit la sonnerie réglementaire, de longues files de députés convergent de tout le quartier gouvernemental vers l'hémicycle, dans une ambiance bruyante de récréation. Pas question, non plus, de sécher les sessions sous prétexte d'un rendez-vous dans sa circonscription. Le système électoral favorise, en fait, les professionnels de la politique : une partie des députés est en effet élue à la proportionnelle, ce qui garantit aux tenants de leur siège qu'ils n'arrivent.

Des commissions
d'enquête efficaces

Les deux chambres du Parlement, le Bundestag et le Bundesrat, où siègent les représentants des gouvernements des Länder, partagent avec le gouvernement l'initiative des lois. Les principaux débats, notamment en cas de déclarations gouvernementales, sont retransmis en direct à la télévision.

Les chefs de groupes parlementaires pèsent d'un poids très lourd dans la vie politique allemande. Ce n'est pas un hasard si celui que tout le monde considère désormais comme le numéro deux du parti chrétien-démocrate, derrière le Chancelier, M. Wolfgang Schäuble, vient d'être intronisé à la tête du groupe fédéral en commun par la CDU et sa petite sœur bavaroise, la CSU. Les sociaux-démocrates viennent eux aussi de procéder à un changement de titulaire de ce poste enviable, en raison du retrait de

M. Hans-Jochen Vogel, chef incontesté de l'opposition parlementaire depuis 1983 ; il est remplacé par M. M. Hans-Ulrich Kluge, ancien chef du Sénat de Hambourg.

Dans la majorité au pouvoir, le rapport de force entre le gouvernement et le groupe parlementaire fléchit avec les personnalités. M. Herbert Wehner n'a jamais été un interlocuteur commode pour l'ex-chancelier Willy Brandt, dont il a contribué à précipiter la chute en 1974. Le chancelier Kohl, lui, jusqu'à présent a réussi à verrouiller relativement son groupe, en plaçant des hommes à lui aux postes clés. En témoigne la vigueur avec laquelle il vient de réagir à une tentative de rébellion de six députés CDU contre ses positions en matière d'avortement. Une étroite collaboration avec les parlementaires de sa majorité est néanmoins indispensable.

L'opposition parlementaire dispose elle-même d'outils non négligeables pour obliger le Parlement à remplir son rôle de contrôle. La Constitution permet à un simple quart des députés de mettre en place une commission d'enquête disposant d'importants moyens d'investigation et du droit de convoquer qui elle l'entend, y compris le chancelier lui-même. Ainsi une commission examinait-elle actuellement le dossier de M. Schalek-Goldkowsky, ancien secrétaire d'Etat est-allemand, qui était à la tête d'un vaste réseau financier international pour alimenter en devises l'ex-RDA et le monde politique ouest-allemand. Déjà, dans les années 80, les travaux d'une commission enquêtant sur le scandale du financement des partis politiques, enquête menée parallèlement aux investigations de la justice, avaient provoqué la démission du président du Bundestag, un chrétien-démocrate, M. Rainer Barzel. Voilà un sujet de préoccupation de plus, commun à l'Allemagne et à la France.

HENRI DE BRÉSSON

En Grande-Bretagne

Une Chambre des communes toute-puissante

LONDRES

de notre correspondant

Les Britanniques ne pensent pas qu'il puisse exister un meilleur Parlement que celui de Westminster. Le mode de scrutin (majoritaire à un tour) a favorisé le bipartisme et produit un système d'alternance au pouvoir parfaitement fluide. Il existe, pourtant, des écoles de pensée proposant différentes réformes, dont certaines suffisamment « innovatrices » pour souhaiter l'abolition de la monarchie. Plus que tout, les réformateurs demandent la rédaction d'une Constitution, la Grande-Bretagne étant l'une des rares démocraties qui ne dispose pas d'un texte fondamentallement codifié.

An-delà de la contestation du mode de désignation, un peu suranné, des 1 977 membres de la Chambre haute, la majorité des parlementaires travaillistes ne souhaitent pas plus que leurs homologues du Parti conservateur remettre en cause le consensus, poli par les siècles, qui soutient les institutions britanniques, dont le Parlement est, après la monarchie, la plus ancienne. Rien n'est plus puissant que le Parlement de Westminster. En théorie, ses pouvoirs sont illimités : il fait la loi ; il est la loi. Le domaine législatif ne connaît aucune restriction et la souveraineté du Parlement n'est limitée – depuis peu – que par la législation européenne. Les lois sont par définition justes et ne peuvent donc pas être contrôlées par les tribunaux, lesquels ont cependant la liberté de les interpréter.

Le consensus qui régit les rapports de l'exécutif et du législatif est peut-être, de par sa souplesse, encore plus contraignant qu'une Constitution. Il s'appuie sur l'interrelation constante entre les deux sources du pouvoir : les ministres sont d'abord des parlementaires – à ce titre, ils exercent leur droit de vote – et le premier ministre, chef de la majorité parlementaire, ne se maintient au pouvoir que dans la mesure où il conserve la confiance des élus de son parti.

Un climat permanent de concentration est en général maintenu, ce qui explique que les rébellions soient rarissimes. Le gouvernement ne dispose pas d'un arsenal réglementaire et constitutionnel lui permettant de forcer la main du Parlement et, le cas échéant, de sa propre majorité, puisque la nécessité ne s'en fait pas sentir. Il doit simplement « prendre le pouls » de cette majorité et adapter sa politique en conséquence. Pour abréger les débats et s'opposer à la pratique (de moins en moins utilisée) du filibustering (un député enserme la parole pendant des heures), il dispose cependant de la procédure de la « guillotine », qui, appliquée à la suite d'un vote sur une motion gouvernementale, fixe un délai à la procédure législative.

Le poids
des lobbies

Les relations entre majorité, opposition et gouvernement sont ainsi, d'une manière générale, empreintes de souplesse et de courtoisie. Ces liens sont d'autant plus forts que, pendant la session parlementaire, la plupart des élus sont présents à Westminster : la procédure de vote électronique n'existe pas et la seule manière d'éviter le courroux des *Whips*, qui font régner la discipline de parti, est de passer un accord de *pairing* avec un membre de l'opposition : il suffit de se mettre d'accord pour être absent le même jour. L'opposition de Sa Majesté dispose, par ailleurs, d'un statut officiel (et des salaires correspondants), la confrontation entre les parlementaires et le gouvernement se limite à un exercice oratoire soigneusement codifié.

Dans la pratique, l'élaboration des lois ne laisse pas beaucoup de place à l'initiative parlementaire : les *private members bills* (propositions de loi) font l'objet d'un système de présentation complexe, mais dont le résultat laisse assez peu d'espoir à leurs auteurs. Ceux-ci sont cependant incités à persévérer par les actions extrêmement fortes des différents groupes de pression, dont

l'existence est officiellement reconnue. Un récent rapport publié par une commission d'enquête s'est inquiété de la « commercialisation » croissante de la fonction de parlementaire : plus de 200 membres des Communes sont des « consultants politiques » dûment salariés par des lobbies.

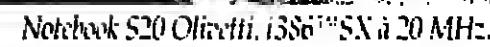
Ces relations consensuelles avec le gouvernement n'empêchent pas le Parlement de jouer, dans les limites de l'équilibre majoritaire, son rôle de contrôle de l'activité gouvernementale. Il le met en pratique d'abord par la procédure des questions quotidiennes au gouvernement. Ensuite l'opposition dispose, en moyenne, d'un jour par semaine où elle a la maîtrise de l'ordre du jour ; elle en profite pour faire débiter de ses propositions faute de parvenir à les faire adopter. Mais le contrôle effectif du gouvernement s'exerce surtout par le biais des *select committees*, des commissions d'enquête et de contrôle dont les pouvoirs sont très étendus : vérifiant l'activité de chaque département ministériel, ils peuvent théoriquement exiger la communication de tout document officiel et convoquer – au besoin avec le secours de la force publique – tous les témoins qu'ils souhaitent entendre.

La règle de l'équilibre majoritaire joue aussi dans le mode de fonctionnement de ces *select committees* : leurs rapports sont adoptés ou rejetés par la majorité qui soutient le gouvernement. L'opposition travailliste juge « dépassées et inefficaces » les méthodes de travail parlementaire, et critique également l'exercice des prérogatives gouvernementales. Ces critiques sont cependant prononcées *mezza voce* : dans le passé, les gouvernements travaillistes n'ont pas manifesté la volonté de bouleverser l'équilibre des pouvoirs. Dans ce domaine, le consensus est tout aussi fort que l'institution de la monarchie.

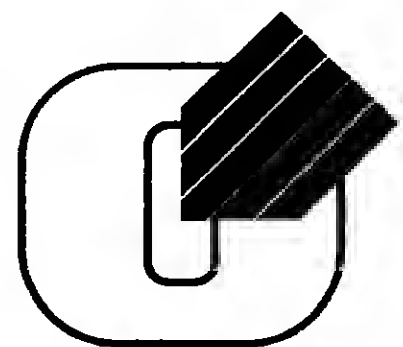
LAURENT ZECCHINI

LE PL

Annuaire du travail annuel
des députés



Micro-ordinateurs, imprimantes, écriture, copieurs, fax... toutes nos machines sont conçues dans un esprit de convivialité, de souplesse et d'esthétique. Elles vous permettent de vous dépasser dans votre métier. Pour votre plaisir, le plaisir de la performance.



LE PLAISIR DE LA PERFORMANCE.

SOCIÉTÉ

Neige, pluie, boue, avalanches, voitures et trains bloqués en Europe

Alerte blanche sur la Savoie préolympique

« La montagne reste la montagne. Comme en mer, il y aura toujours une part de risque », M. Michel Bernier, président (RPR) du conseil général de Savoie et coprésident du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO), ne pouvait pas mieux dire, ni dire moins. La nature venait, par la conjonction de précipitations et de conditions climatiques « relativement » exceptionnelles, de faire vivre un dimanche de cauchemar aux usagers du nord des Alpes, et singulièrement de la vallée de la Tarentaise, théâtre des prochains JO d'Albertville. Un long frisson blanc-gris et un grand jeu en forme de répétition générale : avec voitures et trains bloqués, mobilisation collective, hébergements d'urgence et plan ORSEC.

LYON

de notre bureau régional

« Hier, on nous a dit qu'on pourrait monter ce matin, ce matin on nous a dit ce soir... On est de plus en plus désemparés et écartés. Elles commencent bien les vacances ! En fait de ski aux Menuires, je me demande si nous n'allons pas remonter sur Paris, quitte à perdre la location. » Avec leurs deux enfants, onze et huit ans, qui semblaient mieux s'adapter à l'événement, ce couple de Ville-d'Avrey (Hautes-de-Seine) découvrait, comme tellement d'autres, qu'en chaque vacancier sommeille un quasi-naufragé. Il suffit de peu de chance pour que la muette, des chutes très abondantes d'une neige lourde - de un à deux mètres, en vingt-quatre heures, au-dessus de 2 000 mètres - quelques rafales de vent pour former des concentrations instables en l'absence de sous-couches, de la pluie en contrebas et un coup de redoux pour favoriser les coulées de boue. Tous les ingrédients d'une recette bien connue des montagnards, mais qui surprend toujours le touriste.

Collège, gymnase, caserne, presbytère

Il est 15 heures ce dimanche après-midi, et Jean-Paul et Sylvie, les traits tirés, les cheveux mouillés et en bataille, après une mémorable nuit passée sur les matelas de mousse du gymnase de Modrières et une séance de dépannage dans la gadoue, jouent la prudence en se repliant vers Chambéry, voire Lyon. L'autoroute Chambéry-Albertville,

Alors qu'il surveillait la montée des eaux

Le maire d'Ambérieu-en-Bugey tué par un train

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Les importantes chutes de neige qui ont affecté ce week-end les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne (Savoie) ont eu des répercussions dans le département de l'Ain. Dimanche 22 décembre, trois trains en provenance de Paris et de Bruxelles ont été arrêtés par la SNCF dans les gares de Bourg-en-Bresse et de Culoz avec, au total, près de 1 400 personnes à bord. Les 900 voyageurs bloqués à Bourg-en-Bresse ont été transportés par les services de la ville au parc

SCIENCES

Décès de James Fletcher

ancien directeur de la NASA

L'ancien directeur de la NASA, James Fletcher, est mort dimanche 22 décembre à Washington, d'un cancer, à l'âge de soixante-deux ans.

A la tête de la NASA de 1971 à 1977, James Fletcher fut appelé à ce poste en mai 1986 par le président Ronald Reagan, pour remettre de l'ordre dans le programme des vols des navettes spatiales. Quatre mois plus tôt, la navette Challenger avait explosé en vol, tuant les sept astronautes se trouvant à bord.

M. Fletcher démissionna une seconde fois, en avril 1989. Au total, il avait dirigé l'agence spatiale américaine pendant neuf ans, un record pour les titulaires de ce poste. (AFP)

LAURENT GUIGNON



tant attendue, et qui devait régler les problèmes de transit vers les stations de ski d'hiver lors des week-ends de grande migration, levanise au moins les rapatriements.

Alors que, lundi matin, la circulation et la situation étaient en voie de normalisation, ce sont essentiellement les risques d'avalanches qui, jusqu'à dimanche soir, avaient interdit l'accès à la plupart des grandes stations de la Tarentaise. Dimanche vers 6 h 15, une coulée de neige s'était engouffrée dans un appartement de la Plagne, tuant un homme de trente-neuf ans et blessant deux enfants. A Val-d'Isère, c'est la langue d'acier d'une avalanche « déchaînée » qui, dans la même matinée, avait légèrement blessé trois personnes dans l'hôtel du Chamou d'Or.

Dès lors, et même si beaucoup de routes étaient apparemment praticables - grâce aux équipes de déneigement et malgré quelques véhicules immobilisés en travers - la sagesse recommandait d'interrompre le trafic. Quitte à faire huster certains vacanciers de Noël, furieux d'être mis en quarantaine à quelques kilomètres de leur chalet ou de leur hôtel. Dès samedi, pour les loges des hébergements d'urgence avaient été mis en place, à Chambéry, Albertville, Modrières, Bourg-Saint-Maurice. Dans cette dernière localité, dont les hôtels affichaient vite « complets », c'est près de mille personnes qui ont pu être abritées dans la nuit de samedi à dimanche.

Malgré une opération, il devait décéder dans la nuit. Une enquête a été ouverte par le parquet pour déterminer les circonstances de la mort de cet enfant.

GRENOBLE

de notre correspondant

Benjamin, treize ans, avait été admis la veille de sa mort dans le service des urgences pédiatriques de l'hôpital Michallon. Une forte fièvre provoquée par une grippe virale avait été constatée chez ce jeune malade, qui présentait également certains des symptômes de la méningite. Par prudence, son hospitalisation avait été prolongée dans la journée du 20 décembre à la suite d'une nouvelle poussée de fièvre constatée au cours de l'après-midi. Sa grand-mère l'avait quitté vers 19 h 30, rassurée, après avoir appris qu'il regagnerait la demeure de ses parents dès le lendemain matin.

Deux heures plus tard, l'enfant était retrouvé à l'extérieur du service de pédiatrie, gisant sur le macadam, sans connaissance et sans vie. Les secours n'ont pu intervenir qu'après l'arrivée de la police, qui a découvert par deux personnes étrangères à l'établissement, qui s'étaient rendus à l'hôpital pour des consultations multiples. Les chirurgiens qui devaient l'opérer découvrant de graves lésions internes, notamment un éclatement du foie.

Les circonstances de cet accident restent mystérieuses. Benjamin était installé dans une chambre située au premier étage d'un immeuble qui, en compte

end, avec plusieurs milliers de voyageurs en transit forcé. Là aussi, des abris de fortune furent mis à leur disposition et, dans le chef-lieu de la Savoie, où un système de navettes fonctionnait entre la gare et les hébergements collectifs réquisitionnés, deux mille touristes étaient encore hébergés dimanche soir, après avoir reçu un repas froid. « Ça me rappelle l'exode, en milieu tragique mais en milieu chaleureux », plaisantait un grand-père, dont les petits enfants, sortant des jus d'orange, taient le temps avec des colorages et des jeux électroniques.

Lorsqu'à midi, dimanche, M. Jacques Lambert, préfet de Savoie, décida de déclencher le plan ORSEC, qui lui permet de disposer notamment d'une unité de commandement et d'une structure de coordination des différents services, autorité toutes requises mais prévoit aussi une solidarité financière entre les collectivités, le pis n'était pas sûr mais assez fortement probable. Outre les deux avalanches en altitude et les menaces permanentes sur une multitude de sites, les crocs subites de l'Alpe, de la Leyme et du Rhône - dépassant sa cote d'alerte - avaient provoqué de graves inondations et coupé provisoirement plusieurs routes dans l'avant-pays savoyard et le bassin de Chambéry, tandis qu'un cœur des vallées alpines, noyé dans la neige ou la pluie, la circulation routière peuvait et caufailait lamentablement.

Contre le dangereux entêtement de nombreux automobilistes, des mesures radicales devaient être prises. Ainsi, dans l'après-midi, à la barrière de péage de Saint-Hippolyte-en-Isère, avant Albertville, la consigne était simple et formelle : « On ne passe plus. » Au-delà, les « bivouacs » s'organisaient dans une précaution qui n'avait rien de dramatique.

Lundi matin, alors que les prévisions météorologiques incitaient à la plus extrême prudence dans tout le massif alpin, la consigne s'inversait. A 5 h 27, le premier train à destination de Bourg-Saint-Maurice quittait la gare de Lyon à Paris.

ROBERT BELLERET

FAITS DIVERS

Accident ou tentative d'enlèvement à l'hôpital de Grenoble

La chute fatale de Benjamin

Un enfant de treize ans a été découvert vendredi 20 décembre, à 21 h 15, devant le bâtiment du service de pédiatrie de l'hôpital de Grenoble, dans un état semi-comateux et la face élatée. Malgré une opération, il devait décéder dans la nuit. Une enquête a été ouverte par le parquet pour déterminer les circonstances de la mort de cet enfant.

GRENOBLE

de notre correspondant

Benjamin, treize ans, avait été admis la veille de sa mort dans le service des urgences pédiatriques de l'hôpital Michallon. Une forte fièvre provoquée par une grippe virale avait été constatée chez ce jeune malade, qui présentait également certains des symptômes de la méningite. Par prudence, son hospitalisation avait été prolongée dans la journée du 20 décembre à la suite d'une nouvelle poussée de fièvre constatée au cours de l'après-midi. Sa grand-mère l'avait quitté vers 19 h 30, rassurée, après avoir appris qu'il regagnerait la demeure de ses parents dès le lendemain matin.

Deux heures plus tard, l'enfant était retrouvé à l'extérieur du service de pédiatrie, gisant sur le macadam, sans connaissance et sans vie. Les secours n'ont pu intervenir qu'après l'arrivée de la police, qui a découvert par deux personnes étrangères à l'établissement, qui s'étaient rendus à l'hôpital pour des consultations multiples. Les chirurgiens qui devaient l'opérer découvrant de graves lésions internes, notamment un éclatement du foie.

Les circonstances de cet accident restent mystérieuses. Benjamin était installé dans une chambre située au premier étage d'un immeuble qui, en compte

quatre. A-t-il enjambé, mais pour quelle raison, le dispositif de sécurité haut d'un mètre cinquante qui barre la partie inférieure de la fenêtre de sa chambre ? S'il est tombé, il se serait alors retrouvé sur environ cent cinquante mètres pour atteindre l'endroit où il fut découvert.

Une enquête administrative

Si la thèse de l'accident est la plus fréquemment invoquée, les inspecteurs de la police judiciaire indiquent clairement qu'il s'agit d'un « enlèvement » ou d'une tentative d'enlèvement. Les enquêteurs ont découvert que le père de Benjamin, un entrepreneur de la République de Grenoble, a ouvert une information pour connaître les circonstances de la mort de cet enfant qui n'était ni dépressif, ni stressé, selon les enquêteurs.

Ces dernières épreuves certaines difficultés à comprendre les réactions du personnel du service de pédiatrie, qui ne reconnut pas l'enfant découvert à l'extérieur du bâtiment. D'autre part, aucune infirmière ni aucun médecin ne prit l'initiative de faire le tour des chambres pour savoir si l'un d'eux était vide. « A minuit trente, quelqu'un s'aperçut qu'un enfant manquait. Sa disparition fut signalée à la police à une heure vingt-sept. Mais personne ne fit alors la relation avec l'enfant découvert à l'extérieur trois heures plus tôt. Ce sont finalement les policiers qui feront le rapprochement », explique un membre de la police judiciaire.

L'enquête administrative, qui a débuté samedi 21 décembre, devra déterminer si des négligences ont été commises par le personnel. Quant à la PJ, elle souhaite comprendre pourquoi les infirmières ont attendu une heure pour prévenir la police qu'un enfant, placé sous leur responsabilité, avait disparu.

CLAUDE FRANÇILLON

La haute montagne et ses aléas

GRENOBLE

de notre correspondant

Le département de la Savoie aura connu, quarante-huit jours avant l'ouverture des 16^{es} Jeux olympiques d'hiver, quarante heures de chaos. Une nouvelle fois la puissance usine à ski de la vallée de la Tarentaise, forte de 280 000 lits et de 600 remontées mécaniques, a montré qu'elle dispose de pleins d'engins. Son dispositif routier, pourtant rénové pour pouvoir recevoir dignement à partir du 8 février 1992 les JO, a révélé, pour le moins, de terribles faiblesses. Rien n'a manqué pour faire vivre sous les yeux de milliers de visiteurs un scénario catastrophe que le « patron » du département de la Savoie, M. Michel Bernier (RPR), pensait à tout jamais écarté.

En effet, il y aura deux ans, le 20 février 1990, la vallée de la Tarentaise connaissait une situation identique. La grande « arène humaine » montana et descendante des vacanciers était brutalement stoppée par des chutes de neige et des avalanches. Les villages de Val-d'Isère et de Tignes restèrent isolés pendant deux jours. Le Comité d'organisation des Jeux (COJO) demeura cependant stoïque. « La

Savoie disposera dès l'automne 1991 d'un réseau routier de grande qualité », affirmait alors M. Bernier, coprésident du COJO.

Il oubliera seulement de dire qu'après chaque chute de neige importante de graves menaces planent toujours sur les principales routes conduisant aux principales stations de la Tarentaise. L'éclatement du dispositif olympique, réparti entre dix sites sportifs - certains sont éloignés les uns des autres de plus de cent kilomètres - rend l'organisation des JO particulièrement délicate même si des moyens techniques et humains considérables, notamment pour assurer le déneigement, sont mis en œuvre à partir du 15 janvier prochain.

Les responsables du Comité d'organisation rappellent que les JO d'Albertville seront des Jeux d'hiver, inscrits dans un cadre de haute montagne, ce qui multiplie les aléas. Certains d'entre eux affirment, publiquement, il y a quelques mois encore « être prêts à rencontrer les cas de figures les plus extrêmes ». Leur préférence n'est plus aujourd'hui vers une montagne « sèche » mais froide permettant la production de neige... artificielle. C. Fr.

Six morts dans l'ensemble des Alpes

Les chutes de neige d'une exceptionnelle abondance et le redoux qui a suivi ont affecté les Alpes helvétiques, autrichiennes et italiennes, y provoquant une demi-douzaine de victimes. Ainsi en Autriche, dans la province de Styrie, trois skieurs ont été emportés par une avalanche, samedi 21 décembre. Dans le Tyrol, à Innsbruck, plusieurs maisons menacées par des coulées de neige ont dû être évacuées. Les routes d'accès à certaines stations, ayant été fermées, des milliers de vacanciers ont passé la nuit dans les vallées dans des hébergements de fortune.

En Italie aussi, la neige a bloqué la circulation, notamment sur l'autoroute du Brenner, évitant sans doute

de nombreux accidents. C'est dans le sud de la péninsule, également, que s'est produit l'épisode le plus grave. Un groupe de dix-sept excursionnistes qui pratiquaient du hors-piste près de la station de San-Marino, dans les Abruzzes, a été emporté par une avalanche. L'un des skieurs a disparu, et sept autres ont été transportés à l'hôpital.

Enfin, dans le Valais suisse un couple de Genevois venu passer les fêtes à Orsières, près du col du Grand-Saint-Bernard, a été noyé dans un torrent de boue qui a balayé leur maison, tandis qu'une dizaine de villageois étaient précipitamment évacués. (AFP, Reuters)

A Lille

Une femme médecin assassinée par l'un de ses patients

Un homme âgé de vingt ans a reconnu avoir commis le meurtre d'Odile Vermeesch, quarante-deux ans, médecin généraliste à Lille, qui avait disparu vendredi 20 décembre. Dernier patient du docteur Vermeesch, le jeune homme était entendu par les policiers depuis samedi soir 21 décembre. Les enquêteurs ont découvert que la praticienne s'était rendue au domicile du jeune homme, qui l'avait appelée pour une consultation ardue. Sans la menace d'un couteau, celui-ci a d'abord contraint le docteur Vermeesch à participer à une équipe dans les

ruelles de la banlieue lilloise, au volant de sa voiture, avant de l'assassiner à coups de couteau. Passant aux aveux, le jeune homme a déclaré avoir tué pour quelques billets de banque.

Alertée par le fils d'Odile Vermeesch, qui s'inquiétait de ne pas voir rentrer sa mère, la police avait retrouvé le corps dans le coffre de la voiture du médecin. Exhumé dans la région lilloise depuis une quinzaine d'années, le docteur Vermeesch travaillait notamment pour une clientèle de personnes âgées ou démentes, de drogués et d'alcooliques.

A Vénissieux (Rhône)

Un voleur de voiture blessé par un policier

Le fonctionnaire de police qui a blessé à la tête un mineur se livrant à un « rodéo » au volant d'une voiture volée, vendredi 20 décembre à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, aurait été en état de légitime défense, selon une sentence judiciaire. Le policier a ouvert le feu alors que le jeune homme foucait sur lui : une première balle a été tirée à terre, une deuxième a traversé le pare-brise et touché le conducteur à la tête, précisait-on de même source.

Le conducteur, âgé de seize ans, a néanmoins réussi à forcer le passage, tandis qu'un policier s'agrippait à la portière. Isolé de ses collègues, ce dernier avait ensuite été frappé par une vingtaine de jeunes gens. Samedi soir, des incidents ont éclaté à la cité des Mingettes de Vénissieux, à la suite d'une rumeur infondée évoquant la mort de l'adolescent.

L'état de santé du jeune homme, soigné à l'hôpital neurologique de Lyon, n'inspire en réalité aucune inquiétude. Il devrait être prochainement inségré de vol de véhicule, coups et blessures volontaires à l'agent de la force publique avec arme ayant entraîné des blessures.

EN BREF

□ Une enseignante frappée avec un tournevis dans un collège de Villeneuve-d'Ascq (Nord). - Une enseignante a été violemment agitée, jeudi 19 décembre, au collège Rimbaut de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, par trois adolescents « apparemment extérieurs à l'établissement », a précisé le proviseur, M. Jacqueline Garrouste, trente ans, professeur de sciences physiques, a été frappée au visage avec un tournevis alors qu'elle demandait à trois jeunes ce qu'ils faisaient dans les couloirs du collège qui accueille sept cents élèves. L'enseignante a été hospitalisée. Le même jour, le pare-brise du véhicule d'un enseignant a été brisé et un projectile enflammé a été lancé dans une salle de dessin pendant un cours. Les professeurs de l'établissement ont décidé à l'unanimité d'observer deux journées de grève à la rentrée, lundi 6 et mardi 7 janvier, et ont réclamé le terme d'un conseil d'administration exceptionnel consacré à la sécurité.

□ Vingt-six morts dans un accident d'avion en Allemagne. - Vingt-six personnes ont trouvé la mort, dimanche 22 décembre, sur un avion de type DC-3, qui s'est écrasé sur une forêt à proximité d'Heidelberg (Allemagne), à l'issue d'un vol de la ville. Trois personnes ont été grièvement blessées et une autre légèrement. L'appareil transportait trois membres d'équipage et vingt-sept passagers. (AFP)

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un rapport de la chambre régionale des comptes

Nice-Communication laisse un passif de 137 millions de francs

En six ans, de sa création en janvier 1985 à sa dissolution d'urgence, en novembre 1990, l'association paramunicipale Nice-Communication a englouti 350 millions de francs de subventions et a laissé un passif de 137,7 millions de francs à la charge de la ville. Dans une lettre d'observations définitives, qui vient d'être rendue publique, la chambre régionale des comptes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dénonce la gestion « désinvolte et irréaliste » de cette association, véritable « vache à lait » du système institué par l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric, qui devait être jugé le 23 décembre par défaut à Grenoble.

NICE

de notre correspondant régional

Prévisions budgétaires fantaisistes, dépenses surévaluées ou sans aucune justification, doubles facturations, rémunérations de personnel (jocoses, libérales ou tout genre : crées, à l'origine, pour servir d'instrument à la politique de promotion, de relations publiques et de communication de la ville, l'association Nice-Communication s'est très vite révélée « comme une structure à la disposition du maire et de ses proches collaborateurs » en l'absence de tout contrôle tant de ses instances dirigeantes que de la municipalité.

Aussi bien, relève la chambre régionale des comptes, « cette emprise du maire-président a permis à un petit groupe d'individus de disposer de fonds communaux importants (...) à travers « des opérations contestables menées, le plus souvent, au bénéfice de personnes, d'entreprises ou d'organismes faisant partie d'un petit réseau de privilèges ».

Gouffre sans fond, Nice-Communication a perçu, en six ans, une somme de 350 millions de subventions municipales et a laissé, en définitive, un passif exigible de 137,7 millions de francs à la charge de la ville.

Compte tenu de la confusion de

gestion qui existait avec le comité des fêtes, ces deux associations ont, en réalité, coûté plus de 600 millions de francs aux contribuables niçois. Soit le quart du montant total des subventions octroyées par la municipalité, 90 encore, en rythme annuel, l'équivalent du budget de fonctionnement d'une commune de 30 000 habitants...

Des salaires généraux

« Le plus souvent, constate la chambre, les dépenses de Nice-Communication sont injustifiées. » Tel est le cas, notamment, des frais de réception, de déplacement et de séjour qui ont atteint la somme, considérable, de 36,8 millions de francs. Une partie de ces dépenses ont été engagées au profit d'élus et de fonctionnaires municipaux, voire de leurs conjoints — ou de divers organismes publics et privés à l'occasion de missions « qui ne sont elles-mêmes jamais définies ».

L'association a, par exemple, pris en charge les repas d'affaires de plusieurs élus, dont les députés Ruddy Salles (PR), Martine Dugreilh et Christian Estrosi (RPR), totalement étrangers à l'association. Ou réglé des frais de réception au bénéfice de la « Croisière de la liberté » (organisée par l'UDF et le RPR) ou du Club de l'Horloge.

Il arrivait également qu'elle honore les notes de restaurant de M. Jacques Médéric ainsi que de nombreux voyages de la famille de l'ancien maire de Nice ou d'autres tiers, en sus de la location d'avions privés (plus d'un million de francs au cours des années 1989 et 1990) « pour des destinations et des bénéficiaires dont l'intérêt associatif n'apparaît pas évident ».

En matière de sponsoring, Nice-Communication a effectué des dépenses exorbitantes (29,5 millions de francs) « le plus souvent en l'absence de tout contrat », qui ont donné lieu à de multiples surévaluations et à des doubles facturations.

La chambre cite, en particulier, le cas de la société de droit monégasque, Monaco Sponsoring, qui, en six ans, a reçu près de 22 millions de francs de Nice-Communication et du comité des fêtes, pour des prestations incertaines facturées, de surcroît, jusqu'à huit fois

le prix consenti à d'autres sponsors. Nice-Communication a encore versé 1 600 000 francs à une association, Team Metropole, au bénéfice exclusif d'un fonctionnaire de la police nationale, amateur de compétitions automobiles, le commissaire Bernard Orengo, qui n'avait aucun lien avec ladite association. Dans le même domaine, l'association a également payé une somme de 500 000 francs à une SARL, Auto Sporting Action International (ASAI) en vue de l'organisation d'une course dite « Panafrique » qui n'a jamais eu lieu...

Nice-Communication pratiquait, d'autre part, une généreuse politique salariale caractérisée, notamment, par le versement — illégal — de 18,5 millions de francs en complément de salaires ou gratifications au bénéfice d'agents communaux dont certains n'exerçaient aucune fonction dans l'association. Des élus, parmi lesquels M. Dugreilh, ont également profité de ces libéralités.

Autre « anomalie » : les majorations substantielles de salaires (6,3 millions de francs, au total) accordées aux principaux cadres de l'association en plus des augmentations prévues dans leur contrat de travail.

GUY PORTE

RELIGIONS

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Lustiger juge la société française « désespérante et vide »

« Le grand jury RTL-le Monde » a été marqué dimanche 22 décembre par un coup de ciseaux de Mgr Lustiger à propos de la publicité pour les préservatifs, dans une société « où l'on tolère le dévergondage sexuel, la prostitution d'enfants — cela existe à Paris — et la pédophilie ». « On ne peut pas priver la publicité des moyens prophylactiques, sur lesquels on peut réfléchir et discuter », ajoute l'archevêque de Paris, et en même temps organiser une perte de repères de toute une génération. A qui profite tout cela ? Où va l'argent ? Où va le plaisir ? Vous voudriez nous faire parler sur les préservatifs, alors que, dans le même temps, on organise la prostitution des gosses ? Non... »

« Bien sûr qu'il faut apprendre aux jeunes ce qu'est la vie sexuelle et ce que sont les conditions de cette terrible épidémie du sida, mais il ne faut pas être hypocrite » poursuit Mgr Lustiger, critiquant les publicitaires qui « se servent de l'érotisme pour vendre des bagnoles, des casseroles, des parfums... » On va chanter des cantiques de Noël dans les supermarchés. Je voudrais que l'on respecte les pauvres, les enfants, qu'on les aime pour eux-mêmes... »

Dès le début de l'émission, Mgr Lustiger avait donné le ton, dénonçant la « grande bouffe » de Noël et qualifié la société de « désespérante » et « vide », le seul idéal proposé

étant d'« acheter » et de « consommer ». Interrogé sur le document de l'épiscopat consacré à la crise sociale en France (le Monde daté 22-23 décembre), l'archevêque de Paris reconnaît que ce texte « ne va pas assez au fond », mais ajoute que ce n'est pas à l'Église d'abord de proposer des solutions. Il s'est toutefois prononcé contre les « médiocrités simplistes », du genre : « s'il n'y a pas de quoi nourrir tous les hommes, supprimons les hommes ! Si l'immigration pose des problèmes, interdisons-la ! S'il y a trop de maladies, supprimons les maladies... »

L'« erreur stratégique » de l'Europe

La « peur du vide » de l'Occident est égale, convie l'archevêque de Paris, à celle de l'Est, mais il nie que l'Église ait une attitude ambiguë quand elle met en garde les peuples de l'Est contre les lacunes de la société moderne. La « seule chose » que cette population voudrait obtenir, « c'est que les promesses du communisme leur soient données par le monde occidental », c'est-à-dire la justice et les biens de consommation.

La décision de retarder leur entrée dans la Communauté européenne est une « erreur stratégique » : « Les pays de l'Est ne veulent pas être traités comme des mineurs, comme des

chapeaux de seconde zone. Ils réclament que nous les traitions, nous Européens, à égalité. » Si mettre des conditions de délai est « sage » d'un point de vue économique, « nous préparons une explosion ou sociale, ou morale, ou nationale, ou spirituelle. Comment l'éviter ? Je ne sais pas. » A propos de la crise entre catholiques et orthodoxes, révisé à l'occasion du dernier synode des évêques, le cardinal Lustiger s'est voulu rassurant : « La péripétie que nous avons vécue ne fait que traduire, sur le plan des Églises, la situation compliquée, insupportable et incompréhensible qui existe actuellement en Union soviétique. Il était normal que les hiérarchies orthodoxes qui sont très dépendantes des conditions historiques et politiques, subissent le contre coup des décisions et de la confusion. » Avec les orthodoxes, « il n'y a pas d'obstacle de fond, mais seulement des obstacles qui relèvent de la politique, de la culture et de l'histoire ». La solution est « à perspective humaine ». La publication de textes de loi sur la bioéthique est imminente. Mgr Lustiger s'est montré prudent, soulignant seulement que le « rapport Lemoine » lui était apparu « très modéré ». Toujours est-il que « la loi civile ne fait qu'exprimer, dans une situation politique donnée, le légalisme permis ou le légalisme défendu. Elle ne doit pas prétendre être « une norme morale ».

Six mois après le meurtre de Ghislaine Marchal

Faux rebondissement

NICE

de notre correspondant régional

Six mois après le meurtre de M. Ghislaine Marchal, à Mougins (Alpes-Maritimes), les avocats du meurtrier présumé, Omar Raddad, ont engagé une polémique sur la date de la mort de la victime. Ils se réfèrent à un rapport d'autopsie, déposé le 14 novembre dernier, par trois experts légistes, les docteurs Jean-Jacques Macario, Gérard Pega et Jean-Marie Ménard, situant la décade au 24 juin 1991, entre douze et quatorze heures et non pas vingt-quatre heures auparavant, comme on le pensait jusqu'ici. Une précision capitale puisque elle innocenterait totalement Omar Raddad, qui, le 24 juin, se trouvait en chèque de son épouse, à Toulon.

M. Marchal, soixante-cinq ans, la riche veuve de l'un des frères Marchal, créateurs de la marque de bougies et d'accessoires, avait été découverte, tuée à coups de couteau, dans sa villa de Mougins, le lundi 24 juin en fin d'après-midi. Son corps avait d'abord été examiné, in situ, entre 20 heures et 22 heures, par l'un des trois légistes, puis, ultérieurement, par ce même praticien et ses deux collègues, à l'athénée de Cannes.

Dans leur rapport, établi le 21 juillet, les trois experts avaient indiqué, sans autre précision, que le décès remonte à « six heures, au moins » avant leurs premières constatations. Diverses témoignages concordants avaient, en fait, permis de situer le décès de M. Marchal au dimanche 23 juin, entre 12 heures et 14 heures (le Monde daté 8-9 septembre). C'est-à-dire dans un laps de

temps pendant lequel Omar Raddad, le propre jardinier de la riche veuve, affirmait, sans en apporter complètement la preuve, qu'il était allé déjeuner à son domicile de Cannes.

Grève de la faim

S'agissait-il, alors, d'un véritable tourment dans l'enquête ? Le parquet de Grasse l'a totalement démenti. Dans leur rapport d'examen du 21 juillet, les experts n'avaient fait, comme il est de pratique courante en médecine légale, que se laisser une marge d'appréciation ultérieure. D'autre part, il a été établi que leur rapport complémentaire d'autopsie du 14 novembre comportait, tout simplement... une faute de frappe. Il fallait bien lire le 23 juin, et non le 24 juin, comme mentionné à la suite d'une erreur de dactylographie et comme les experts, eux-mêmes, l'ont confirmé au juge d'instruction, M. Jean-François Renard.

Les arguments des avocats d'Omar Raddad n'ont d'ailleurs pas convaincu la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-Provence, qui vient de rejeter une nouvelle demande de mise en liberté de leur client. Celui-ci, qui a toujours protesté de son innocence, a arrêté, depuis le 18 novembre, une grève de la faim. A défaut de preuves formelles de sa culpabilité, un indice l'accable : la dénonciation, mal orthographiée (le Monde a-t-il écrit ?) mais authentifiée par une double expertise, qu'a faite, avec son propre sang, M. Marchal, sur les murs de la cave de sa villa où elle a été assassinée.

G. P.

Whiskey!

JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

الطبعة 1520

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrt-Le Cap

Le rallye de Bonne-Espérance

Suite de la première page

Avec la crainte aussi de faire courir des risques trop grands à ceux qui le suivent dans cette nouvelle aventure. « Je crois, dit-il, que si notre course n'était pas partie, c'est l'ensemble des raids-marathons et des rallyes-raids (1) qui auraient disparu. »

Trente-six mille kilomètres parcourus par ses collaborateurs pour reconnaître les pistes et près de trois cents heures d'avion pour aller à la rencontre des responsables politiques des dix pays africains traversés (Libye, Niger, Tchad, République centrafricaine, Cameroun, Gabon, Congo, Angola, Namibie et Afrique du Sud), n'ont pu apporter toutes les assurances à Gilbert Sabine.

De la Libye — menacée de représailles par les Américains, les Anglais et les Français pour son implication dans les attentats contre les deux avions de la PanAm (270 morts en décembre 1988 au-dessus de l'Écosse) et d'UTA (170 morts en septembre 1989 au-dessus du Niger) — jusqu'à l'Afrique du Sud, à travers un continent en pleine effervescence politique et sociale, le patron de TSO (Thierry Sabine Organisation) va vivre, presque quotidiennement, dans la banquette de l'incident qui ferait basculer sa course dans le fait divers ou la politique.

Des pays à hauts risques

Certains jugeront sévèrement la démarche de Gilbert Sabine et les risques qu'il fait courir à cette caravane de plus de mille personnes. Au moment où Américains, Britanniques et Français se concertent pour réclamer des sanctions contre la Libye, était-il opportun d'appeler une nouvelle caution aux efforts du colonel Kadhafi pour restaurer l'image de son pays ? « Je ne connais rien à la politique et je ne veux pas en faire, même si en tant qu'homme, j'ai des idées qui ne regardent que moi », répond le directeur de TSO. Depuis trois ans, la Libye nous a toujours bien accueilli. « A moins d'une intervention extérieure pendant notre passage, je considère même que c'est la région la plus sûre de tout le parcours. »

Ultimement, le passage en Libye conditionnait le départ de la course. « Nous n'avions pas d'autre choix pour débarquer en Afrique », affirme Gilbert Sabine. L'Algérie ? Il n'en est pas question actuellement. La Tunisie ? Il fallait en sortir par la Libye. Le Maroc ? Comment en sortir par le Sud avec le Polisario ? L'Égypte ? Elle est trop loin et c'est le terrain du rallye des Pharaons. Si nous n'avions pu passer par la Libye, le Paris-Le Cap n'aurait pas eu lieu.

L'instabilité politique de certains pays traversés et les révolutions ou les révoltes des populations

motivées par l'aspiration à plus de démocratie ou, le plus souvent, par la misère et la faim, sont autant de menaces potentielles pour la sécurité de l'épreuve. Les épreuves de la faim qui ont ravagé le Zaïre, fin octobre, ont déjà obligé Gilbert Sabine à modifier in extremis plus de la moitié du parcours en renonçant à traverser le Zaïre, la Zambie, le Zimbabwe et le Botswana.

Mais la chasse aux Hadjira, un groupe de tribus du centre du Tchad, qui a fait une centaine de morts à N'Djamena à la mi-octobre, n'a pas convaincu le patron de TSO d'éviter ce pays. « La présence des forces françaises au Tchad est une garantie de sécurité pour nous », affirme-t-il. Le dispositif éprouvé n'a, certes, pas pour mission d'intervenir dans la lutte entre les différentes ethnies qui peuplent ce pays, mais peut-on parler de « garantie de sécurité » dans une capitale soumise au couvre-feu et des provinces encore parcourues par des bandes armées qui échappent au contrôle du pouvoir central ?

Dans le nouveau tracé du Paris-Syrt-Le Cap, il y a un autre pays à hauts risques. Les accords de paix, signés le 31 mai pour mettre fin à quinze ans de guerre civile, ont, dans l'ensemble, été respectés, mais les « rebelles » de l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) n'ont toujours pas été désarmés. Pour éviter la façade atlantique du Zaïre et le nord de l'Angola encore mal déminé, la course devra emprunter la route de l'Atlantique à Pointe-Noire (Congo) et débarquer à Lobito, à quelque cinq cents kilomètres au sud de Luanda, la capitale de l'Angola. Si la situation l'exigeait, le transport maritime pourrait être prolongé jusqu'à Namibe, à l'extrême sud du pays.

Les organisateurs de raids ont vécu une année noire en 1991. Après la mort du pilote d'un camion d'assistance Citroën tué par balles dans un village touareg du Mali, le treizième Paris-Dakar s'était achevé dans l'indifférence générale, quelques jours après le déclenchement de la guerre du Golfe. Les rallyes de Tunisie et de l'Atlas (Maroc) avaient été annulés, tout comme le premier Paris-Moscou-Pékin, torpillé par le putsch des militaires soviétiques à moins de deux semaines de son départ. Même le rallye des Pharaons, réputé pour sa sécurité, a été annulé cette année par la mort de trois concurrents.

Pour tenter de conjurer ce mauvais sort, Gilbert Sabine aurait pu faire preuve d'une extrême prudence dans le choix de son itinéraire. Il a, au contraire, décidé de se lancer dans un nouveau défi qui peut relancer l'intérêt pour cette discipline ou lui porter un coup fatal en cas de nouveau drame. « J'ai constaté un phénomène d'usure auprès des concurrents et

de commanditaires », dit-il. Thierry n'avait dit qu'il ferait dix Dakar avant d'arrêter. Lorsque j'ai entendu M. Samaranch annoncer que l'Afrique du Sud allait réunir le mouvement olympique, j'ai pensé que TSO devait être la première à organiser une épreuve de dimension internationale arrivant dans ce pays.



Le transfert de Dakar au Cap, pour l'arrivée, devrait, en effet, transformer la physionomie de l'épreuve. Après les nuits glaciales du désert libyen, les concurrents trouveront, de la République centrafricaine au Congo, à la moitié de la fin de la saison des pluies en Afrique équatoriale, puis, à partir de l'Angola, à la chaleur et à la sécheresse de l'été tropical. Les pneumatiques et les systèmes de refroidissement ont été revus pour tenter de passer sans trop d'encombre du sable aux bourières équatoriales.

Ce changement de cap n'a pourtant pas provoqué la ruée des candidats à l'avenue. Trois cent quarante-trois véhicules (99 motos, 143 voitures et 101 camions) ont été inscrits, soit soixante-trois de moins que l'an dernier et presque deux fois moins qu'en 1988, l'année record du Dakar avec six cents engins (181 motos, 310 voitures et 109 camions). Les coûts exorbitants de l'opération pour un « privé » (au minimum 200 000 F pour une moto et 300 000 F pour une voiture), la conjoncture économique peu propice à la recherche de commanditaires et les incertitudes politiques qui pouvaient jusqu'au dernier moment remettre en cause l'organisation de l'épreuve expliquent cette désaffection. Même Cyril Neuve, cinq fois vainqueur du Dakar en moto, n'a pu réunir cette année les fonds nécessaires pour s'engager pour la première fois en « privé » sur quatre roues.

A cette exception près, toutes les grandes figures du Dakar sont au rendez-vous du premier Paris-Syrt-Le Cap. Chez les motards, la victoire devrait se jouer entre les Cagiva (Edi Orioli, vainqueur en 1988 et 1990, Jordi Arcarons et Danny Laporte) et les deux équipes Yamaha France (Stéphane Peterhansel, vainqueur en 1991, Gilles Piccard et Thierry Magnaldi) et l'italien Alessandro De Petri, Gilles Lalay, vainqueur en 1989, et Carlos Mas). Mais la course de ces cavaliers du désert, qui ont tant contribué à la légende du Dakar, risque d'être une nouvelle fois éclipsée par le choc des titans annoncé entre Citroën et Mitsubishi.

Pour tenter de renouer avec un succès qui lui fait depuis 1985, le constructeur japonais a accompli un effort sans précédent : au niveau de la préparation de son Pajero équipé d'un moteur turbo de 2,2 litres, dérivé de celui de la Galant alignée en championnat du monde des rallyes, mais aussi de ses équipages, avec un passage entre des spécialistes de l'Afrique (Hubert Arioli, Kenjiro Shinozuka et Jean-Pierre Fontenay) et des pilotes de rallye (Bruno Saby et

Erwin Weber). Citroën a répliqué en alignant aussi cinq prototypes confiés à Ari Vatanen, vainqueur de quatre des cinq dernières éditions, Björn Waldegård, Jacky Ickx, Pierre Latapie et Alain Ambrosino.

Sur un parcours qui n'a jamais été aussi long (12 427 km dont 5 726 d'épreuves chronométrées et aucune journée de repos jusqu'à l'embarquement à Pointe-Noire) et qui pourrait être rempli de pièges avec les bourières de l'Afrique équatoriale, les assistances (une dizaine de caissons et une quarantaine de mécaniciens embarqués à bord des avions pour Citroën comme pour Mitsubishi) devraient jouer un rôle déterminant pour rallier Le Cap. Mais c'est seulement en vue de cette ville, souvent synonyme de Bonne-Espérance pour les marins, que l'on saura si les raids-marathons ont surmonté leurs incertitudes pour retrouver le bon cap.

GÉRARD ALBOUY

(1) La Fédération internationale du sport automobile différencie les raids-marathons, qui se disputent à travers plusieurs pays, des rallyes-raids courts à l'intérieur des frontières d'un seul pays.

SKI ALPIN : Coupe du monde féminine

Carole Merle dans un cocon

De toutes chutes de neige ont perturbé les épreuves de la Coupe du monde de ski alpin féminin, qui avaient lieu à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) samedi 21 et dimanche 22 décembre. Le slalom géant a dû être annulé. La descente, disputée dans des conditions difficiles, a été gagnée par l'Autrichienne Petra Kronberger, détentrice de la Coupe du monde et championne du monde de la spécialité, qui a largement dominé la Française Carole Merle.

SERRE-CHEVALIER

de notre envoyé spécial

Quarante-cinquième de la descente, à plus de 3 secondes de sa jeune rivale Petra Kronberger : en d'autres temps ce résultat aurait stimulé le mauvais caractère de Carole Merle. La championne française aurait au mieux bougonné dans son coin, au pire envoyé paître la petite cour des aires d'arrivée. Pourtant, samedi, il n'y a pas eu d'avis de coup de gueule sous les bourrasques blanches de Serre-Chevalier. Carole Merle a raconté en souriant son manque d'intérêt pour les pistes au tracé facile, ses difficultés à skier sur une neige trop fraîche. « Avant, une cloque comme celle-ci me faisait rumer pendant des jours, dit-elle. Mais maintenant je sais que le ski n'occupe qu'une part de mon existence. Je n'aiime toujours pas perdre, mais je regarde plus volontiers la vie autour de moi, et cela relativise mes déceptions. » La skieuse du Super-Sauze semble enfin réconciliée avec elle-même.

Chez Carole Merle, en effet, la psychologie de la jeune femme a longtemps semblé s'opposer aux dans de la skieuse. Carole a regretté 18 la grâce suprême des montagnes, ce « toucher de neige » que les connaisseurs invoquent sans trop pouvoir le définir. Une manière de balancer son corps au bon moment, de virer sans dérapé et perdre de vitesse.

Vie de femme et vie de sportive

Pourtant, après un premier podium à dix-neuf ans, c'est d'abord la championne qui a le dessous. « Je me sentais bien dans ma peau, explique-t-elle, mais les courses devenaient un calvaire. Dans les cabines de départ, j'étais paralysée par la peur de mal faire, si bien que je ne réussissais que deux épreuves par saison. »

En 1988, après le décès d'une première victoire en Coupe du monde, le plaisir passe du côté de la piste et les angoules s'installent dans la vie quotidienne. En trois saisons Carole accumule onze victoires, trois Coupes du monde de super-G, et elle se déclare malheureuse.

L'enfant unique, solitaire par tempérament, supporte de plus en plus mal la vie en groupe dans une

équipe de France qu'elle fréquente depuis dix années. La femme de vingt-sept ans se trouve isolée au milieu de « gamines ». Lige avec Philippe Pellet, le kinésithérapeute de l'équipe, elle tolère mal de ne pouvoir vivre avec lui. Après les championnats du monde de St. Moritz, en février dernier, initiée par des blessures à répétition, Carole Merle menace d'arrêter la compétition.

Soucieux de conserver leur meilleure chance de médaille pour les Jeux olympiques, Bernard Chevalier, président de la Fédération française de ski, et Gilles Mazzega, directeur de l'équipe féminine, acceptent alors de donner à la skieuse ce que la Fédération suisse a refusé à Michela Figini, ce que l'Autrichienne Marc Girardelli n'a pu obtenir qu'en s'exilant au Luxembourg. Une formation pour elle toute seule, un embryon d'équipe composée d'un entraîneur expérimenté, Maurice Adrait, venu de chez les dalmatins, de Philippe Pellet, devenu entre-temps son mari, et d'un technicien détaché par le fabricant de skis Dynamic.

De son cocon, tissé dès le printemps dernier, Carole Merle est sortie métamorphosée. La skieuse ne traîne plus son existence privée comme un boulet. « Je peux enfin mener de front ma vie de femme et ma vie sportive, confie-t-elle. Je me sens plus professionnelle, enfin écoutée. Cela me rend si heureuse que, pour la première fois, l'idée d'un accident me traverse l'esprit. J'ai peur que quelque chose vienne casser mon rêve. » Carole, qui a souvent préféré le risque à l'effort, s'est remise sérieusement à l'entraînement. Tout l'été, le clan Merle a parcouru les glaciers alpins, testant plus de cinquante paires de skis, reprenant pratiquement à zéro la technique du géant, où Carole avait perdu toutes ses marques.

« Le risque, dit l'entraîneur Maurice Adrait, c'était le manque de points de repère : on ne s'entraîne pas en ski comme pour un cent mètres, où le temps sert de référence unique. En ski, tout bouge, la qualité de la neige, le tracé et les conditions météorologiques. L'expérience ne pouvait donc se tenter qu'avec une athlète mûre comme Carole, qui connaît parfaitement son niveau. De toute manière, dès le début de la Coupe du monde, nous avons retrouvé le cadre de l'équipe de France, et même si nous nous réservons quelques journées particulières en cas de besoin, les confrontations indispensables ont pu avoir lieu. »

Les vrais affrontements ont, eux, commencé depuis quinze jours. Et la douzième victoire de Carole Merle, obtenue dimanche 15 décembre en super-G, ajoutée à ses deux cinquièmes places en géant et en descente, prouve que son pari solitaire ne l'a pas isolée de l'élite internationale. A moins de deux mois des Jeux olympiques, c'est le rare signe encourageant dans le ski alpin français.

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

Classement. — 1. Cholet, 30 ; 2. Limoges, 28 ; 3. Pau-Orthez, 28 ; 4. Gravelines et Croix Lyon, 27.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(vingt-quatre journées)

Auxerre b. Sochaux	4-0
Nantes b. Nîmes	3-2
Lens b. Toulouse	4-0
Marseille b. Caen	5-0
Le Havre b. Toulon	3-0
Saint-Étienne b. Metz	2-0
Nancy et Rennes	1-1
Morocco b. Paris-SG	1-0
Montpellier et Lille	0-0
Canne et Lyon	0-0

Classement. — 1. Marseille, 35 pts ; 2. Monaco, 31 ; 3. Le Havre, 30 ; 4. Paris-SG et Caen, 28 ; 5. Auxerre, Montpellier et Nantes, 27 ; 6. Lille, 25 ; 7. Saint-Étienne, Metz et Lens, 24 ; 8. Toulouse, 23 ; 9. Nîmes, 21 ; 10. Lyon et Toulon, 20 ; 11. Cessais et Rennes, 18 ; 12. Sochaux, 15 ; 13. Nancy, 11.

COUPE DE FRANCE

(septième tour)

Six clubs de championnat de France de deuxième division ont été éliminés à l'occasion du septième tour de la Coupe de France. Cinq d'entre eux ont été dominés par des clubs de même niveau : Auxerre s'est incliné face à Laval (2-1), Amiens contre Bastia (2-0) et Tours face à La Roche-sur-Yon (3-2) ; le Red Star et eu recours à l'épreuve des tirs au but pour éliminer Beauvais (1-1 après prolongation, 4 tirs au but à l'issue d'un match marqué par l'absence de trois joueurs bretonnais) ; Sochaux a également été éliminé face à Guingamp (1-1, 3 tirs au but à l'issue).
--

Un seul club de deuxième division, Caennais-Louviers, s'est incliné face à une

équipe hiérarchiquement inférieure (Troyes, club de troisième division, victorieux trois buts à zéro). Le « Petit Poteau » de l'épreuve est désormais l'équipe de Jarnac, qui évolue en première division de district de la Charente. Le club du village natal de M. François Mitterrand a éliminé Cognac (quatrième division) par un but à zéro.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE (dames)

Descendants de Serre-Chevalier

Classement. — 1. P. Kronberger (Aut.) ; 2. H. Zurbriggen (Sui.) ; 3. M. Vogt (Aut.) ; 4. K. Lee-Gartner (Can.) ; 5. V. Wallinger (Aut.) ; 27. R. Cavagnoud (Fra.) ; 28. C. Fellner (Fra.).

Le slalom géant, comptant également pour la Coupe du monde féminine, a été annulé en raison des mauvaises conditions météorologiques. Les épreuves masculines (slalom spécial et descente), prévues dimanche 22 décembre à Saint-Anton (Aut.), ont, elles aussi, été supprimées.

COMBINÉ NORDIQUE

COUPE DU MONDE

Épreuves de Courchevel

Le Français Fabrice Guy a remporté l'épreuve de Coupe du monde de combiné nordique disputée, dimanche 22 décembre, à Courchevel. Déjà vainqueur une semaine plus tôt à Strabale Pleso (Tchécoslovaquie), il a devancé l'Autrichien Klaus Sulzenbacher. Ce dernier, vainqueur samedi de l'épreuve de tremplin, s'est vu résister au retour de Guy dans l'épreuve de descente. Le Français s'est imposé avec près de 40 s d'avance. Avec cinquante points, il est largement en tête de la Coupe du monde et confirme son statut de « médaillé » aux Jeux olympiques d'Albertville, où l'épreuve de combiné nordique aura justement lieu à Courchevel.

FOOTBALL

Jean-Pierre Papin « Ballon d'or » 1991

L'avant-centre de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Jean-Pierre Papin, a été sacré « Ballon d'or » 1991, dimanche 22 décembre, à l'occasion du traditionnel vote organisé par l'hebdomadaire France-Football auprès des vingt-neuf journalistes européens.

Jean-Pierre Papin rejoint ainsi Raymond Kopa (1958) et Michel Platini (1983, 1984, 1985), les deux seuls Français qui figuraient jusqu'à présent au palmarès de ce prestigieux trophée qui, chaque année, récompense le meilleur joueur européen.

Jean-Pierre Papin a été l'objet d'un véritable plébiscite. Vingt-six des vingt-neuf jurés l'ont placé en tête du scrutin. Il a obtenu cent quarante et un points sur cent quarante cinq possibles, soit la deuxième meilleure note de l'histoire derrière Michel Platini.

La capitaine allemand Lothar Matthäus (Inter Milan), sacré en 1990, a terminé deuxième, à égalité de points (quarante-deux) avec les Yougoslaves de l'Étoile Rouge de Belgrade, de Jean Savičević et Darko Pancev.

RUGBY : équipe de France

Pierre Berbizier entraîneur

Pierre Berbizier a été nommé entraîneur de l'équipe de France de rugby, à l'issue d'une réunion du bureau de la Fédération française (FFR), samedi 21 décembre, à Lyon. L'Argentin, qui fut capitaine et demi de mêlée de la sélection jusqu'au dernier Tournoi des cinq nations, succède ainsi au ténor Denzil Dubroca-Jaun Trillo.

Quelques mois après son éviction controversée, consécutive à un conflit personnel avec Denzil Dubroca, Pierre Berbizier effectue donc un retour spectaculaire. A trente-trois ans, il devient l'un des plus jeunes entraîneurs de l'histoire du Quinze de France. Il aura la lourde tâche de préparer l'équipe qui disputera le prochain Tournoi des cinq nations.

Riehard Aatre, également ancien international, a été nommé manager de l'équipe de France. Le nouvel organisme du rugby national, souhaité par le nouveau président de la FFR, M. Bernard Lapasset, est désormais en place. Robert Paparemborde, manager général de la fédération, est entouré de deux adjoints, Jean-Pierre Rives et Jo Meso.

2012150

Secousses

Ainsi, pour les vingt-quatre pays industrialisés, la croissance n'a atteint en 1991, avec environ 1 %, que le tiers de son niveau de 1989. La reprise s'est évaporée et le chômage a touché particulièrement le secteur du logement et de l'automobile, traduisant peut-être un phénomène de

Face à une économie à ce point incertaine, où, malgré la concentration internationale, la croissance a été confiscée, au point que 1991 rejoint les mauvais milléniums 1975 et 1982, le temps est peut-être venu de réfléchir à un autre mode de développement, moins destructeur, plus harmonieux, sinon... Déjà, malgré Alma-Ata et la CEI, malgré Maastricht et l'Union européenne, l'économie-monde, avec ses réseaux informatiques, assiste au réveil des nations. Après la faucille et le marteau, les aigles.

Reprise interrompue

Cette modification radicale des anticipations a aggravé la situation. Les investissements des entreprises qui avaient été à l'origine de la forte croissance économique des années passées ont brusquement diminué. Les statistiques de

Avec le recul de la construction de logements, qui, aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, prend l'allure d'un véritable effondrement (respectivement - 17 %, - 20 % et - 30 % sur 1990-1991), la consommation des ménages - autre moteur de la croissance - s'est à son tour affaiblie. Le phénomène est particulièrement net dans les pays anglo-saxons, particulièrement précoce aux Etats-Unis (- 0,3 % en 1991 après + 0,9 % en 1990) du fait du quasi-stagnant (+ 0,3 %) de la consommation des ménages, sachant que les impôts (- 0,2 % après + 0,9 % en 1990). Au Canada, la consommation des ménages recule carrément en 1991 (- 0,9 %), et en Grande-Bretagne,

La reprise du printemps 1991 aura tout de même laissé des traces en stimulant le commerce mondial : celui-ci aura progressé dans

La reprise, que continuaient de prévoir pour le printemps 1992 la plupart des instituts de conjoncture, dépendait en grande partie de la concrétisation ou non de ces trois menaces. Le pire heureusement n'est pas toujours sûr.

Retour à l'équilibre

Cette offre réduite s'est parfaitement adaptée à la demande, puis celle-ci a stagné. Le contre-coup de l'envolée des prix à la fin de 1990 a en effet continué à peser sur la consommation, de même que la récession économique mondiale. Le recul de la demande a été parti-

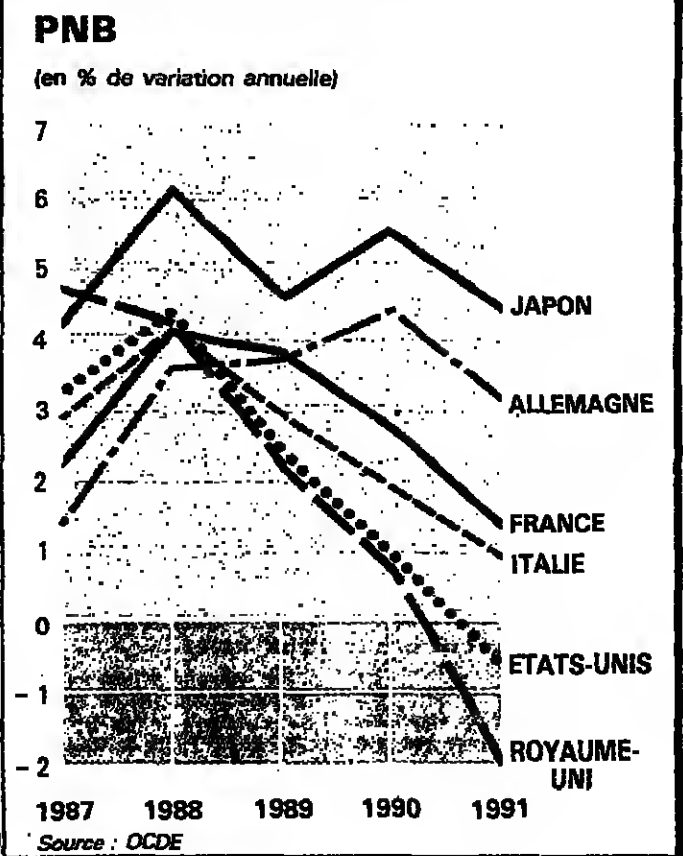
La principale préoccupation de l'ensemble du secteur énergétique a toutefois été l'environnement. Une proposition de la Commission européenne consistant à taxer lourdement toutes les énergies de façon à stabiliser d'ici à l'an 2000 les émissions de gaz carbonique (à hauteur de 10 dollars par baril en l'an 2000 pour le pétrole) a provoqué une vive réaction de l'ensemble des producteurs. Contesté à l'intérieur même de la Communauté, ce projet a été finalement repoussé à la mi-1992, mais il a montré l'ampleur de l'impact que pourrait avoir dans l'avenir les préoccupations écologistes sur le secteur de l'énergie.

Sans changement

Un regard porté sur l'ensemble de l'année 1991 montre que les seules décisions vraiment significatives ont été prises par le Club de Paris en faveur de deux pays à revenu intermédiaire : la Pologne et l'Égypte. Ils ont en effet bénéficié d'un allègement exceptionnel de 50 % de leur dette publique bilatérale, soit un total de 13 milliards de dollars. « Des efforts similaires produiraient d'importants résultats pour d'autres pays connaissant des difficultés financières », souligne le Club.

En droite ligne des conditions dites de Houston mises en œuvre dès sep-

Pour la prochaine décennie, conclut la Banque mondiale, le financement des pays en développement devrait être très différent de celui pratiqué depuis les années 70. On passera progressivement « des sources bancaires aux sources non bancaires et aux prêts de participation. Les prêteurs publics (aux PVD) représentent actuellement les trois quarts de l'endettement à long terme, contre un tiers en 1980. Deux types de ressources non génératrices d'endettement — investissement direct et investissement de portefeuilles — constituent à présent près d'un tiers de l'ensemble des apports nets aux PVD ».



CHAMPS ÉCONOMIQUES

LA SITUATION INTERNATIONALE

PRIX

Réal ralentissement

Les hausses de prix à la consommation se sont dans l'ensemble ralenties au cours de l'année 1991. Pour l'ensemble des 24 pays industrialisés de l'OCDE, le taux d'inflation a été de 3,3 % en 1988 à 4,4 % en 1989, à 4,7 % en 1990 et à 4,5 % en 1991.

Les progrès enregistrés en 1991 (2/10^e de point) apparaissent cependant très lents, compte tenu du ralentissement de la croissance économique dans le monde qui favorise traditionnellement la désinflation. Pour les seuls pays européens, il n'y a même aucun progrès puisque la hausse des prix passe en moyenne de 5,4 % en 1990 à 5,7 % en 1991.

La réalité est cependant assez différente, les progrès plus importants qu'il n'y paraît. Tout d'abord l'année 1991 marque la fin d'une période commencée en 1987 au cours de laquelle l'inflation n'avait cessé de s'accroître. Ce que l'on a appelé le contre-choc pétrolier, c'est-à-dire l'effondrement des cours du brut survenu fin 1985-début 1986, en même temps qu'il faisait baisser les prix de détail, était à l'origine d'une très forte accélération de la croissance économique. Le boom des investissements et de la consommation qui se produisit alors provoqua par la suite une réelle surchauffe et son corollaire inévitable, les tensions inflationnistes.

On le constate non seulement dans l'accélération des prix de détail, mais aussi en amont, dans l'évolution des rémunérations et même dans les coûts unitaires de main-d'œuvre. Le phénomène a été particulièrement net dans un pays comme la Grande-Bretagne. L'année 1991 marquée par le marasme économique est de ce point de vue en rupture presque totale avec la période 1987-1990, si l'on excepte des pays comme l'Espagne ou l'Italie. L'année qui vient de s'écouler renoue avec la tendance antérieure qui depuis le début des années 80 était à une désinflation régulière.

Les relèvements de taxes et d'impôts indirects dans plusieurs pays ont alourdi les prix en 1991. Ce faisant, ils ont apparemment freiné les progrès de la désinflation. Cela a été particulièrement vrai en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Canada, en Suède. L'OCDE a calculé qu'au premier semestre 1991 l'alourdissement des impôts indirects avait provoqué à lui seul une hausse des prix d'un demi-point. En soi de telles augmentations ne sont pas inflationnistes - même si elles pèsent sur les indices de prix - puisqu'elles limitent la demande des

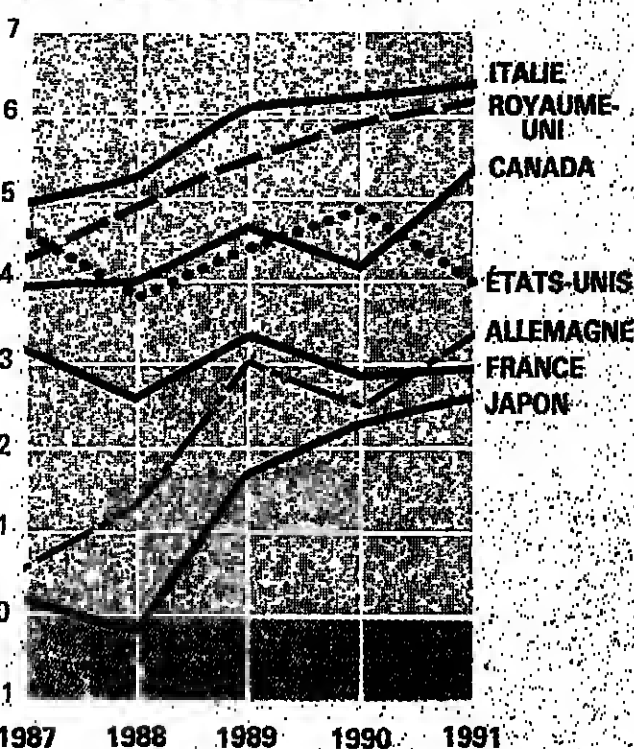
ménages et réduisent les besoins d'emprunts du secteur public.

Ce phénomène a été spectaculaire en Allemagne, qui pour financer une partie des énormes déficits publics nés de la réunification, a relevé au début de juillet les taxes sur les produits pétroliers, les contrats d'assurances et s'apprêtait à faire de même en 1992 pour le tabac, puis au début de 1993 pour la TVA. L'Allemagne est certes un cas très particulier : il n'empêche que la forte accélération des hausses de prix qui s'est produite à l'intérieur de ses frontières à partir de l'été 1991 pèse lourd dans le bilan général des pays industrialisés pour l'année qui vient de s'écouler et le fait apparaître plus terne qu'il n'est en réalité. Encore la hausse des prix outre-Rhin en 1991 (3,4 % après 2,6 % en 1990) est-elle largement gommée par l'effacement de la flambée des prix pétroliers qui s'était produite à l'automne 1990.

La force du mark par rapport au dollar a beaucoup pesé sur les prix à l'importation, ce qui a permis à l'Allemagne de ne pas ressentir l'alourdissement de ses coûts intérieurs, salariaux notamment. On retrouve les mêmes causes de hausses aux Pays-Bas : non inflationnistes quand des taxes et des tarifs de santé sont relevés, inflationnistes quand se produisent, comme c'est le cas, de fortes hausses des rémunérations. Les dangers de dérapages inflationnistes dans ces deux pays sont bien réels.

Tous comptes faits pourtant, le phénomène allemand, s'il est lourd de conséquences pour le monde, ne doit pas occulter les réels progrès accomplis sur la voie de la désinflation, notamment dans des pays comme les États-Unis, le Canada, la France et la Grande-Bretagne.

Prix à la consommation
(en % de variation annuelle)



Source OCDE (indice des prix implicites de la consommation privée)

FINANCES PUBLIQUES

Détérioration conjoncturelle

En 1991, l'assombrissement de la conjoncture internationale et les conséquences de phénomènes spécifiques comme la réunification de l'Allemagne, la guerre du Golfe ou la crise du système financier américain ont généralement aggravé la relative détérioration des soldes budgétaires déjà constatée l'année précédente. Les progrès réguliers accomplis en matière de finances publiques durant les années 80 sont-ils pour autant compromis ? Beaucoup dépendent de l'ampleur de la reprise attendue en 1992 et 1993, qui devrait améliorer les rentrées fiscales et permettre de diminuer quelque peu la demande d'emprunt des administrations publiques.

En période de tassement conjoncturel, il est tentant d'essayer de distinguer, parmi les grands pays, ceux qui disposent à la fin de 1991 d'une certaine marge de manœuvre budgétaire (Japon, Royaume-Uni) et ceux dont le déficit des finances publiques interdit toute action contracyclique (États-Unis, Allemagne, Italie).

Aux États-Unis, le budget de l'année financière 1991, achevée le 30 septembre, fait apparaître - excédent des systèmes fédéraux de protection sociale inclus - un déficit historique de 269 milliards de dollars de l'ordre de 5 % du PNB, contre 4,1 % en 1990 et 3 % en 1989) et ce malgré les versements des alliés au titre de la guerre du Golfe (34 milliards de dollars).

Plus que par la baisse des recettes fiscales due à la récession (environ 15 milliards de dollars), le budget a

été grevé par la montée des dépenses liées à la liquidation des caisses d'épargne et à l'assurance des dépôts (67 milliards de dollars). Le besoin de financement des administrations publiques reste assez nettement inférieur au déficit fédéral, encore que les excédents des États tendent à diminuer. Évalué à 2,4 % du PIB en 1990, il pourrait avoir avoisiné 3 % en 1991.

Du fait de l'explosion des dépenses publiques liées à la réunification, l'Allemagne n'a pas non plus de marge de manœuvre. Les estimations les plus récentes font certes apparaître une exécution budgétaire un peu plus favorable qu'on ne le prévoyait (environ 110 milliards de deutschemarks pour l'ensemble des administrations publiques, contre 130 milliards selon les évaluations antérieures), car l'expansion a été très forte au premier semestre de 1991. Un tel montant n'en représente pas moins environ 4 % du PNB, contre -1,9 % en 1990 et un léger excédent en 1989. L'Allemagne est ainsi passée brutalement (mais peut-être pas durablement) du rang des pays les plus vertueux en matière de finances publiques à celui des pays à fort déficit.

En Italie, le déficit budgétaire reste exceptionnellement élevé pour un grand pays industriel : malgré réformes et plans successifs d'assainissement, le poids du service de la dette a jusqu'à présent interdit tout progrès significatif, et le besoin de financement des adminis-

trations publiques bute obstinément sur la barre des 10 % du PIB.

Est-ce à dire qu'aucun des grands pays industriels ne dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre budgétaire ? Non, car le Japon, seconde économie mondiale, a un excédent des administrations publiques de l'ordre de 2,6 % en 1991 : le budget de l'État est certes un peu déficitaire (-1 % du PNB environ), mais les finances des collectivités locales font apparaître un léger surplus et, surtout, il existe un très fort excédent au titre de la sécurité sociale et des caisses de retraite (plus de 3 % du PNB). Cet excédent s'explique par la nécessité de faire face, après l'an 2000, au vieillissement de la population. Le Japon pourrait donc, en cas de ralentissement conjoncturel trop marqué, exercer une action contracyclique en accélérant ses programmes pluriannuels d'investissement.

Quant au Royaume-Uni, affecté par une récession profonde en 1991, il a nettement renoué avec le déficit (-1,1 % l'an dernier pour le solde des administrations publiques), après un quasi-équilibre en 1990 et un excédent en 1988 et 1989. Il n'en possède pas moins, comparé aux États-Unis ou à l'Allemagne, quelque latitude pour un soutien mesuré de l'activité par la dépense publique. C'est d'ailleurs la voie qu'il semble indiquer le chancelier de l'Échiquier lors de sa dernière déclaration d'automne.

MONNAIES

Déception sur le dollar

L'année 1991 a été celle d'une grande déception sur le dollar, que les milieux financiers voyaient vigoureusement orientés à la hausse à partir du printemps, en liaison avec une reprise attendue de l'économie des États-Unis, et qui rechuta à partir de l'été, en raison de l'assombrissement de cette reprise. Parallèlement, l'abaissement continu des taux d'intérêt aux États-Unis et le relèvement moins continu de ces mêmes taux en Allemagne créaient de peu l'écart entre ces deux pays et influençaient d'autant les cours de leurs monnaies, le dollar fléchissant et le mark ce faisant se raffermir par un phénomène de basculement bien connu des milieux financiers internationaux.

L'année avait bien mal commencé pour la devise américaine, déprimée par la hausse du krach. Mais, bien vite, l'aggravation de la crise du Golfe, jouant en faveur du dollar, considérée à nouveau comme une monnaie refuge, le succès de la guerre éclair contre l'Irak, qui redon-

rait le blason, un peu terni, d'une Amérique désormais triomphante, dopaient littéralement le billet vert, avec, en toile de fond, la perspective d'un redémarrage de la croissance aux États-Unis : « L'Amérique est de retour (America is back again) », s'écriait-on. Effectivement, au début de l'été, ladite croissance semblait se profiler. On vit les cours du dollar dépasser 1,80 DM et 6,20 F.

A l'automne, néanmoins, un certain scepticisme sur les chances de reprise de l'économie américaine commença de se manifester, pour se renforcer par la suite. De plus, les abaissements répétés des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis avaient pour conséquence de diminuer l'attrait des placements en dollars, au profit de ceux en deutschemarks, de mieux en mieux rémunérés à l'initiative d'une Bundesbank résolument décidée à casser l'inflation en Allemagne. A l'approche de la fin de l'année, ce processus s'est accentué, le dollar poursuivait son glissement

vis-à-vis d'un mark de plus en plus dopé par des taux d'intérêt historiquement élevés.

Ce dopage du mark n'a pas manqué de créer de fortes tensions au sein du système monétaire européen, déjà distendu par la forte hausse, au premier semestre, d'une peseta espagnole, elle aussi dopée par des taux d'intérêt meurtriers.

La livre sterling a profité de son ancrage dans le système monétaire européen pour limiter ses fluctuations et éviter de trop glisser à la suite de la désescalade des taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre.

Le yen, qui s'est dégoûté du climat délétère des scandales politiques japonais, a commencé par se déprécier par rapport à un dollar en pleine ascension, pour se raffermir nettement au second semestre, en liaison avec l'argumentation de ses excédents commerciaux, dont l'ampleur pourrait entraîner la Banque du Japon à laisser sa monnaie se raffermir encore.

TAUX D'INTÉRÊT

Divorce germano-américain

Amorcé en 1989, poursuivi en 1990, le grand mouvement de bascule des taux d'intérêt a provoqué un véritable divorce.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a entrepris, de nouveau, d'assouplir sa politique, ramenant, par paliers, le taux de l'argent à court terme de 7 % à 4,50 % et le taux d'escompte officiel de 6,50 % à 4,50 %, à son plus bas niveau depuis 1983.

En fin d'année, elle est descendue à 3,75 % et 3,50 %, tentant désespérément de relancer une économie dont la reprise tant espérée et entrevue au début de l'été, s'effaçait lamentablement en second semestre. Cet assouplissement étant permis par un fléchissement de l'inflation, provoqué par la diminution des cours de matières premières et de l'énergie.

Tel n'a pas été le cas de l'Allemagne, aux prises avec une forte inflation, un gonflement exagéré de sa masse monétaire, des revendica-

tions salariales encore plus importantes qu'en 1990 (entre 9 % et 11 %) et un déficit budgétaire record, prix de l'unification.

Ce phénomène, on s'en doute, n'a pas été du goût de la Banque fédérale, qui a relevé à trois reprises son taux directeur, en janvier, en août et en décembre, le faisant passer de 6 % à 8 % pour l'escompte et, surtout, de 8,50 % à 9,75 % pour le lombard, records historiques.

« Le taux d'inflation à 4 % est intolérable », déclarait, à la veille de Noël, le président de la Bundesbank, laissant entendre que des relèvements supplémentaires pourraient être décidés si une spirale prix-salaires s'installait en 1992.

Le durcissement allemand s'est effectué aux dépens de la France, où l'Institut d'émission avait essayé de reprendre son autonomie de ses taux directeurs, les ramenant en deux étapes, mars et octobre, de

9,25 % à 8,75 %, pour les relever brutalement d'un demi-point et retrouver ce même niveau de 9,25 % en novembre avant de les porter à 9,60 % fin décembre, pour défendre le franc.

En Grande-Bretagne, la Banque centrale a profité de l'entrée de la livre dans le système monétaire européen pour diminuer très fortement son taux directeur, le ramenant de 14 % à 10,50 %, dans l'obligation, elle aussi, d'alléger le coût du crédit pour une économie exsangue.

Au Japon, la Banque centrale, qui avait, en 1989, augmenté trois fois son taux d'escompte, bloqué depuis février 1987 à 2,50 %, son plus bas niveau historique, et l'avait porté à 4,25 %, puis à 6 % en 1990, l'a ramené, en deux étapes, juillet et novembre, à 5 %, en raison du ralentissement de l'économie nipponne.

BANQUES

Montée des périls

Déjà largement internationalisées, les grandes banques d'Europe, du Japon et des États-Unis affrontent les périls de leur position : krachs de multinationales, fraudes internationales, pays à risques... Les assureurs, au contraire, sont en plein redéploiement. Longtemps cantonnés à l'exploitation d'un marché national fermé, ils s'ouvrent sur l'extérieur et sont aux prises avec d'autres problèmes : constitution d'un réseau international, amélioration du service rendu à la clientèle, mais aussi crises boursières à répétition qui réduisent leur marge de manœuvre financière. Cette différence de situation n'empêche pas banques et assureurs de se rejoindre à la marge, dans différentes formules de bancassurance. Malgré les apparences, les métiers et les moyens demeurent différents.

Ainsi le monde bancaire s'interroge sur la répartition d'un spectre qu'on croyait éloigné à force de provisions, celui de la dette extérieure du tiers-monde. Avec feu l'Union soviétique qui se déclare en cessation de paiement, les provisions ne vont-elles pas, aujourd'hui plus qu'hier, menacer l'activité bancaire et poser un problème au financement de l'économie ? Le système bancaire mondial, qui avait cru d'abord qu'un État - l'Union soviétique - ne pouvait pas mettre la clef sous la porte, puis qui s'était imaginé qu'un pays de l'Est endetté serait inévitablement garanti par le géant des Soviets, doit aujourd'hui déchanter : en matière de crédits souverains, les défauts sont possibles partout et tout le temps.

Cette montée des risques tant au plan national qu'international est l'une des données de base avec les-

quelles le système bancaire français et international doit vivre. Le krach frauduleux de la Bank of Credit and Commerce International au printemps 1991, puis celui de l'Empire Maxwell à l'automne de la même année, montrent que les règles prudentielles qui régissent l'activité de crédit des établissements financiers sont largement inadéquates. Ou, en tout cas, insuffisantes compte tenu de l'éventail des risques. Le fameux ratio Cooke, qui oblige chaque établissement financier à mobiliser 8 francs de fonds propres pour chaque crédit de 100 francs, ne résout plus rien. La mobilité de l'environnement économique international a pris un tour si rapide, l'évolution des métiers de l'argent tend si vite à la globalisation, que toute réglementation devient anachronique sitôt élaborée.

Toutes les grandes banques internationales (américaines, japonaises et européennes) ont donc enregistré des revers sérieux et sont aujourd'hui sur le repli. La Barclays et la Banque industrielle du Japon ont perdu, à la suite d'une chute de leurs résultats, le triple A que les agences de notation internationales leur avaient attribué en 1990. En Allemagne, les grandes banques confrontées aux provisions sur les crédits à l'Europe de l'Est ne distribueront guère de dividendes cette année.

Aux États-Unis, des monstres financiers comme Citicorp ou la Chase Manhattan Bank ont dû licencier massivement pour équilibrer leurs comptes 1990, et le fonds d'indemnisation des déposants (Federal Deposit Insurance Company) a dû être augmenté de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour le mettre à même

d'affronter les faillites en série qui ont défrayé la chronique financière des années 1990 et 1991. A cela, il faut ajouter une baisse des taux d'intérêt et une crise boursière qui amène les banques à se désengager du financement de certains secteurs de l'économie : d'où le fameux « credit crunch » qui, selon les économistes, est à l'origine du ralentissement économique.

Au Japon, enfin, malgré une croissance économique soutenue, les malversations des grandes maisons de titres sur le marché obligataire, la crise boursière et la fragilisation du marché immobilier sur lequel nombre de banques sont fortement engagées, voient poindre lourdement leurs résultats. Elles aussi sont aujourd'hui sur la voie de la prudence. La décennie 1990 sera sans conteste celle de la maîtrise des coûts et de la levée des fonds propres.

A l'opposé, les assureurs - surtout ceux d'Europe continentale - sont sur une tout autre logique. Hormis les compagnies qui exploitent une niche nationale, les grands groupes obéissent à trois tendances fortes : concentration, guerre sur les prix et la qualité du service et, enfin, internationalisation.

Néanmoins, en fonction des pays, les situations sont assez contrastées. Au Japon, les grands groupes - mutualistes ou privés - disposent d'une puissance de feu financière qui fait d'eux les interlocuteurs de toute entreprise ayant fait d'argent sur le marché international des capitaux. Prudent, les Japonais s'internationalisent donc mais par petites touches, prenant des positions d'attente ici ou là dans le capital de compagnies d'assurances en Europe ou aux États-Unis.

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

Double

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LA SITUATION INTERNATIONALE

AGRICULTURE

Double discord

Un nouveau couple est né en 1991 dans le paysage euro-asiatique international sous le nom « PAC-GATT ». Tous les initiés en connaissent bien la signification. Il s'agit de la politique agricole commune des Douze et des négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Uruguay Round.

Deux démarches, deux négociations intimement liées qui ont donné lieu depuis plusieurs mois à des réunions innombrables et à des empoignades vigoureuses.

Depuis l'hiver 1990-1991, il était apparu à tous les observateurs un tant soit peu perspicaces que la politique agricole commune, née il y a plus de vingt ans, avait besoin d'une sérieuse cure de rajeunissement, tant étaient nombreuses ses imperfections. Au moins pour trois raisons :

— L'apparition dans presque tous les secteurs d'excédents, unique sauf pour le maïs et la viande ovine la CEE produit beaucoup plus que ce dont elle a besoin, à cause du jeu conjugué d'une consommation stagnante et d'un accroissement constant des rendements ;

— La part toujours plus substantielle des coûts agricoles dans le budget communautaire (les deux tiers des dépenses totales) n'a pu empêcher une évolution négative du pouvoir d'achat des agriculteurs et n'a pu conduire à une spécialisation des productions selon les États-membres ;

— L'apparition sur le marché agricole mondial de nouveaux producteurs comme le Brésil ou la Thaï-

lande, qui perturbent des marchés traditionnellement protégés, tandis que les pays de l'Est, la Chine et les pays en voie de développement restent d'importants acheteurs de denrées de première nécessité, les céréales notamment.

C'est la raison pour laquelle le commissaire européen, Mac Sharry a proposé aux Douze une réforme hardie bâtie sur deux idées-forces : la diminution des prix garantis d'environ 35 %, donc la mise en place d'un frein à l'envie de produire et la compensation du manque à gagner pour les agriculteurs par des aides « sociales » qui se substituent aux ressources tirées des prix de vente.

Principale nation agricole des Douze, et grand exportateur, la France, par la voix de Louis Mermaz, a d'abord rejeté les propositions du commissaire européen au début de l'été. Mais il a ensuite adopté une tactique moins exclusivement négative et en demandant par exemple un étalement dans le temps et le maintien de la notion-clé de « préférence communautaire ». Il n'empêche : les principales organisations professionnelles agricoles ont accusé les autorités françaises de l'année d'avoir lâché les paysans et d'avoir capitulé devant les exigences américaines.

Car l'ombre de Washington reste omniprésente derrière les négociations de la réforme de la PAC : négociations qui, notons-le, ne seront probablement pas achevées avant le second

semestre 1992. George Bush, l'œil rivé sur les prochaines échéances électorales, ne veut pas se mettre à dos ses fermiers, pour lesquels l'approvisionnement des marchés mondiaux est un peu considéré comme une chasse gardée ; et l'Europe (surtout la France) avait un peu trop tendance, selon eux, à y mettre le nez. Les États-Unis exigent que l'Europe réduise de façon drastique les subventions qu'elle accorde à ses exportateurs, et par voie de conséquence les volumes (de céréales essentiellement) mis sur le marché international.

Autre point de friction américano-européen : la question du « rééquilibrage », c'est-à-dire la faculté pour les Douze d'appliquer des droits de douane sur les importations de produits de substitution des céréales (PSC), qui servent notamment à l'alimentation du bétail.

Bref, l'agriculture a plutôt constitué une pomme de discorde, en Europe même et entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Sans parler de l'accord conclu à l'automne entre la CEE, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui permettra à ces pays d'approvisionner en viande l'URSS — via les frigos et les finances des Douze — et qui a eu pour premier effet de déclencher la colère des éleveurs français, particulièrement touchés par la crise bovine.

EMPLOI

Retour à la case départ

Le Japon et l'Allemagne seraient-ils les seuls pays à éviter une aggravation du chômage en 1991 ? Tout porte à le croire pour l'économie japonaise. Non seulement elle maintient le taux de chômage par rapport à la population active à un niveau exceptionnellement bas (2,2 %), mais elle crée des emplois, soit environ 1,2 million en 1990. En se limitant à la seule RFA, c'est également vrai outre-Rhin, où les effets négatifs de la réunification semblent avoir été vite digérés. De 5,6 % en 1989 à 5,1 % en 1990, où elle avait créé 600 000 emplois, la partie occidentale est remontée à 5,4 %, mais diminue depuis octobre. Même l'ancienne RDA paraît aller mieux : depuis août dernier, les demandes d'emploi ont cessé d'y augmenter (1,02 million en octobre), si l'on ne tient pas compte du chômage à temps partiel.

Ailleurs, la situation est catastrophique. Alors que, globalement, l'année se termine sans création d'emplois supplémentaires, l'OCDE estime à 28 millions le nombre des chômeurs, contre 24,6 en 1990. Ainsi se trouve instantanément effacée l'amélioration intervenue à la fin de la décennie 80, et qui n'avait pourtant pas permis de retrouver le niveau de... 1979. Même l'Allemagne, qui représentait 70 % des postes salariés aux États-Unis, et de travail à temps partiel, surtout féminin, au Royaume-Uni.

convallescence quand la croissance revient. Toujours attendue, et à chaque fois repoussée, l'hypothétique reprise d'aura en conséquence des effets tardifs sur l'emploi, puis le chômage, et certainement pas en 1992.

Extrêmement réactifs, à la hausse comme à la baisse, les pays d'obédience libérale, qui pratiquent beaucoup la flexibilité externe, figurent logiquement parmi les plus touchés. En Australie, au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la rechute commence dès le troisième trimestre de 1990, et s'est poursuivie avec des soubresauts depuis. Elle ne se manifeste qu'à partir du premier trimestre de 1991 pour les pays les plus lents à réagir, dont l'Italie et la France, toujours en retard d'un ajustement, et qui, n'ayant pas profité à plein de l'expansion de 1986-1990, connaîtront une moindre détérioration en pourcentage. Par rapport au point le plus bas, le taux de chômage aura augmenté en novembre de 0,9 point en France, par exemple, contre 1,5 aux États-Unis ou 3,1 en Grande-Bretagne.

Cette grande sensibilité est également accentuée par le type d'emplois qui a fait la réussite précédente des économies anglo-saxonnes, à base de « petits boulots », de tertiaire, qui représente 70 % des postes salariés aux États-Unis, et de travail à temps partiel, surtout féminin, au Royaume-Uni.

Les grandes vagues de suppression d'effectifs ont massivement concerné les secteurs des services. À l'été 1991, l'économie américaine avait en un an perdu 1,24 million d'emplois, auxquels il faut encore ajouter les 247 000 de novembre. Pendant le même temps, l'économie britannique en voyait disparaître 426 000, renouant avec son chômage d'avril 1988 (2,37 millions).

Conjoncturelle, l'évolution dissimule des changements structurels dont l'influence se renforcera à l'avenir. Désormais, pratiquement tous les pays de l'OCDE — y compris l'Italie — sont devenus des terres d'immigration. Insérées dans les faits, à terme, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ainsi que la diminution de la population active obligent d'autant plus à se préoccuper des chômeurs de longue durée et à entreprendre des actions de formation.

Reste une énorme inconnue, qui a marqué toute l'année 1991 : le sort économique et social des anciens pays de l'Est. Sans parler encore de l'ex-Union soviétique, ou de la Roumanie, le chômage commence à faire ses ravages en Bulgarie (125 000), en Tchécoslovaquie (185 000) et en Hongrie (150 000). En Pologne, avec 1,32 million de chômeurs, le passage à l'économie de marché se traduit dramatiquement. Jusqu'où, et pendant combien de temps ?

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle baisse

Reflet, pour une bonne part, de l'activité mondiale, les matières premières ont vu cette année encore leur prix s'effondrer, la récession se traduisant par une stagnation — voire un recul — de la demande. Les marchés de produits de base n'ont pu résister à une conjoncture internationale défavorable, aggravée par l'implosion de l'économie soviétique, qui s'est traduite en particulier par des arrivages anarchiques et massifs de métaux en Europe occidentale.

A cette problématique Est-Ouest s'en est ajoutée une autre, Nord-Sud, caractérisée par la poursuite du blocage des accords internationaux de stabilisation des prix des denrées tropicales, par la surproduction de cacao et de café, et enfin par l'endettement des pays producteurs qui les incite à la fuite en avant (l'accroissement de l'offre) pour glaner des devises. Globalement, les indices de matières premières affichent toutefois une certaine stabilité, la prédominance du pétrole et des denrées alimentaires — plutôt bien orientés en 1991 — expliquant cet « effet d'éclat ».

Parmi les métaux sinistrés figure d'abord l'aluminium. Métal de la croissance et de la légitimité, celui-ci a abandonné près de 500 dollars par tonne en douze mois. Si les producteurs ont opéré des réductions de capacités à partir du troisième trimestre, elles se sont avérées tardives (car coûteuses) et insuffisantes.

Les alumineries occidentales ont fonctionné trop longtemps à plein régime, alors que l'URSS inondait le London Metal Exchange (LME), dont les stocks ont atteint des niveaux records (1,3 million de tonnes, tous métaux confondus). Au prix d'étiage de 30 cents la livre atteint en fin d'année, 75 % des unités de production d'aluminium fonctionnaient à perte. La stratégie soviétique n'a pas cessé de se compliquer en s'atomisant République par République. Préférant conserver leur or comme réserve de sécu-

rité en perspective d'une adhésion future au FMI, les responsables de l'ex-URSS ont fait de l'aluminium une monnaie d'échange pour acquiescer des biens de consommation aussi divers que des chaussures ou des manuels scolaires.

La baisse a encore touché la plupart des grands non-ferreux sous influence soviétique, comme le nickel, le plomb et le zinc. L'effacement de la croissance économique s'est aussi manifesté à travers les prix d'autres matières premières industrielles cotées sur les marchés à terme, comme l'acier, la pâte à papier, les produits chimiques et les semiconducteurs. Quelques métaux ont en revanche mieux résisté : le cuivre et surtout le cobalt, dopé par les troubles du Zaïre, lequel produit 42 % de l'offre mondiale. La multiplication des tentatives d'« étranglement » s'opère sur le marché de Londres à en outre semé le doute sur la capacité du LME à gérer les assauts spéculatifs et à posséder des stocks physiques importants.

Autre produit très lié à la conjoncture économique, le caoutchouc naturel s'est lui aussi effondré, victime de la crise dans l'automobile et dans le bâtiment. Le fonctionnement satisfaisant de l'accord international a cependant empêché des fluctuations excessives. On a vu encore coup sur coup s'effondrer les prix des textiles. La laine n'a pas supporté l'abandon par les Australiens de leur système automatique de défense des prix. Quant au coton, après trois années de déficit, il a enregistré un retour fatal aux excédents.

Sous l'impulsion de l'Union soviétique, qui a précédé à des achats céréaliers massifs pour compenser ses mauvaises récoltes, les cours du blé se sont nettement redressés, de 70 à 110 dollars la tonne. Encore faut-il préciser que les acheteurs à ces prix ont bénéficié de crédits sous forme de bonus d'exportation. Le complexe des oléo-protéagineux (soja principale-

ment) a été bien orienté, de même que l'huile de coco, qui a connu une véritable flambée à la suite d'un typhon aux Philippines.

Les denrées tropicales étaient déprimées en 1990. Elle le sont restées au cours de cette année sans surprise, sans dégradation supplémentaire. L'approche de la 7^e CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) en 1992 a relancé — timidement — le débat sur la nécessité de restaurer les accords de produit. Les marchés du café et du cacao ont une fois encore été dominés par la pléthore et par les affrontements entre producteurs africains, l'Asie du Sud-Est et latino-américains, ces derniers ayant échoué dans leur plan de rétention de 10 % des récoltes d'arabica, en vue de stimuler les prix.

Les négociants en matières premières ont mal résisté à cette tentation : certains, comme l'américain Philbro, abandonnant toute activité non pétrolière ; d'autres, comme le français Sucres et denrées, se recentrant sur leurs produits traditionnels à la suite de lourdes pertes.

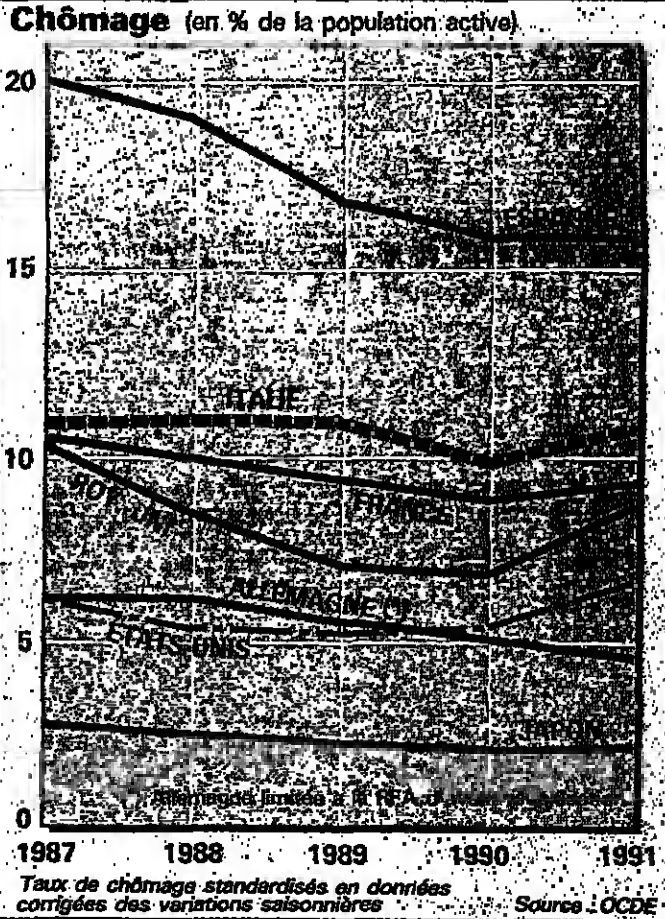
ENVIRONNEMENT

Coûts intégrés

La fièvre verte déclenchée en 1989 par l'hebdomadaire Time (La Terre, planète de l'année) ne s'est pas ralentie en 1991, au contraire. La plupart des pays industrialisés ont encore accentué leur politique en faveur de l'environnement, et notamment pour lutter contre le réchauffement de la planète par les gaz à effet de serre.

Les États-Unis ont fait leurs comptes : l'application du Clean Air Act leur a coûté 115 milliards de dollars en 1990, soit 2,1 % du PNB. Mais ce n'est qu'un début. Car le président Bush, qui a pourtant fait sa fortune dans le pétrole au Texas, s'est personnellement engagé dans la lutte contre la pollution atmosphérique. Au point que les industriels commencent à trouver la facture un peu salée.

La Communauté européenne n'est pas en reste puisqu'elle a retenu à l'automne 1991 le principe d'une taxe sur l'énergie, modulée en fonction de la teneur en carbone. Certes, les modalités pratiques de cette taxation n'ont pas encore été définies, et l'on peut parier que la mise au point de cette « redevance CO₂ » se fera au moins aussi difficilement que la création de l'Agence



REVENUS

Décélération

Dans tous les pays industrialisés, le ralentissement de la croissance économique a réajusté la progression des salaires, en nette décélération. Un repli qui n'est pas non plus étranger aux vagues de licenciements dont 1991 sonne le retour.

Dans la partie ouest de l'Allemagne, les salaires continuent de croître à un rythme élevé. Dans la moyenne la hausse est de l'ordre de 7 % alors que les fonctionnaires ont signé un accord salarial leur accordant 6 % d'augmentation. Reste à savoir si ce rythme soutenu pourra être aussi facilement qu'auparavant absorbé par les gains de productivité. Dans les nouveaux Länder — où le niveau des rémunérations doit en principe passer de 71 % à 100 % de celui de l'Ouest en 1992 — ce dynamisme salarial ne facilite pas la mise en compétitivité des entreprises qui tentent de s'adapter à la loi du marché. La croissance des demandeurs d'emploi à l'Est explique la faible progression observée globalement en Allemagne.

Aux États-Unis, l'indicateur du pouvoir d'achat est devenu négatif. Les fruits de la croissance sont de plus en plus inégalement répartis et le nombre de « pauvres » aurait, selon les statistiques, augmenté de deux millions de personnes pour atteindre 33 millions d'Américains (13,5 % de la population). En Grande-Bretagne, la fièvre salariale a subi un coup d'arrêt. L'évolution des rémunérations, qui atteignait 9 % en rythme annuel fin 1990, est redescendue à 5,5 % dans les derniers mois de 1991. Son plus faible niveau depuis quatre ans. En France, les prévisions budgétaires tablent — non sans un certain optimisme — sur un accroissement de 1,6 % du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages en 1991.

Alors que le gouvernement espagnol n'a pu parvenir à faire accepter aux syndicats un « pacte social » limitant l'évolution des rémunérations afin de renforcer la compétitivité de l'économie ibérique face à ses concurrents européens, les Finlandais ont mis au point un programme original dont l'objectif est de réduire de 7 % les coûts salariaux. Étalé sur vingt-deux mois, jusqu'en octobre 1993, il prévoit une baisse de 3 % des salaires et une réduction de 3,5 % des charges patronales. L'État acceptant de financer des mesures d'accompagnement.

Enfin, les anciennes démocraties populaires sont aux prises avec des difficultés liées aux transformations en cours qui impliquent le plus souvent de fortes baisses du pouvoir d'achat. Des mouvements sociaux ont éclaté en Union soviétique, notamment chez les mineurs, ainsi qu'en Pologne où le blocage des salaires a entraîné des arrêts de travail prolongés dans les services publics et les entreprises d'État.

Le bilan économique 1991

a été réalisé par :

MICHEL BOYER YVES MAMOU
ROGER CANS VÉRONIQUE MAURUS
ÉRIC FOTTORINO JEAN-MICHEL NORMAND
FRANÇOIS GROSRIEUX FRANÇOIS RENARD
ALAIN LEBEAUME ALAIN VERNHOLES

12/11/91 15:50

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'ÉTAT DE LA FRANCE

ACTIVITÉ

Lent redémarrage

La crise du Golfe, puis la guerre qui l'a suivie fin 1990-début 1991, aura beaucoup pesé en France sur l'activité économique au cours de l'année qui vient de s'achever, amplifiant la phase descendante du cycle conjoncturel qui s'était dessinée dès la fin de 1989 dans le monde avec le ralentissement des économies nord-américaines.

Après avoir augmenté de 5,1 % en 1989, la production industrielle en France n'avait progressé que de 1,8 % en 1990. Elle aura marqué un léger recul en 1991, celui-ci étant estimé par l'INSEE à 0,6 % en moyenne annuelle. En glissements annuels, c'est-à-dire en comparant les niveaux atteints fin 1991 à ceux de la fin de l'année précédente, les taux de croissance sont un peu différents : + 4,7 % en 1989, - 0,5 % en 1990, + 1,5 % en 1991. L'année qui vient de s'écouler aura été marquée non seulement par un fort ralentissement de la production industrielle mais par d'amples fluctuations.

Deux premiers signes avant-coureurs d'un ralentissement apparaissent au troisième trimestre 1989 et au deuxième trimestre 1990 avec des reculs de la production industrielle. Mais la véritable rupture se produit fin 1990 - début 1991. Pendant deux trimestres consécutifs, la production industrielle recule : la baisse est importante, atteignant 3 %.

Puis se produit un rattrapage, qui passe presque inaperçu mais est bien réel : au cours du deuxième et troisième trimestre 1991 la production augmente de 2,2 %, retrouvant des niveaux presque aussi élevés que ceux de l'été 1990, point maximum d'une courbe qui n'a cessé de grimper depuis 1987. A la fin de 1991, la phase de rattrapage était à peu près terminée mais les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE restaient assez pessimistes dans la mesure où la production, au lieu de poursuivre sur sa lancée ascendante, semblait de nouveau plafonner.

La crise du Golfe a perturbé à ce point les comportements des ménages et des chefs d'entreprise que la lecture de la conjoncture est devenue, pendant des mois, impossible. Mais on peut a posteriori convenablement décrire le processus de ralentissement qui a vu l'économie française fléchir la récession.

La subite baisse des investissements décidée à la fin de 1990 par des chefs d'entreprise découvrant brusquement, à la lumière de la crise du Golfe, que la conjoncture mondiale était beaucoup moins bonne qu'ils ne le pensaient a bien été le fait le plus important expliquant le creux de l'année 1991. On a rarement observé dans le passé retournement aussi brutal des anti-

cipations de l'industrie. Les chiffres sont sans équivoque à cet égard : l'investissement industriel sera passé, en volume, d'une croissance de 12 % en 1990 à une baisse de 9 % en 1991.

Le comportement beaucoup moins radical des autres secteurs (commerce, services, bâtiment et travaux publics) qui n'ont réduit leurs dépenses d'équipement que de 1 % à 2 % ainsi que celui des grandes entreprises nationales qui ont continué à beaucoup investir (de + 7 % à + 8 % en volume) a permis de limiter les dégâts à un recul global de 2 % à 3 % en volume durant l'année 1991. Il n'empêche. La chute de l'investissement aura pesé lourd, d'autant plus lourd qu'elle semblait se poursuivre fin 1991.

On peut évidemment s'interroger sur la myopie des chefs d'entreprise qui, n'ayant pas vu venir un ralentissement, pourtant bien réel dès la fin de 1989, ont par la suite sur-

réagi. La consommation des ménages - élément déterminant de la demande - s'était en effet octroyée un peu de répit au printemps 1990. Les exportations avaient fait de même, reflétant la dépréciation du dollar au cours de 1990 en même temps que le ralentissement de la demande mondiale.

La myopie des chefs d'entreprise s'explique tout de même par l'aspect très atypique du comportement des ménages. Au lieu de tirer sur leur épargne pour compenser une moindre amélioration de leur pouvoir d'achat, les Français ont mis plus d'argent de côté. La montée du taux d'épargne entre l'été 1990 et l'été 1991 explique le recul inhabituel de la consommation de produits manufacturés en France (- 0,3 % en moyenne annuelle par rapport à

1990). Ce phénomène a pesé lourd sur la suite des événements et explique en partie la sur-réaction des chefs d'entreprise, voyant se dégrader la demande en même temps que se détérioraient leurs résultats financiers.

Le secteur des biens intermédiaires a été le premier touché par le ralentissement. Cela s'est produit à partir du printemps 1989. Après un recul très marqué à la fin de 1990, un léger rattrapage s'est produit, insuffisant du fait de la faiblesse de la demande industrielle. La production est par la suite restée plate. L'automobile a été touchée en second, avec une chute très forte de la production au début de 1990 qui s'est prolongée jusqu'à la fin du premier trimestre 1991. Le recul est, là, impressionnant : - 1,2 % en 1990 et - 1,7 % en 1991, cela pour l'ensemble du matériel de transport dans lequel l'automobile occupe une place dominante. Mais on ne s'est pas contenté de se limiter à la suite, c'est-à-dire au printemps 1991, du fait de la demande allemande. Les chiffres de production en glissements annuels rendent compte de ce redémarrage : à une baisse de 7 % en 1990 succède une progression de 8 % en 1991. Phénomène caché par le marché intérieur, les immatriculations passant de 189 000 en moyenne mensuelle 1990 à 170 000 en 1991.

Les industries de biens de consommation ont ralenti fin 1990 : leur production a reculé jusqu'au début de 1991 puis un net rattrapage s'est opéré, portant la production à des niveaux élevés en fin d'année. En moyenne annuelle, à une croissance de 2,2 % en 1990 aura succédé une croissance de 1,2 % en 1991.

Ce sont les biens d'équipement qui ont été touchés en dernier. La phase d'ajustement s'est faite tardivement, confirmant la mauvaise perception qu'ont eu les chefs d'entreprise de la demande mondiale et de la demande intérieure. La production n'a cessé de se ralentir depuis la fin de 1990 et continuait de le faire fin 1991.

Quant au bâtiment et aux travaux publics, la baisse de la construction de logements neufs depuis deux ans et, beaucoup plus récemment, l'essoufflement des travaux publics ont été un peu plus que compensés en 1991 par la construction de bâtiments non résidentiels et par les travaux d'entretien (+ 1,5 % globalement par rapport à 1990). Mais le ralentissement enregistré fin 1991 semble devoir se poursuivre au début de 1992.

En bonne voie

Le commerce extérieur de la France s'est amélioré en 1991. Si la réduction du déficit de la balance commerciale est le signe le plus apparent de cette amélioration, il n'est pas le plus convaincant. Certes, le déséquilibre des échanges globaux de marchandises revient d'une cinquantaine de milliards de francs en 1990 à environ 35 milliards de francs en 1991. Mais ce gain de 15 milliards surestime les progrès enregistrés : les douanes comptabilisent en effet comme des exportations les expéditions vers les DOM-TOM, qui sont souvent très importantes. Ainsi, en octobre, un satellite expédié en Guyane a été artificiellement gonflé les exportations de la France de 2,5 milliards de francs.

Au mois d'octobre 1991 et pour la première fois depuis des années, la balance commerciale a dégagé un excédent de plus de 6,5 milliards de francs. Outre les méthodes de comptabilisation douanières, ce résultat a eu pour cause la vente aux États-Unis d'un paquebot de croisière. Ce surplus inattendu remplaçant un déficit oscillant chaque mois autour de 4 milliards de francs explique l'erreur de la plupart des instituts de conjoncture.

Même si l'on retire 5 milliards de francs d'exportations pour ce qu'elles ont d'artificiel ou d'exceptionnel, les résultats du mois d'octobre montrent que les ventes à l'étranger ont équilibré les importations et que ce réajustement est dû pour l'essentiel à la balance des produits manufacturés, gravement déficitaire depuis 1987 après avoir été largement excédentaire avant cette date.

Les échanges de produits manufacturés avec l'étranger n'ont certes pas retrouvé l'équilibre sur l'ensemble de l'année 1991, mais leur déficit s'est réduit d'une vingtaine de milliards de francs, passant de 34,6 milliards de francs en 1990 à environ 25 milliards de francs, soit une baisse spectaculaire de 36 %. Il faut remonter au plan d'austérité de 1983 pour trouver pareil réajustement. Sans doute faut-il voir là le signe le moins contestable de l'amélioration du commerce extérieur de la France en 1991.

Le déficit de la balance des produits manufacturés a ainsi retrouvé son niveau de 1988 malgré la détérioration des ventes d'armement. L'amélioration concerne toutes les catégories de production, sauf les biens de consommation. Elle s'explique évidemment par les énormes besoins nés en Allemagne de la réunification. Alors que la France importait globalement moins qu'en 1990 (+ 3,4 % contre + 6,3 %) du fait de son ralentissement conjoncturel, elle exportait davantage (+ 6,2 % après + 5,6 % en 1990), grâce notam-

ment à l'explosion de la demande outre-Rhin, qui a beaucoup porté sur l'automobile.

Mais les industriels français n'auraient pas profité aussi complètement de la chance qui se présentait à eux si leur compétitivité avait été mauvaise. Les faibles hausses de prix à l'exportation, la modération des coûts unitaires de production (complètement stables au premier semestre), la hausse du dollar pendant une partie de 1991 ont permis aux produits français de bien se vendre un peu partout dans le monde.

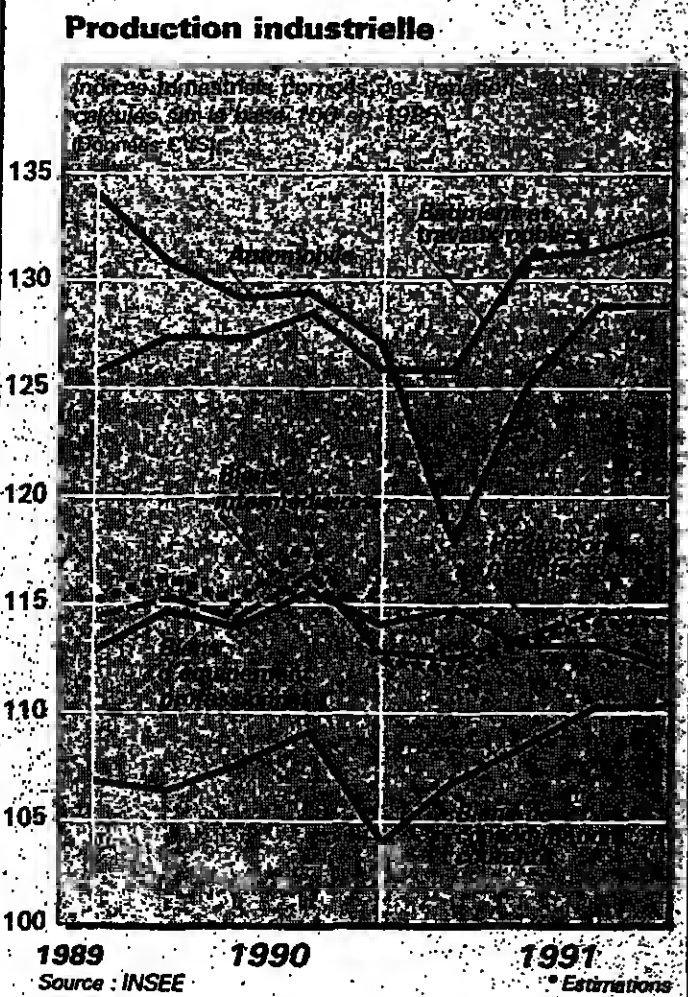
Ainsi, alors que la demande mondiale de produits manufacturés progressait de 5,6 % en 1991, les exportations françaises de produits industriels augmentaient de 6,2 %. Ce décalage est peut-être le plus significatif d'un véritable redressement : il montre que, contrairement à ce qui s'était passé en 1990, la France a gagné des parts de marché.

L'excédent agroalimentaire aura été moins important que les années précédentes : 45 milliards de francs après 51,1 milliards en 1990 et 48,2 milliards en 1989. Il faut voir là surtout les conséquences de bonnes récoltes de céréales en Europe.

Quant à la facture « énergies », son coût a augmenté du fait du rattrapage du dollar et de l'augmentation des volumes importés, l'hiver ayant été moins doux que les années précédentes. Enfin le prix du gaz a sensiblement augmenté (+ 20 %) du fait du dollar et de son indexation à retardement sur les prix du pétrole.

Tous comptes faits, le véritable boom des exportations de la France au deuxième mais surtout au troisième trimestre 1991 a soutenu une activité économique décollante. La demande allemande a ainsi partiellement compensé les faiblesses du monde anglo-saxon, celles tout particulièrement des États-Unis et de la Grande-Bretagne. La preuve la plus spectaculaire de l'aide qui nous est venue d'outre-Rhin est le quasi-réajustement des échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne, traditionnellement très déficitaires.

La balance des opérations courantes avait été déficitaire de 45,6 milliards de francs. Une amélioration est quasi certaine : d'une part, la balance commerciale s'est améliorée ; d'autre part, les transferts au titre des contributions étrangères à la guerre du Golfe ont avoisiné 10 milliards de francs ; enfin, les Français ont moins fait de voyages à l'étranger alors même que la saison touristique en France était bonne. Tout cela a permis de compenser l'augmentation des versements à la CEE et le coût de plus en plus lourd des intérêts versés aux non-résidents sur les obligations d'Etat.



EMPLOI

Mécanisme enrayé

Contenu à grand-peine depuis 1986 dans une même fourchette - et certains diront à coups d'artifices - le chômage redécouvert, on donne brutalement, à partir de mai puis de juin 1991, l'ironie du sort, l'événement coïncide avec l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à l'Hôtel Matignon, et de M^{me} Martine Aubry au ministère du travail, qui n'en peuvent mais.

En fin d'année, la barre des 2,8 millions de demandeurs d'emploi était franchie pour la première fois et les mauvaises nouvelles se multipliaient. Sur douze mois, l'ANPE enregistrait 280 000 demandeurs d'emploi supplémentaires à la fin d'octobre, dont 265 000 de plus depuis le 1^{er} janvier. Les créations d'emplois, qui avaient été de l'ordre de 340 000 en 1989 pour les seuls effectifs salariés, chutaient brutalement.

Pour la première fois depuis six ans, il y avait un passage à vide au deuxième trimestre (- 0,1 %) et la mécanique s'enrayait. Au troisième trimestre, on ne comptait guère que 60 000 salariés de plus en un an, et à peine 25 000 de mieux depuis le 1^{er} janvier. Or un excédent minimum de 200 000 est nécessaire chaque année pour espérer maintenir le chômage à son niveau.

En fait, ce mouvement de détérioration était enclenché bien avant le printemps et tous les experts en voyaient les prémices dès la mi-1990, quand le ralentissement économique, puis la situation créée par les événements du Golfe, achevèrent d'assombrir les perspectives. Déjà, les journées de chômage par-

tiel atteignaient des sommets bistoriques et les mouvements d'embauche étaient freinés. Mais c'est avec six mois de retard, pour des raisons structurelles qui tiennent autant à la culture qu'aux conditions de fonctionnement du marché du travail, que les chefs d'entreprise en tirent les conséquences, et en commencent à procéder aux réductions massives de personnel.

Aux restructurations industrielles, toujours en cours, s'ajoutent les suppressions de postes justifiées par la baisse d'activité des grands groupes, entraînant à leur tour les responsables de PME/PMI dans une spirale dangereuse. Signe des temps : alors que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée continue de sévir, les offres d'emplois pour les cadres ont diminué de 30 %, voire 40 %, de mois en mois, d'une année sur l'autre.

Très vite, cet état de marasme s'est traduit par des difficultés financières, pour le régime d'assurance-chômage. Après avoir renoué avec l'équilibre en 1990, l'UNEDIC voyait son déficit passer à 6 puis 8 milliards pour l'exercice 1991, et être évalué à 18 milliards, en cumulé, pour 1992. Il fallut une négociation entre partenaires sociaux, achevée le 5 décembre, pour trouver quelques milliards d'économies, et tenter d'arrêter l'hémorragie.

Croissance insuffisante, trop peu de créations d'emplois, les causes sont finalement communes à tous les pays, enclenchées dans l'attente d'une reprise américaine. Elles se compliquent de quelques caractéris-

tiques spécifiques, dans le cas de la France, qui conditionnent le comportement du marché du travail. Chaque année, la population active se grossit de jeunes et surtout de femmes à la recherche d'un emploi et on estime que, en 1991, il y aura eu de 180 000 à 300 000 de plus à présenter leur candidature.

Endémique, l'insatisfaction des niveaux de diplômes avec les qualifications réclamées pour un emploi, ou leur absence pour 120 000 des 800 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire, aggrave la menace de marginalisation ou d'exclusion. Le tout se traduit par un éboulement de longue durée plus important que dans beaucoup de pays.

Il en était beaucoup question les autres années, mais 1991 marque sûrement la rupture avec le traitement social, devenu impuissant à régler le problème. Alors que les dépenses passives, par opposition aux dépenses actives, représentaient 60 % des sommes engagées dans la politique de l'emploi en 1989, on assiste à un début de redéploiement. Certaines aides ont été supprimées pour inciter davantage les jeunes et les femmes à chercher activement un emploi.

L'accent est mis sur la formation, directement utile. Un programme d'exonération de charges a été mis en place pour les moins de vingt-cinq ans et, vieux projet, les employeurs individuels de « services de proximité » bénéficieront d'une déduction fiscale. L'objectif étant de créer des emplois.

Grâce au pétrole

Les prix de détail ont, en moyenne annuelle, augmenté de 3,1 % en 1991, c'est-à-dire moins vite qu'en 1989 (+ 3,6 %) et qu'en 1990 (+ 3,4 %). Ce ralentissement est toutefois plus apparent que réel dans la mesure où s'explique par la stabilité des prix du pétrole après les fortes baisses de 1990 qui avaient vu le baril grimper jusqu'à 32,5 dollars au quatrième trimestre avant de redescendre à 21,1 dollars au premier trimestre 1991 et même 18,1 dollars au second pour se stabiliser aux environs de 19 dollars pendant la seconde moitié de l'année. En moyenne annuelle les prix du pétrole qui avaient augmenté de 28 % de 1989 à 1990, passant de 18,2 dollars à 23,3 dollars, sont repassés à moins de 20 dollars en 1991, soit une baisse d'un peu plus de 15 %.

Quelle que soit son origine, une baisse des prix est toujours une bonne chose et pour les consommateurs et pour les pouvoirs publics, surtout quand ceux-ci ont bû l'essentiel de leur politique économique sur le ralentissement du taux d'inflation. Cependant pour avoir une idée plus juste du rythme réel de la hausse des prix en France, mieux vaut comparer les résultats des dernières années, en ne tenant pas compte de l'énergie dont les prix ont fortement varié pour des raisons exceptionnelles. On voit alors que la décelération du rythme de l'inflation est extrêmement lente : + 3,4 % en 1989, + 3,3 % en 1990, + 3,1 % en 1991.

Si l'on compare les résultats non plus en moyenne annuelle mais en

glissement sur douze mois sans tenir compte de l'énergie (décembre 1990/décembre 1991), on constate une légère accélération du rythme de l'inflation en 1991 : + 3,4 % contre + 3,1 % en 1990. Celle-ci s'explique surtout par le fait que la hausse des prix du pétrole a été atténuée en 1991 alors qu'en septembre 1990 la réduction du taux normal avait entraîné 2/10 de point de baisse de l'indice sur l'année.

L'accélération de 1991 s'explique aussi par la majoration des prix du tabac (+ 5 % en septembre) décidée dans le cadre d'un plan de lutte contre le tabagisme s'étendant sur plusieurs années : l'indice des prix hors tabac augmente en glissement de 3 % en 1991 contre 3,4 % en 1990 et 3,6 % en 1989. Il est probable aussi que les hausses des prix du pétrole survenues au deuxième semestre 1990 ont finalement légèrement renoué l'ensemble des prix de détail après avoir alourdi les coûts des approvisionnements des entreprises. Les prix des automobiles enfin ont très sensiblement été relevés.

Autre raison de la légère accélération en glissement des prix de détail hors énergie : les loyers ont augmenté de 5,4 % contre 4,3 % en 1990. Pour le reste au contraire, les prix des services privés ont connu de se ralentir, notamment dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration, des locations d'appareils et des travaux photographiques. Au total les services privés ont augmenté en glissement de 4,8 % contre 5,4 % en 1990 alors qu'au contraire les prix des pro-

duits manufacturés du secteur privé augmentent plus vite en 1991 qu'en 1990 (+ 2,9 % contre + 2 % en 1989 et 1990).

Les prix alimentaires dont les baisses avaient été fortes en 1989 (+ 5 %) sont restées remarquablement stables depuis : + 3 % en 1990, + 2,9 % en 1991. S'ils ont légèrement monté au détail (de 1 %), les prix de la viande ont fortement baissé à la production, du fait d'une offre dépassant largement la demande.

L'année 1991 aura été marquée par un véritable événement : à partir du mois de juin et pour la première fois depuis 1973, le taux d'inflation aura été inférieur en France à ce qu'il est en Allemagne. L'écart s'est fortement creusé à partir de juillet, atteignant un point. Il est resté du même ordre de grandeur jusqu'à la fin de 1991, la hausse des prix étant de 3 % sur un an en France et de 4 % en Allemagne. Ce très bon résultat ne s'explique pas seulement par les difficultés passagères que connaît l'Allemagne, forcée par les dépenses de la réunification de relever taxes, cotisations et impôts. Elle s'explique aussi par les réels progrès accomplis par la France qui même depuis quelques années avec persévérance ce que le ministre de l'économie et des finances, Pierre Bérégovoy, appelle « politique de désinflation compétitive ». Les comparaisons internationales sont en tous les cas devenues favorables à la France. Seuls le Japon, la Belgique et le Danemark réalisent des taux d'inflation plus faibles.

EXPLIQUÉ

١٥٥ من الـ ١٠٠

• Le Monde • Mardi 24 décembre 1991 17

En bonne voie



POUR MONSIEUR
EAU DE TOILETTE CONCENTRÉE

CHANEL

Grace au pétrole

CULTURE

MUSIQUES

Une révolution en douceur

La musique du premier opéra de John Adams est limpide, immédiate. Est-ce vraiment une tare ?



NIXON IN CHINA
à la Maison de la culture
de Bobigny

Une partition qui séduit les uns par son aménité, agace les autres par le danger qu'elle représente son succès : à l'évidence, *Nixon in China* dérange. N'aurait-il que cette qualité, le premier opéra de John Adams (né en 1947), créé à Houston en 1987 et présenté actuellement à la Maison de la culture de Bobigny, mériterait d'être considéré par l'intelligentsia musicale autrement que comme une simple entreprise de récupération, une production qui n'a traité par le névrosé du courant post-modernisme, par définition, ne peut qu'être éphémère, la modernité finira par l'emporter. Heureuse certitude ! Il se pourrait cependant que ce ne soit pas tout à fait celle qu'on désigne actuellement sous ce nom.

Une musique si limpide, si vocale pour les chanteurs, si simple en apparence, qu'on peut estimer l'avoir assimilée à la première audition, voilà qui a de quoi déconcerter nos oreilles, habituées à des promesses plus considérables, et surtout, acquiesces à l'idée qu'il n'est peut-être pas nécessaire de comprendre trop vite. De fait au rebours, alors, flottant la paresse ou la frivolité du public, comme ont pu le dire en leur temps de la *Servante maîtresse* de Pergolèse ceux qui étaient encore émerveillés par les richesses des opéras de Rameau ? Historiquement, on le sait, l'insoutenable légèreté l'a cependant emporté sur les flamboyants couchers de soleil du baroque finissant. Il n'est pas impossible que le même phénomène se reproduise, tant il est vrai qu'à cette époque, au moment où la plus grande complexité est atteinte — ce fut le cas pour l'opéra avec les *Soldats* (1965), de Bernd Alois Zimmermann,

— un besoin de simplification se fait jour. De même que *Fallas et Médante* de Debussy ou le *Bahut* de Puccini sont plus simples en apparence que *Parsifal* de Wagner ou *Falstaff* de Verdi, le *Saint François* de Messiaen semble moins compliqué que les *Soldats*.

D'avantage que le concert, l'opéra a toujours été le lieu privilégié des rénovations, des réformes sans doute, parce qu'on n'y vient pas seulement pour apprécier comment fonctionne la musique, et qu'elle y est servante plus que maîtresse. Le but du compositeur dramatique comme du machiniste étant de masquer la cause de ses effets, les moyens de communication les plus efficaces sont toujours les meilleurs. Ainsi, l'accroissement de la complexité fait-il merveille jusqu'au jour où elle ne produit que des grimaces sans portée immédiate. Alors, il faut faire marche arrière, car on sent encore le souci de ne pas risquer d'être tout à fait « ardue ».

Le livret est solide dans ses subtilités et ses ambiguïtés mêmes ; il offre des situations fortes, dont la mise en scène de Peter Selars avait l'éloquence ; une certaine distanciation ironique ou objective se laisse deviner de place à l'émotion qui pourrait s'équilibrer avec les moments de comédie. On moies pourra-t-on objecter à ceux qui trouvent l'œuvre trop séduisante qu'elle n'est pas racieuse ; elle est finalement plutôt pudique, est superbe.

Un point c'est tout

Le programme qui accompagne les représentations de *Nixon in China* est exceptionnellement exempt d'écrits et de profession de foi. On y trouve la distribution et le livret bilingue, un point c'est tout. Pas de photographies de la partition pour montrer à quel point elle est travaillée, pas d'analyse de langage, aucune information faussément objective, rien qui prépare, qui conditionne. C'est une liberté que, un respect du droit imprescriptible de l'auditeur ; celui d'aimer ou de détester sans aucune mauvaise conscience culturelle.

En haïssant toute complexité harmonique, polyphonique et rythmique, John Adams est-il allé trop loin

dans son souci de retrouver l'évidence perdue ? C'est ce qu'on se dit dans les moments de moindre tension, tandis que, dans les autres, cette économie passée d'une force à laquelle les auditeurs de bonne foi, même les plus critiques, ne peuvent rester insensibles. Et ils enragent : non seulement c'est indéfendable dans l'ensemble, mais c'est parfois prosaïque, saupiquet-ils... On peut regretter les effets pervers de la sonorisation qui ôte de la présence aux chanteurs, un certain lyrisme ou un enlacement excessif dans l'invention musicale, un peu de conformisme dans la confection de certains effets dramatiques, qu'ils soient au premier ou au second degré, peu importe. On aimerait aussi que le compositeur aille plus loin dans ses options les plus contestataires par rapport aux critères esthétiques de la modernité, car on sent encore le souci de ne pas risquer d'être tout à fait « ardue ».

Le livret est solide dans ses subtilités et ses ambiguïtés mêmes ; il offre des situations fortes, dont la mise en scène de Peter Selars avait l'éloquence ; une certaine distanciation ironique ou objective se laisse deviner de place à l'émotion qui pourrait s'équilibrer avec les moments de comédie. On moies pourra-t-on objecter à ceux qui trouvent l'œuvre trop séduisante qu'elle n'est pas racieuse ; elle est finalement plutôt pudique, est superbe.

GÉRARD CONDÉ

Prochaines représentations les 23, 26 et 28 décembre, à 20 heures, TdL, 49-21-11-45. L'enregistrement intégral de *Nixon in China* est disponible en un coffret de trois disques compacts Elektra-Nonesuch-Warner.

PATRIMOINE

Les villes de l'« Arabie Heureuse »

Le patrimoine urbain du Yémen conforté par l'UNESCO

SANA'A

de notre envoyé spécial

Il y a peu de temps encore, le patrimoine était le dernier souci des pays du tiers-monde accablés par des tâches prioritaires : construction d'une infrastructure économique, organisation d'un système éducatif, mise en place d'une politique sanitaire, maîtrise d'une démographie galopante. Pourtant, aujourd'hui le Yémen, l'une des nations parmi les plus pauvres de la planète (1), consacre des sommes importantes à la restauration de ses cités historiques. Et, du 15 au 19 décembre, un colloque organisé par l'UNESCO se tenait dans sa capitale sur le thème « Intégration urbaine et conservation du cœur historique de Sana'a ». Un sujet qui a l'air de rhétorique. En 1962, à la veille de la révolution qui mit fin à la monarchie, la ville, encore dévastée dans ses murailles, avait 50 000 habitants et s'étendait sur 3 hectares environ. Depuis, sa superficie a décuplé et elle compte officiellement plus de 600 000 habitants. Un million avant certains. Une chose est sûre : le flux venu du sud depuis la réunification des deux Yémens et le reflux des émigrés, chassés d'Arabie saoudite, ont fait de la ville de façon dramatique.

Sana'a est posée au milieu d'une cuvette poussiéreuse, perchée à 2 300 mètres d'altitude. Les nouveaux quartiers poussent le long des pentes, de plus en plus loin du centre historique, enfermé derrière des murs à moitié écroulés. Une ville qui vit au lit quasi sec la traversée. Elle sert, accessoirement, de boulevard aux véhicules. Ces derniers, qui combinent une bonne partie des atouts de la ville contemporaine, n'ont pas de roues, mais des roues de la cité médiévale. Cette circulation anarchique est l'un des problèmes que doit résoudre l'administration locale des monuments historiques (the General Organization for the Protection of Historic Cities of Yemen - GOPHCY).

La ville est très ancienne. Ses hautes maisons de pierres et de briques sont décorées de larges dessins géométriques effectués à la peinture blanche qui soulignent les ouvertures et le fait de ces tours. Sana'a comptait jadis 108 mosquées, il en reste 42. Les travaux qui les concernent sont entrepris par le ministère des cultes, mais le GOPHCY a ici un rôle de conseiller technique.

En 1984, un appel a été lancé au sein de l'UNESCO. Des études ont été menées en 1987 (9 millions de rials (2) sont débouqués par le gouvernement yéménite (environ 750 000 dollars). Puis un plan est lancé : 120 millions de rials sont investis sur cinq ans (environ 10 millions de dollars). Des sommes importantes pour un pays aux revenus modestes mais qui sont loin de suf-

fire à la restauration de la vieille cité. Un certain nombre de pays (l'Allemagne, la Norvège, la Corée, les Pays-Bas, la France, l'Italie, la Suisse) décident alors de prendre en charge un ou plusieurs bâtiments. Aujourd'hui une première campagne de restauration est achevée. Une seconde est en cours.

Des vœux platoniques

Une troisième projetée. « Nous avons d'abord nous attaqués à l'infrastructure », note Abdel Rahman El Haddad. La vieille ville ne possède aucun système d'égout, l'adduction d'eau ou de téléphone. Ces travaux nous ont amenés à consolider les fondations de nombreux bâtiments. Nous avons également commencé à repaver les rues. Cette absence d'équipement était la cause de la désertification progressive de ces quartiers par la population d'origine remplacée par des familles beaucoup plus pauvres qui logent là dans le dénuement le plus complet. Nous voulons fixer aujourd'hui cette population. Nous avons ouvert des écoles, des crèches, des dispensaires en utilisant chaque fois que nous le pouvons des anciennes maisons. Un hôpital est en construction. Un cimetière abandonné a pu être réaménagé avant d'être transformé en un centre artisanal.

L'artisanat a été décimé par le départ de la communauté juive (près de 900 000 habitants), au début des années cinquante. Mais une activité économique vivante est aussi génératrice de nuisances qu'il faut bien accepter. Le sol, situé au cœur de la vieille cité, est toujours un centre commercial actif. Il est alimenté par des norias de voitures qui stationnent n'importe où. On parle de réaménager cette circulation comme de creuser des parkings pour les faire disparaître. Ces vœux sont pour l'instant platoniques.

D'autres villes au Yémen doivent recevoir les mêmes soins. Shibam, dans la province de l'Hadhramout, au sud du pays, classée par l'UNESCO, mais aussi El Hajjra, gros bourg rural niché dans la montagne, avec ses tours de sept à huit niveaux aux blocs de pierre ajustés avec une précision toute romaine. Près de la côte, Beit-El-Faqi et Zabid — décor pour les *Mille et Une Nuits* de Pascalini — dont les maisons en terre se dissolvent lentement dans la poussière, au milieu de ruelles étroites de débris de plastiques imputrescibles. Ou Habbal, près de Taiz, 7 000 habitants, 40 minarets de brique accolés à l'arc de montagne. « Ces villes sont le symbole de notre identité culturelle », explique Abdel Rahman El Haddad. « Ce sont aussi des soldats pour l'habitat et l'économie yéménite. Elles ne faut pas négliger. » Le tourisme qui, au

bout de la péninsule Arabique en est encore à ses débuts : moins de 20 000 personnes par an viennent visiter ce pays qui se présente lui-même, sur ses dépliants publicitaires, comme le royaume de la reine de Saba. La guerre du Golfe — le Yémen fut un des rares pays arabes à soutenir l'Irak — a tari le flot des Anglo-Saxons. Pour l'instant la grande majorité des voyages sont organisés par des agences françaises, allemandes ou suisses qui vendent des circuits « clé en main ».

L'un des objectifs des dirigeants yéménites est bien de faire de ces villes anciennes des pôles touristiques. Le directeur du GOPHCY prétend refuser le « tourisme de masse ». Il lui oppose un tourisme sélectif : « culturel, scientifique ou social ». Mais comme il faut bien accueillir le public « intelligent » et donner une destination à certains grands bâtiments restaurés et aujourd'hui vides — les anciennes résidences du dernier imam, par exemple — on envisage d'en transformer quelques-uns en hôtel. Ainsi le palais de Whadi-Dar, près de Sana'a, étonnante tour de sept étages littéralement posée sur un rocher.

Aussi connu

que la tour Eiffel

Ce bâtiment qui vient d'être réaménagé, aussi connu ici que la tour Eiffel à Paris, offre pour l'instant un dédale vide d'escaliers, de pères et de terrasses. En revanche, celui de Taiz où mourut Fimam Ahmed, criblé de balles en 1962, après une interminable agonie, est plein comme un œuf : on y expose les effets personnels de l'ancien souverain, dérisoirement cotés, allant de ses chaussures à ses médicaments, de son ultime chaise roulante aux mille et un cadeaux qu'il recevait : stylos Mont-Blanc par bottes, montres par paquets, parfums à la douzaine. Un bric-à-brac quotidien et, somme toute, modeste.

A Aden, le patrimoine architectural se borne à des entités et des constructions déclassées, souvenirs de la colonisation anglaise. La France a réhabilité le siège de l'ancienne Compagnie Bardey, aujourd'hui chambre de commerce de la ville, qui abrite Rimbaud — Rambo pour les arabophones — lors de ses passages dans cet « effroyable » qu'il honnissait (le *Monde* du 15 novembre). La maison blanche à veranda s'orne maintenant d'une belle mosaïque bilingue où l'on apprend que ce haut lieu de la poésie mondiale va devenir un site culturel franco-yéménite. Vite, elle ne restera, pour l'instant, que des échos du terrain de football voisin. Et risque de rester, demain, un modeste « échantillon blanc » au bord de la mer Rouge.

EMMANUEL DE ROUX

(1) En 1988, le PNB de la République du Yémen (Nord) était estimé à 645 dollars par habitant et celui de la République démocratique du Yémen (Sud) à 470 dollars. La réunification des deux pays a eu lieu en 1990.

(2) Officiellement un dollar US = 12 rials. En réalité le cours du dollar atteint 26 rials chez n'importe quel commerçant.

DANSE

Les héros de Vérone

La version de Nouriev pèse quinze tonnes mais les miracles sont toujours possibles

ROMÉO ET JULIETTE
à l'Opéra Garnier

Rudolf Nouriev étant tout sauf ignorant des choses de la danse, il faut admettre que c'est le sadisme qui lui a inspiré la chorégraphie de son *Roméo et Juliette*. Le mot « tarabiscage » est faible : les jambes tricotées à cent à l'heure dans tous les sens, affrontant des difficultés techniques même pas « payantes ». Chacun ne pensant qu'à sauver sa peau, on le comprend, les « ensembles » n'ont pas, et souvent cafoillent ; les solistes doivent ajuster l'héroïsme au brio pour que la soirée — trois heures et demie y compris deux entractes — s'achève sans l'intervention du SAMU. Trop de redites, de tunnels — les acrobates, l'aubade rose bonbon

offerte par Paris, les piteuses de la bande à Roméo etc. oblitèrent le mérite de cette version : nous perdons une *Vérone* truculente et vivante. Passons sur quelques contresens dramaturgiques qui cisailent le fil de l'action, comme sur la partition boursoyée de Prokofiev...

On n'ira cependant pas jusqu'à réviser la palme du martyre pour avoir vu ce *Roméo* trois fois en une semaine, l'intérêt des distributions diverses pour les rôles principaux l'emportant sur les lourdeurs. Difficile de danser plus eff, plus soupir, bref de danser mieux que Manolo Legra. Mais ce *Roméo* poète, élégant et rêveur n'a jamais été amoureux de sa Juliette — Elisabeth Maurin, à qui l'on ne peut faire aucun reproche, sinon de ne pas nous captiver. La sensation, ce soir-là, c'est le Tybalt de Kaldar Belarbi, jadis des derniers cercles de l'enfer, l'âme caressée et la danse cinglée comme une cravache.

Le *Roméo* de Nicolas Le Riche, dix-neuf ans, fraîchement et un peu prématurément — nommé premier danseur. Charmant visage, nobles proportions, dons évidents : la nature n'a pas été pingre envers lui, mais bébé Le Riche est encore brut de décoffrage, c'est normal. Et par ailleurs encore pataud. Il fallut à Claude de Vulpien, sa Juliette, tout son métier pour « assurer » dans certaines pirouettes ou portés audacieux. Si brillant d'ailleurs, Lionel Delanoë — grimpé lui aussi à l'échelon premier danseur qu'il méritait depuis longtemps — se montrait en Mercutio un peu en dessous de lui-même ; personne n'est parfait.

Et puis avec Sylvie Guillem (1) et Laurent Hilaire, ce n'est pas seulement la danse à son plus haut som-

met qui entra sur le plateau, c'est aussi le théâtre, la sa plus avouée magie. Ils furent les seuls à inventer maints détails justes qui renforçaient l'authenticité dramatique — *Roméo* découvrant à sa main ensanglantée que Mercutio est mort, son désespoir d'avoir tué Tybalt, Juliette giffant puis étreignant l'assassin de son cousin... Ils construisaient leurs rôles contre l'arche d'un pont, depuis l'insouciance adolescente jusqu'à la maturité née du malheur et du pressentiment de la mort. Ils furent *Roméo* et *Juliette* avec un emportement et une violence inouïs, prenant des risques fous, faisant sursauter les dames par tant de beauté et de vérité mêlées. Cette grâce de théâtre contaminant le plateau, on vit Richard Wilk réviser soudain la brutalité de Paris lorsqu'il croit Juliette conquise, Wilfrid Rammler prêter une complexité tourmentée à Tybalt, et Pierre Dardar marquer de sa singularité personnelle le rôle plutôt pâle de Benvolio.

SYLVIE DE NUSSAC

(1) Guillem devait danser avec le Ballet de l'Opéra deux *Lacs des cygnes* en juillet prochain. C'est à l'eau. Comme elle est plutôt grande, elle a demandé quelques modifications de distribution pour ne pas avoir à jouer *Blanche-Neige* et les sept nains. Reins de l'administration : on ne peut plus changer les distributions. Prétexte bouffon, lorsqu'on sait que l'Opéra n'a jamais fourni de grilles définitives avant la première. Victime de cette nouvelle loi, le public parisien, qui ne verra plus la divinité de la saison. Bravo et merci.

Jusqu'au 31 décembre en soirée à 19 h 30, en matinée à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

CINÉMA

Polar nostalgie

La résistible ascension de Charlie « Lucky » Luciano
gangster fameux et ami fidèle

LES INDOMPTÉS
de Michael Karbelnikoff

Quand l'imagination est en panne, reste le polar d'action. Avec deux solutions : le duo de flics que tout oppose : jeune et vieux, noir et blanc, citadin et paysan, juif et irlandais, italien et californien ; ou la résistible ascension d'un mafioso, de préférence ; quand le budget permet une reconstitution rétro soignée ; quand les années de la prohibition. C'est cette dernière option que Michael Karbelnikoff a choisie pour son film *Les Indomptés*, ou la légende de Lucky Luciano. Ayant assisté à l'humiliation de son père par le parrain du quartier, le jeune homme — Christian Slater — n'a de cesse de devenir assez fort, d'une part pour ne pas avoir à se soumettre, d'autre part pour éventuellement se venger. Ayant vu l'autre parrain du quartier faire cyniquement tuer devant lui son propre neveu, le décide désormais que la famille, de nos jours, ça ne veut plus rien dire, et que l'ambition est la plus sûre des sauvegardes.

Vitil pour la « psychologie », le reste en découle. Luciano et son lieutenant Costello, Costas Mandylor, se lient d'amitié avec deux voyous juifs, Patrick Dempsey et Richard Grieco, qui leur permettent d'élargir leur territoire. En plus, ils s'aident bien et se complètent. Etant juif, Patrick Dempsey possède un esprit subtil et tortueux dont il fait profiter Christian Slater, qui se revanche lui-même la vie trois fois, et qui, étant italien, séduit la terre entière, y compris les deux parrains — Michael Giam-

bon et Anthony Quinn — pour mieux les abattre.

Tout y est : les personnages exemplaires, le scénario simple comme une complainte. Les quatre gangsters sont beaux, loyaux, francs, sympas en dépit des massacres ; le tueur singé ; Nicholas Sad, qui pour son rôle, a été important au cinéma, tient à ce que ça marque et se remarque ; l'animation pittoresque des rues new-yorkaises au début du siècle, le mariage juif, les bars à jazz, les danses de débauche, la scène esthétiquement torride dans la pénombre, les salons à boiserie, les couleurs brunes dans des éclairages dorés : la reconstitution rétro soignée, avec la distance nostalgico-macabre. Pourquoi pas, on a déjà vu des films de ce genre, mais justement on en a beaucoup vus, et des formidables, depuis les *Parrains* jusqu'à *Miller's Crossing* des frères Coen, en passant par *Les Incorruptibles* de De Palma, *King of New York* d'Abel Ferrara ou même *Colton Clark*. Michael Karbelnikoff ne se prive pas de les citer, à la manière des publicités qui visent la référence immédiate en piquant un décor, une silhouette, une formule. En plus, le film dure deux heures, dont une heure et demie de pittoresque gracieux aotao q'o'co'ouyem. La dernière demi-heure est faite de massacres — le sang épais et noir coule lentement en nappes infinies. Les comédiens se défendent comme ils peuvent. Une curiosité cependant, Anthony Quinn. Il cabotine comme jamais. D'abord on rit, ensuite on s'agace, enfin on admire : il a osé.

COLETTE GODARD

Ne pe

1949

Pierre Sabagh

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Le premier journal

1901

Ne perdons pas notre mémoire

1949

Pierre Sabbagh réalise le premier journal télévisé.

1991

1.300.000 documents radio-télévisés constituent une richesse inestimable que nous devons préserver.

Faute de moyens suffisants, 2 000 heures de programmes seulement peuvent être restaurées chaque année par l'Institut National de l'Audiovisuel.

A ce rythme, des milliers d'émissions, parfois non encore inventoriées, sont menacées par le vieillissement des films et vidéos, alors que les techniques actuelles permettent d'en assurer la sauvegarde par transfert sur des supports modernes.

Depuis 50 ans la télévision et la radio nous offrent le monde. Nous n'avons pas le droit de laisser disparaître cette nouvelle mémoire, les souvenirs de millions d'hommes qui ont, un jour de juillet, marché sur la lune.

*Cinq Colonnes à la Une,
Dim Dam Dom,
Bonne Nuit les Petits,
36 Chandelles,
La Piste aux Etoiles,
Apostrophes,
Le Masque et la Plume,
Radioscopie...*

Des moyens nouveaux, spécifiques, publics et privés, doivent d'urgence être affectés à la mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de sauvetage du Patrimoine audiovisuel français.

Faites part de vos réactions à :
"Sauver le Patrimoine Audiovisuel Français"
BP 179 - 75224 Paris Cédex 05

Plus de 400 personnalités ont signé l'appel pour la sauvegarde du Patrimoine audiovisuel français

Chantal AKERMAN, Béatrice AGENIN, Hélène AHRWEILER, Roberto ALAGNA, Annick ALANE, Janine ALEXANDRE-DEBRAY, Philippe ALFONSI, René ALLIO, Jean AMADOU, Marcel AMONT, ANEMONE, Louis ARBESSIER, Jacques ARDOUIN, Philippe ARII-BLACHETTE, ARLETTY, Jean ARNAUD, Michèle ARNAUD, Stéphane AUDRAN, Jean-Pierre AUMONT, Charles AZNAVOUR, Pierre BADEL, Rachid BAHRI, Edwin BALLY, Claude BALLIF, Jean-François BALMER, Alain BANCQUART, Maurice BAQUET, Michel BARAK, Ricet BARRIER, Georges BARBOTEU, Jean BARDIN, Claude SARMA, Jacqueline BAUDRIER, François BAYLE, Marie-Paule BELLE, Pierre BELLEMARE, Lolek BELLON, Jean BENGUIGUI, Pierre BERGE, Yves BERGER, Christian BERNADAC, Roland BERTIN, Etienne BIERREY, Virginie BILLETDOUX, Catherine BINET, Gérard BLAIN, Marcel BLUWAL, Claude BOISSOL, Pierre BONTE, Alphonse BOUDARD, Jean-Claude BOUILLON, Sylvie BOUJSSOU, Evelyne BOUX, Christian BOURGOIS, Pierre-André BOUTANG, Pierre BOUTELLER, Bernard BOUTHER, Jean-Pierre BOUVIER, Pascale de BOYSSON, Charles BRABANT, Pierre BRACQUE, Pascale BREUGNOT, Philippe BRIGAUD, Nicolas BRIGAUD-ROBERT, Jean-Claude BRINGUIER, Gérard CALVI, Marie CARDINAL, Pierre CARDINAL, Jean-Claude CARRIERE, Marie CASARES, Marc CASSOT, Raymond CASTANS, Robert CASTEL, André CASTELLOT, Maryse CASTETS, Jean-Mane CAVADA, Jean CAZENAVE, Daniel CECCALDI, Elisabeth CHADBURN, François CHALAIS, Alain CHAMFORT, Françoise CHANDERNAGOR, Guy CHAPELIER, François CHAUMETTE, Robert CHAZAL, Andrée CHEDID, Denis CHERAY, Maurice CHEVIT, Bernard CHEVRY, Françoise CHRISTOPHE, Georges-Emmanuel CLANCIER, Robert CLARKE, Stéphane COLLARO, Marie COLLIN, Philippe COLLIN, Jean-Louis COMOLLI, Claudine COSTER, Philippe COTTEREAU, Nicole COURCEL, Bernard COUSIN, Jacques-Yves COUSTEAU, Edgardo COZARINSKY, Alain CROMBECQUE, Jean-Loup DABADIE, Jacques DACOMINE, Musée DALBRAY, Evelyne DANDRY, Claude DARGET, Gérard DARRIEU, Régis DEBRAY, Georges de CAUNES, Alain DECAUX, Hélène DELAVALT, Danièle DELORME, Mylène DEMONGEOT, Alain DEMOUZON, Jacques DENIS, Pierre DESGRAUPES, Claude DESIRE, Sophie DESMARETS, Natalie DESSAY, Bernard DHERAN, Robert DHERY, Manu DIBANGO, Jean DIGNE, Sacha DISTEL, Hélène DUC, François-René DUCHABLE, Michel DUCHAUSOY, Marc DUDICOURT, Hugues DUFOURT, Maurice DUGOWSON, Antoine DUHAMEL, Gabriel DUSSURGET, Yves DUTEL, Henri DUTILLEUX, Annie ERNAUX, Miquel-Angel ESTRELLA, Michel ETCHEVERRY, Jacques FABBRI, Françoise FABIAN, Maurice FAILEVIC, André FALCON, Michel FANO, Jacques FANSTEN, Michel FAVORY, Luc FERRARI, Marc FERRO, Edwige FEUILLE, Georges FILLIOUD, Georges FOLGOAS, Yolande FOLLIO, Jean-Charles FONTANA, Patrice FONTANAROSA, Viviane FORRESTER, Jean FRAPAT, Bernard FRESSON, Denis FREYD, Nicolas FRIZE, Catherine FROT, Gérard FROT-COUTAZ, Maurice FRYDLAND, Michel FUGAIN, Patrick GANDREY-RETY, Ginette GARCIN-BEAUVAIS, Maurice GARREL, Victor GARRIVIER, Fabien GASTELLIER, Anne GAYLOR, Françoise GAZIO, Daniel GELIN, Olga GEORGES-PICOT, Georges GERET, Raymond GEROME, Paul GIANNOLI, Roger GICQUEL, Hubert GIGNOUX, Philippe GILDAS, Claude de GIVRAY, Mathieu GLAMMAN, Christine GOUZE-RAYNAL, Gérard GOZLAN, Roger GRENIER, Pierre GRIMBLAT, Alfred GROSSER, Benoîte GROULT, Jean-Pierre GUERIN, Paul GUERS, Edouard GUIBERT, Paul GUIMARD, Fernand GUIOT, André HALIMI, Roger HANIN, Clément HARARI, Sabine HAUDEPIN, Frédérique HEBRARD, Michel HONORIN, Yvette HORNER, Elisabeth HUPPERT, Etienne IMER, Claude JADE, Dominique JAMET, Armand JAMMOT, Alain JAUBERT, Betsy JOLAS, Pascal JOSEPH, Yves JOUFFA, Mauricio KAGEL, Jean-Pierre KALFON, Sylvain KASSAP, Liliane de KERMADEC, Hubert et Monique KNAPP, Yannis KOKKOS, Michèle KOKOSSOWSKI, Jacques KRIER, Jean LABIB, Mérie LABORIT, Jeanne LABRUNE, Jacques LACARRIERE, Jean LACOUTURE, Bernadette LAFONT, Jean-Philippe LAFONT, Alexandre LAGOYA, Michèle LAGRANGE, Jean LALLIER, Serge LAMA, Hervé LAMY, Vincent LAMY, Marcel LANDOWSKI, Catherine LANGEAIS, Janine LANGLOIS-GLANDIER, Jean LANZI, Dominique LAPIERRE, Michèle LAROCHE, Gilbert et Marielle LARRIAGA, Jacques LASSALLE, Odette LAURE, Jacques LAURENT, Jean-Jacques LAURENT, Bernard LAVALLETTE, Dominique LAVANANT, Jean-Patrick LEBEL, Fernand LEDOUX, Jacques LEGRAS, Francis LEMARQUE, Guy LESSERTISSEUR, Vincent LE TEXIER, Ivan LEVAL, Denise LEVAILLANT, Stéphane LOBER, Michel LONSDALE, Fabrice LUCHINI, Pierre MAGUELON, Jean MAILLAND, François MAISTRE, Robert MALLE, Françoise MALLE-JORIS, Jeanne MANSON, Robert MANUEL, Jean MARAIS, Jean-Pierre MARIELLE, Christian MARIN, Claude MARTINEZ, Jean-Louis MARTINOTY, Claude MASSOT, Paloma MATTA, Jacques MAUCLAIR, Jean-Michel MAUFFRAY, Claude MAURIAC, Jean-Jacques MAURIAT, Bernard MENEZ, Daniel MESGUICH, Alex METAYER, Jean-Michel MEURICE, Costin MIEREANU, André MIOUET, Jean-Pierre MIOUET, Francis MIROGLIO, Nine MOATI, Serge MOATI, Claude MOLLARD, Pierre MONDY, Bruno MONSANGEON, Yves MONTAND, Alain MOREAU, MOULOUDJI, Georges MOUSTAKI, Louise NEIL, Tim NEWMAN, Bernard NOEL, François NOURISSIER, Maurice OHANA, Erik ORSENNA, Pascal ORY, Claude OTZENBERGER, Jacques OUREVITCH, Geneviève PAGE, Jacques PANISSET, Michel PERICARD, Michèle PERROT, Michel PEYRELON, Michel PHILIPPOT, Jean PIAT, Roger PIC, PIEM, Claude PIEPLU, Roger PIERRE, Philip PLAISANCE, Jean POIRET, Michel POLAC, Frédéric POTTECHER, Paul PREBOIST, Jacques PREBOIST, Patrick PREJEAN, Micheline PRESLE, Gilles PRIVAT, Suzanne PROU, Liliane PRUVOST-SORVAL, Paul PUAUX, Yann OUEFFLEEC, Anne QUEFFLEEC, Michel RAGON, Albert RAISNER, Jean-Pierre RAMSAY-LEVI, Madeleine REBERIOUX, Pierre-Jean REMY, Jacques RENARD, Line RENAUD, Maurice RHEIMS, Claude et Catherine RICH, Pierre RICHARD, Catherine RIHOIT, Jean-Pierre RIOUX, Yves ROBERT, Madeleine ROBINSON, Eric ROHMER, Jean-Louis ROLLOT, Aldo ROMANO, Michèle ROSIER, Michel ROTMAN, Jacques ROULAND, Michel ROUX, Jacques ROUXEL, Claude ROY, Pierre SABBAGH, Jacques SALLEBERT, Jacques SALLES, Claude SAMUEL, Raoul SANGLA, Claude SANTELLI, Pierre SANTINI, Ernestine SARRAZIN, Catherine SAUVAGE, Pierre SCHAEFFER, Louis SCLAVIS, Alain de SEDOUY, Sandrine SEGUI, Jacques SEILER, Guy SELIGMANN, Jean-Pierre SENTIER, Jacques SERRES, Fabienne SERVAN-SCHREIBER, Maurice SEVENO, Pascal SEVRAN, Marc SIMENON, Mété SIMON, Yves SIMON, SMAIN, Patrick SOBELMAN, Philippe SOLLERS, Jean-François SOULET, Alexandre STEWART, Danièle STREIFF, Alain TAIEB, Alexandre TARTA, Katia TCHENKO, Pierre TCHERNIA, Laurent TERZIEFF, Emilian TESSIER, Marcel TEULADE, Janine TILLARD, Henri TISOT, Olivier TODD, Jacques TOJA, Jean TOPART, Marie-Ange TODOROVITCH, Jean-Loup TOURNIER, Maurice TRAVAIL, Jacques TREBOUTA, Guy TREJAN, Annie TRESGOT, Jean-Paul TRIBOUT, Roger TROPEANO, Alain TRUTAT, Charlotte de TURCKHEIM, Monzon URIA, José VAN DAM, Jean VAUTRIN, Jean-Luc VIALA, Eliane VICTOR, Elisabeth VIDAL, Pierre VIDAL-NAQUET, Marie-Henriette VIGIER, Hervé VILARD, Claude VILLERS, Hélène VINCENT, Pierre VIOT, Michel VITOLD, Frédéric VITOUX, Marina VLADY, Bernard WALLON, Jean-Dieder WOLFROMM, Françoise XENAKIS, Rika ZARAI, Léon ZITRONE.

Agence B&Cie

Ne laissons pas le temps effacer nos souvenirs et notre histoire.

SPECTACLES

THÉÂTRE

ARCANES (43-38-18-70). La Valse avant la nuit : 20 h 30.
LE SOUVIRIL (43-72-47-84). Entre ciel et terre : les manuels du 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de Mme Akou : 21 h.
DAUNOU (42-61-89-14). Couscous le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45.
EDGAR (43-20-65-11). Les Faux Jurons : 20 h 15. Les Babas cadras : 22 h.
ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Armand : 20 h 45.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 20 h 15.
GUICHET MONTMARNASSE (43-27-89-61). Eux seuls le savent : 19 h 45. La Plus Forte et Paris : 20 h 30. Le Ticket : 22 h 15. Libération : 22 h 15.
HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrice chevre : 19 h 30. La Lapon : 20 h 30. Robin à New York : 21 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Nuit et le Moment : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Berserk : 19 h 45.

Medemoiselle Else : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30.
NARAIAS (42-78-03-53). Pat et Sarah : 21 h. Jugement : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Magic Palace : 20 h 30.
PALAISS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-38). Chantal Ladeou : 20 h 30. Le Syndrome de Stockholm : 22 h.
PALAISS ROYAL (42-67-59-81). Valérie Lemerrier au Palais-Royal : 20 h 30. Renaissance (42-06-18-50). Chantal Goffe : 21 h.
THEATRE EN ACTES (43-57-35-13). Trois dramaturges : 21 h.
THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-07-89). The Hound of the Baskervilles : 14 h 30 et 20 h 30. Arènes. Après l'amour : 14 h 30 et 20 h 30. Belle de Mai. Les calmans sont des gens comme les autres : 14 h 30 et 20 h 30.
THEATRE MODERNE (48-74-10-75). No Woman's Land : 20 h 45.
THEATRE DE NESLE (48-34-81-04). Baudelaire : 14 h 30. Noël Hardy : 22 h.

2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). George V, 8 (45-62-41-48). Paramount Opéra, 8 (47-42-59-31). Les Nations, 12 (43-43-04-67). Fauvette, 13 (47-07-55-38). Gaumont Parnasse, 14 (43-20-65-11). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FISHER KING (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). George V, 8 (45-62-41-48). Gaumont Parnasse, 14 (43-20-65-11). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FLEURS DU MAL (F.). George V, 8 (45-62-41-48).
HANGING WITH THE HOMEBODIES (A. v.o.). Images d'ailleurs, 5 (45-37-18-09). v.f. Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).
HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS (A. v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-86).
HIDDEN AGENDA (B.). v.o. : Utopia, 6 (43-29-84-65). République Cinéma, 11 (49-05-51-33).
HIT MAN (A. v.o.). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.). v.o. : Utopia, 6 (43-29-84-65). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
HOT SHOTS I (A. v.o.). George V, 8 (45-62-41-48). v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
J'EMBRASSE PAS (F.). Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
JACQUOT DE NANTES (F.). v.o. : Lucernaire, 15 (45-74-93-50).
JESUIT JOE (F.). v.o. : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). Studio 28, 15 (46-06-36-07).
JUSQU'AU SOUT OU MONOE (F.). v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28).
LA NEIGE ET LE FEU (F.). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LA TOTALE. Film français de Claude Lelouch, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES INDOMPTÉS. Film américain de Michael Karbelnikoff, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LUCKY LUKE. Film américain de Terence Hill, v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
MANUEL, LE FILS EMPRUNTÉ. Film canadien de François Lévesque, 1 (42-33-42-28).
NIGHT ON EARTH. Film américain de Jim Jarmusch, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
ROCKETEER. Film américain de Joe Johnston, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Action Éclaire, 5 (45-37-18-09).

LARRY LE LIQUIDATEUR (A. v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC Odéon, 8 (43-25-59-53). UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-48). v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50). Gaumont Opéra, 8 (47-42-59-31). UGC Gobelins, 13 (45-61-84-59).
LES LIASONS DANGEREUSES (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).
MA VIE EST UN ENFER (F.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Rex, 2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). George V, 8 (45-62-41-48). Pathé Française, 8 (47-70-10-86). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (43-43-01-67). UGC Gobelins, 13 (45-61-84-59). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). UGC Maillet, 17 (40-88-00-18). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
MALINA (A. v.o.). Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A. v.o.). George V, 8 (45-62-41-48). Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
MAYRIG (F.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28). Bretagne, 8 (42-22-72-52). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Française, 8 (47-70-10-86). Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43). Fauvette, 13 (47-07-55-38). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
MON PÈRE CE HÉROS (F.). UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LA MORT D'UN MAÎTRE OE (F.). v.o. : Épée de Bois, 5 (43-57-35-43).
LA NEIGE ET LE FEU (F.). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LA TOTALE. Film français de Claude Lelouch, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES INDOMPTÉS. Film américain de Michael Karbelnikoff, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LUCKY LUKE. Film américain de Terence Hill, v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
MANUEL, LE FILS EMPRUNTÉ. Film canadien de François Lévesque, 1 (42-33-42-28).
NIGHT ON EARTH. Film américain de Jim Jarmusch, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
ROCKETEER. Film américain de Joe Johnston, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Action Éclaire, 5 (45-37-18-09).

87-35-43 ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-55-38) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).
NIKI (F.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).
NUAGE PARADIS (Sov.). v.o. : Saint-André-Arts 1, 6 (43-28-48-18).
OPÉRATION CONDOR (Hong Kong, v.f.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-86).
PARIS STÉVILLE (F.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-52). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01).
LE PAS S'USPENDU DE LA CIGOGNE (F.). v.o. : Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Europe Pathé (ex-Reflex Pathé), 8 (43-54-15-04). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
PAYSAGE AVEC FEMME (Yug.). v.o. : Lucernaire, 8 (45-44-57-34). L'Espresso, 14 (45-43-41-53).
PENSÉES MORTUELLES (A. v.o.). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). v.f. : Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50).
LA PLAINTA DE L'IMPÉRATRICE (A. v.o.). v.o. : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
POISSON (A. v.o.). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
PRETTY WOMAN (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
PROOF (Aust.). v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28). Lucernaire, 8 (45-44-57-34). Studio 28, 15 (46-06-36-07).
PROSPERO'S SPOOKS (Brit.-Hol.). v.o. : Épée de Bois, 5 (43-57-35-43).
RAGE (A. v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28). Images d'ailleurs, 5 (45-37-18-09). Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
RIEN QUE DES MENSONGES (F.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28). Pathé Impérial, 2 (47-42-59-31). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). v.f. : Pathé Française, 8 (47-70-10-86). Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50).
ROGAP (F.). v.o. : Accatone, 6 (46-36-10-86).
SAILOR ET LULA (F.). v.o. : Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Studio Galand, 5 (43-54-42-34).
SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.). Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Studio des Ursulines, 8 (43-26-19-08).
LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Cinoche, 6 (48-33-10-82). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).
STEPPING OUT (A. v.o.). UGC Danton, 8 (42-25-10-30).
LA TENTATION DE VÉNUS (Brit.). v.o. : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
TERMINATOR 2 (A. v.o.). UGC Normandie, 8 (45-63-18-16). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).
THE ADJUSTER (Can.). v.o. : La Beaulieu, 1 (43-07-45-83).
INDIAN RUNNER (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
THELMA ET LOUISE (A. v.o.). George V, 8 (45-62-41-48).
TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.). Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Le Barry Zbars, 11 (43-57-51-55).
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Al.). Lucerna, 8 (42-72-47-86). UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84).
TROUBLES (A. v.o.). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE (F.). URGIA (Fr.-Sov.). v.o. : Pathé Haute-Faule, 8 (46-33-79-38). Elysées Lincoln, 8 (43-59-35-14). Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50).
VAN GOGH (F.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). La Pagode, 7 (47-06-59-08). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). Les Trois Balzac, 8 (45-61-84-59). Gaumont Parnasse, 14 (43-20-65-11). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
LA VIELLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (F.). Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chin.). v.o. : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53).

LES GRANDES REPRISES
ACCIDENT (Brit.). v.o. : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
ANDRÉ ROUBLEV (Sov.). v.o. : Saint-André-Arts 1, 6 (43-28-48-18).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It.). v.o. : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34). v.f. : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
CHARADE (A. v.o.). Action Rive Gauche, 8 (43-28-44-40).
DOCTEUR FOLAMOUR (Brit.). v.o. : La Cinéma - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-42-34).
DOCTEUR JERRY ET MISTER LOVE (A. v.o.). Racine Odéon, 8 (43-26-19-08).
DOWN BY LAW (A. v.o.). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53).
EASY RIDER (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
FANTASIA (A.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
GRAND CANYON (A.). La Gédé, 16 (40-05-80-00).
HISTOIRES EXTRAORDINAIRES (F.). Accatone, 6 (46-36-10-86).
MEET ME IN SAINT LOUIS (A.). v.o. : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-77-77). Elysées Lincoln, 8 (43-59-35-14).
LE MILLIARDOIRE (A. v.o.). Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
MYSTERY TRAIN (A. v.o.). Passage du Nord-Ouest, caféciné, 8 (47-70-31-47).
LES QUATRE FILLES DU DR MARCH (A. v.o.). Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-77-77).
LE RETOUR DE LA PANTHÈRE ROSE (Brit.). v.o. : La Cinéma - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-42-34).
LES TEMPS DES GITANS (Yug.). v.o. : Lucernaire, 8 (45-44-57-34).
TOP HAT (A. v.o.). Mac-Mahon, 17 (43-28-79-89).
VAN GOGH (F.). v.o. : Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
AMPHITRYON. Festival d'automne à Paris (43-25-70-32). Mercredi, jeudi, vendredi (dim.), à 20 heures.
BERNARD MABILLE. Bobino (43-27-75-75). (dim., soir., lun.). 21 heures ; mar., 22 h 30 ; dim., 15 h 30 (18).
CALIGULA. Mathurins (42-95-00-00) (dim., soir., lun.). 20 h 45 ; dim., 15 heures (18).
COLLIER DE NOUILLES. Café de la gare (42-78-52-51) (dim., lun.). 18 heures (18).
MOBY DICK. Bateau-théâtre (face au 3, quai Malaquais) (40-51-84-53) (dim., soir., lun.). 20 h 30 ; dim., 18 heures (18).
SALOMÉ. Théâtre de Nesle (46-34-61-04) dim., 19 heures (18).
REMY-MÉNAGES. Saint-Maur. Théâtre Rond-Point Liberté (48-99-10-10). Vendredi, samedi à 21 heures ; dimanche à 15 heures (19).

SANS DESSUS DESSOUS. Movies (46-74-14-22). Jeudi, vendredi, samedi à 19 h 30 (18).
RICHARD TAYLOR. Point-Virgule (42-78-07-03) samedi 0 heure (21).
LA VILLE D'OU LE RIVER A DISPARU. Théâtre national de l'Odéon. Petite Salle (43-25-70-32). Jeudi, 18 heures ; samedi, 15 heures (19).
LES CAMELONS FOU. Déjazet (TUP) (42-74-20-50). Jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (dim.) (19).
LE FILS DE L'ULSTER EN MARCHÉ VERS LA SOMME. Théâtre national de l'Odéon. Petite Salle (43-25-70-32). vendredi, 15 heures ; samedi, 18 heures (20).
LA PROSE DU TRANSSIBÉRIEN ET DE LA PETITE JEHANNE. Bateau-théâtre (face au 3, quai Malaquais). Docteur Paredis (40-51-84-53) (mar., dim., lun., mar.) 20 h 30 (21).
L'ONDE MYSTÉRIEUSE. Roussou Théâtre (42-71-30-20) 14 h 30 (23).

2 (42-36-83-93). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). George V, 8 (45-62-41-48). Paramount Opéra, 8 (47-42-59-31). Les Nations, 12 (43-43-04-67). Fauvette, 13 (47-07-55-38). Gaumont Parnasse, 14 (43-20-65-11). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
FISHER KING (A. v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). George V, 8 (45-62-41-48). Gaumont Parnasse, 14 (43-20-65-11). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES FLEURS DU MAL (F.). George V, 8 (45-62-41-48).
HANGING WITH THE HOMEBODIES (A. v.o.). Images d'ailleurs, 5 (45-37-18-09). v.f. : Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).
HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS (A. v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-86).
HIDDEN AGENDA (B.). v.o. : Utopia, 6 (43-29-84-65). République Cinéma, 11 (49-05-51-33).
HIT MAN (A. v.o.). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.). v.o. : Utopia, 6 (43-29-84-65). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
HOT SHOTS I (A. v.o.). George V, 8 (45-62-41-48). v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A. v.o.). Cinoche, 6 (48-33-10-82).
J'EMBRASSE PAS (F.). Cinoche Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-53). UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
MON PÈRE CE HÉROS (F.). UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LA MORT D'UN MAÎTRE OE (F.). v.o. : Épée de Bois, 5 (43-57-35-43).
LA NEIGE ET LE FEU (F.). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LA TOTALE. Film français de Claude Lelouch, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-59-31). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LES INDOMPTÉS. Film américain de Michael Karbelnikoff, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). Pathé Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27). Pathé Clichy, 15 (45-22-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-86).
LUCKY LUKE. Film américain de Terence Hill, v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). Pathé Montparnasse, 14 (43-20

BILLET

Les promesses du chancelier

La surtaxe de 7,5 % sur les revenus que le gouvernement allemand a prélevée au début de juillet pour aider à financer les dépenses entraînées par la réunification ne sera pas reconduite, a déclaré le ministre des finances, M. Theo Waigel, dans une interview publiée par *Welt am Sonntag*.

La déclaration de M. Waigel est importante. Certes, la surtaxe de 7,5 % avait été instituée pour une année seulement. Mais les besoins de financement ont pris une telle ampleur outre-Rhin qu'on pouvait penser qu'une fois encore les promesses ne seraient pas tenues. Après tout, M. Helmut Kohl avait juré ses grands dieux en 1990 que la réunification ne nécessiterait pas d'impôts supplémentaires. « La plus grande tromperie depuis la fondation de la République fédérale », avait commenté l'opposition quand la décision d'élargir les impôts avait été annoncée en février 1991.

La surtaxe de 7,5 % devrait rapporter 22 milliards de deutschemarks, l'équivalent de 75 milliards de francs. Se priver d'une telle ressource quand le déficit public ne cesse de s'aggraver, de quoi surprendre. Si l'on fait la somme des besoins de financement de l'Etat, des Länder, des communes, et des différents fonds chargés de la réunification, on arrive à des sommes astronomiques : 150 milliards de deutschemarks cette année, soit 5 % de la richesse nationale de l'Allemagne. C'est beaucoup et probablement trop.

L'annul pour le reste du monde est que ces déficits ne sont pas près de se résorber, dans la mesure où les dépenses vont continuer de croître. Les besoins de financement risquent fort d'atteindre 200 milliards de deutschemarks l'année prochaine (plus de 680 milliards de francs), soit 7 % du PIB (produit national brut) de l'Allemagne réunifiée. Il faudra, selon les calculs, attendre 1994 pour qu'un début de décade se produise.

Pour financer ces immenses besoins, l'Allemagne fait appel aux impôts, aux taxes, aux cotisations sociales et évidemment beaucoup aux emprunts. Dans la mesure où le gouvernement renonce à prolonger la surtaxe sur les revenus, dans la mesure aussi où il n'augmentera pas la TVA que d'un point (14 % à 15 %) et non de deux comme l'avait suggéré avec un certain courage le ministre des finances, un plus grand recours sera fait à l'emprunt. Les Allemands paieront donc à crédit une partie de la réunification. Un choix national qui va gêner de nombreux pays industrialisés, forcés de supporter les taux d'intérêt allemands. Des taux élevés pour attirer les capitaux étrangers.

ALAIN VERNOLES

Peugeot-SA (PSA) change de nom et de logo. Le groupe automobile français Peugeot SA (PSA) a annoncé, jeudi 19 décembre, le changement de son nom et de son logo pour le 1^{er} janvier 1992. « PSA Peugeot-Citroën » sera la nouvelle appellation du groupe dirigé par M. Jacques Calvet. Cette décision a été prise afin de doter le groupe d'un nom de communication cohérent avec son organisation et respectueux de la culture des deux sociétés automobiles Peugeot et Citroën, qui conserveront leurs logos et images de marque spécifiques.

Manifestation à Bergame contre les suppressions d'emplois à la SNPE. — Quelque 600 salariés, selon la police (2 500 selon la CGT), de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) ont manifesté, samedi 21 décembre à Bergame (Dordogne), pour protester contre les 250 licenciements prévus en 1992 dans cet établissement qui compte 916 personnes.

Le gouvernement défend la position du franc dans le SME

Lundi matin 23 décembre, de bonne heure, la Banque de France a relevé ses taux directeurs, qui passent de 9,25 % à 9,80 % pour les appels d'offres et de 10 % à 10,50 % pour les prises de pension à 5-10 jours. La Banque d'Espagne a monté les siens de 12,50 % à 12,75 %. La veille au soir, la Banque d'Italie avait porté ses taux d'escompte de 11,50 % à 12 %. Ces décisions sont une suite logique du relèvement des taux de la Banque fédérale d'Allemagne jeudi et du rebasement de ceux de la Réserve fédérale des États-Unis.

Cela n'a pas entraîné, dès les premières heures du premier jour de la semaine, la Banque de France et M. Pierre Bérégovoy, ministre des

finances, ont décidé, avec résignation, de manier à nouveau l'arme des taux d'intérêt pour défendre le franc vis-à-vis du mark, dont le cours, à Paris, fléchit toujours. Ils prévoyaient, logiquement, qu'à la baisse d'un point entier du taux d'escompte de la Réserve fédérale des États-Unis, vendredi 20 décembre (le *Monde* daté 22-23 décembre), le fléchissement du dollar allait se poursuivre, prévision vérifiée puisque, lundi, la devise américaine a déjà en recul la semaine dernière, avait perdu au fixing 6 centimes à 5,19 francs et plus de 1 pfenning à 5,173 deutschemark.

Il était certain, en effet, que l'ampleur de la baisse des taux aux États-Unis, la plus forte depuis dix ans, combinée avec le relèvement des taux directeurs de la Banque

fédérale d'Allemagne, portés à leur plus haut niveau historique, allaient propulser vers le haut le deutschemark et déprimer le dollar.

Il était non moins certain que le franc allait souffrir davantage par rapport à une devise allemande dopée par les taux, d'où la décision rapide de la Banque de France « déterminée à maintenir la stabilité du franc dans le Système monétaire européen ». Selon toute vraisemblance, le taux de base des banques (TBB), ramené de 10,25 % le 17 octobre dernier, après l'abaissement du taux d'intervention de la Banque de France (8,25 % contre 8,50 %), et maintenu à son niveau antérieur malgré le relèvement d'un demi-point (8,75 % contre 8,25 %) de ce même taux d'intervention le 18 novembre suivant, devrait être majoré.

Il est possible, toutefois, et il serait éminemment souhaitable, que

la Banque de France diminue les réserves obligatoires des banques, comme elle l'avait fait le mois dernier pour compenser le manque à gagner entraîné par le maintien du TBB. Certes, ledit TBB ne gouverne que 17 % des prêts bancaires, accordés essentiellement aux PME et aux particuliers, le taux des autres 83 % étant indexé sur le loyer de l'argent du marché interbancaire. Mais ce serait autant de gagné à un moment où les entreprises ressentent durement le ralentissement de l'économie.

A cet égard, la France se trouve cruellement et injustement pénalisée par l'obligation où elle se trouve de durcir sa politique monétaire, à contre-courant de la conjoncture domestique : elle est le seul pays actuellement à respecter les normes définies au sommet de Maastricht en matière d'inflation et de déficit budgétaire.

Ce n'est pas le cas de l'Italie, où

le gouverneur de la Banque centrale, M. Carlo Ciampi, a dû convenir que « les conditions de notre économie, en particulier la persistance de l'inflation (+6,4 % en 1991, contre 3,1 % en France) où des niveaux nettement supérieurs à ceux des autres pays du SME, ainsi que l'état des finances publiques, ne permettent pas d'adopter d'une politique des taux divergente de celle de nos partenaires ». A Rome, comme à Paris, la hausse des taux directeurs n'a pas été décidée sans regret, la croissance de l'économie dans la Péninsule s'étant ralentie à 1 % en 1991.

En début de semaine, donc, tous les pays de la CEE avaient suivi l'Allemagne dans sa hausse des taux, à l'exception de la Grande-Bretagne. La zone mark est, décidément, bien soudée.

FRANÇOIS RENARD

Le grand écart

Suite de la première page

Le marché parisien était alors devenu pour la première fois le moins cher du SME (Système monétaire européen). Un mois plus tard, il fallut corriger le tir.

Et un nouveau relèvement des taux directeurs a été décidé le 23 décembre. Autre coup de semonce qui n'a pas pu contribuer à changer le climat en Europe : la décision prise le 4 décembre, sans crier gare, par la Banque de Suède de porter son taux de 11,5 % à 17,5 % (il a été ramené depuis lors à 15 %), pour défendre la couronne fragilisée par la dévaluation du mark finlandais. Les devises des pays européens petits et moyens, qui supportent plus que le deutschemark, ont perdu une partie de leur attrait, même si, pour l'instant, la peseta reste en tête du peloton des monnaies du SME.

Il n'empêche que les manœuvres en sens opposé auxquelles se livrent actuellement les deux instituts d'émission les plus importants se déroulent dans des circonstances qui dénotent leur discordance au point de vue de la politique monétaire. Ne rappelons ici que deux précédents. A la mi-octobre 1987, les autorités monétaires allemandes relèvent leurs taux. James Baker, qui est alors secrétaire au Trésor, prend la parole et annonce qu'il n'a pas l'intention de faire baisser le dollar. Ses propos ont la spéculation à la baisse qui, fait déjà, depuis plusieurs jours, rage à Wall Street. C'est le krach.

Des mobiles d'action différents

Quatorze ans et demi plus tôt, c'est précisément la combinaison du laxisme américain avec la vigilance anti-inflationniste germanique qui déclenche d'énormes déplacements de capitaux. Le système des taux de change fixes dit de Bretton Woods (du nom de la conférence monétaire qui eut lieu en juillet 1944) ne tarda pas d'être emporté dans la tourmente. Entre ces deux événements, d'autres crises monétaires et financières eurent lieu, provoquées ou aggravées par la même cause. Chaque fois, c'est la perspective d'une chute du dollar qui met le feu aux poudres.

Ce n'est donc pas la divergence des politiques qui est, en soi, un facteur de déséquilibre et de trouble. C'est le fait que, d'un pays on groupe de pays à l'autre, les priorités et les mobiles d'action ne soient pas les mêmes. Ici, on considère la surveillance du pouvoir d'achat, interne et externe, de la monnaie comme un impératif : c'est en gros le cas de l'Allemagne et, à son imitation, celui d'un nombre croissant de pays européens (sans parler du Japon). Là, on estime plus ou moins ouvertement, selon les circonstances, que la dépréciation peut avoir du bon, pour stimuler l'activité et conquérir (ou reconquérir) des parts de marché : c'est, en gros, la position américaine dite du « *cheap money* » (complaisance à l'égard du déficit extérieur, de la baisse du dollar, etc.).

Si cette opposition fondamentale demeure, il est clair que les données ont changé. C'est à la lumière de ces changements qu'il convient de soupeser les dangers courus par les protagonistes eux-mêmes et leurs voisins et associés respectifs. Leur nature s'en trouve forcément, en partie au moins, modifiée.

Premier changement : les Américains, dans leur ensemble, ont beau être moins allégresques à l'indication que les Allemands, c'est un fait que

l'inflation est aujourd'hui plus virulente en Allemagne qu'aux États-Unis. Quelle que soit la détermination de la Bundesbank, l'issue du combat mené par cette dernière reste encore incertaine. Les dépenses de la réunification sont en bonne partie plus inspirées par des considérations sociales à court terme que par des motifs économiques : le chancelier Kohl et ses ministres semblent avoir bien oublié les enseignements de Ludwig Erhard. Plus fondamentalement, ils n'ont pas le courage de s'en inspirer. L'énorme déficit budgétaire qui résulte de leur politique va peser des années durant sur la gestion. A cela s'ajoute l'affaire qu'on croyait enterrée, de la fiscalité sur les revenus des obligations. Elle risque de susciter à nouveau une fuite des capitaux hors d'Allemagne.

La remontée du dollar

La récession aidant, l'inflation aurait moins maltraité aux États-Unis. Cela ne peut pas ne pas avoir un effet sur la façon dont les opérateurs perçoivent la tendance dominante, pour l'avenir plus ou moins proche, sur le cours dollar/mark. Il reste que, contrairement au préjugé de la doctrine économique régissant l'élément décisif n'est pas constitué par les « anticipations », formées sur des données statistiques incertaines, trop tardives et difficiles de toute façon à interpréter. Le facteur déterminant, c'est en l'occurrence le régime de l'émision monétaire dans les deux pays. Il faut donc se garder d'attribuer systématiquement l'avantage à l'Allemagne.

Au mois de février, en pleine guerre du Golfe, alors que le dollar touchait son point le plus bas (1,443 mark), on notait la même divergence entre les politiques de taux américaines et allemandes. La suite, ce fut, contrairement au schéma habituel, une remontée (jusqu'au mois d'août) du dollar. Son cours, comprimé dans la devise allemande, s'éleva de 25 %. Pourrait-on dans l'avenir proche assister à une répétition du phénomène ? Pour répondre à la question, il faudrait être capable de déterminer si un taux d'approvisionnement du marché monétaire allemand autour de 9 % est, dans les circonstances d'aujourd'hui, beaucoup plus ou un peu plus, en pas du tout plus excessif que les siens à un niveau aussi bas, c'est, du moins on veut l'espérer, parce qu'elle estime qu'en accordant au vœu impérieusement formulé par la Maison Blanche, elle ne prend pas un grand risque de retour en force de l'inflation.

La réduction du endettement

Deuxième différence avec le passé récent et ancien : les taux allemands, depuis plusieurs mois déjà, sont plus élevés que les taux américains. Rappelons qu'en octobre 1987, quand la Bundesbank se voyait clouée au pilori pour sa politique d'« *easy money* », elle relevait son taux d'intervention de 3,65 % à 3,75 %, alors qu'aux États-Unis il était au-dessus de 8 %. Est-ce que l'inversion de situation signifie que, globalement, les marchés monétaires (portant sur les créances à court terme) et financiers (obligations à long terme) américains sont désormais plus sages que les marchés correspondants allemands ? Cela paraît peu probable. Un taux élevé implique une dépréciation moyenne du cours des créances (appelées « *reconnissances de dette* », on les appelle aussi « *bonbons* » de dette), ce qui est contraire au point de vue de l'émetteur. Mais, dans ce genre de matière, le « en-



dance compte plus que la situation telle qu'elle existe à l'instant présent. Si la Bundesbank a porté ses taux d'intervention à un niveau encore jamais vu, c'est qu'elle veut briser une tendance générale à la détérioration des titres émis par des signataires allemands. Si le Fed (la Réserve fédérale américaine) a ramené les siens à un niveau aussi bas, c'est, du moins on veut l'espérer, parce qu'elle estime qu'en accordant au vœu impérieusement formulé par la Maison Blanche, elle ne prend pas un grand risque de retour en force de l'inflation.

Aux États-Unis règne l'impression générale qu'un processus d'assainissement des bilans a été amorcé par les entreprises. On essaye par tous les moyens de réduire l'endettement. Ce n'est pas la première fois, mais jamais auparavant la situation de départ n'avait, de ce point de vue, été si mauvaise. Le sentiment le plus répandu est qu'il s'agit d'un mouvement de fond qui n'est pas prêt de s'arrêter. D'où le thème, repris à l'envi dans la presse économique et financière, que les « *années 90* » verront une correction des abus de crédit commis pendant les années 80 ». Ce

genre de « consensus » ne garantit rien. Il est arrivé qu'il soit au contraire un facteur d'échec, en rassurant trop vite.

Le risque pris est d'autant plus grand que la manœuvre en cours ne manque pas d'être convergente. Au mouvement de désendettement du secteur privé, le secrétaire au Trésor, Nicolas Brady, voudrait faire correspondre un début d'allègement de la charge de la dette publique. Comment cela est-il concevable alors que le déficit budgétaire explose littéralement (on dit qu'il pourrait atteindre 350 milliards de dollars, un doublement en deux ans) ?

Le secrétaire au Trésor a récemment annoncé la prochaine abolition des emprunts d'État à trente ans d'échéance. L'idée serait de profiter de l'écart considérable existant actuellement entre les taux à court terme et les taux à long terme pour engager le Trésor à réduire la durée de ses émissions. Simultanément, la forte baisse des taux à court terme incite les épargnants à délaisser les placements « monétaires » (équivalents de nos SICAV) au profit des placements obligataires. D'où l'espoir que la baisse des taux « longs » pourrait aussi se poursuivre (à une hausse du cours des titres à revenu fixe correspond arithmétiquement une baisse du taux).

Reste à savoir si, en précipitant le mouvement par peur panique de la récession, les responsables américains ne sont pas en train de se retirer toutes chances d'un succès même relatif. Après tant d'années de mauvaise gestion, accepter une longue cure de ralentissement économique serait peut-être le seul moyen d'obtenir une diminution radicale des taux, non génératrice d'inflation et de recrudescence du dollar.

PAUL FABRA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel la banque à qui parler

SICAV EPARGNE LONG TERME

Dans le cadre d'une harmonisation de la gamme des OPCVM gérés par la CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL, le Conseil d'Administration de la SICAV EPARGNE LONG TERME, dans sa séance du 12 décembre 1991 a décidé d'en modifier la caractérisation sommaire.

EPARGNE LONG TERME qui était jusqu'à présent une SICAV d'obligations françaises à moyen et long terme devient :

« une SICAV d'actions et d'obligations diversifiées françaises et étrangères »

dont le portefeuille comprendra au minimum 50 % d'obligations françaises.

Si l'objectif de gestion après cette modification de caractérisation reste la priorité à la prudence, le gérant se réserve la possibilité d'intervenir sur des marchés à terme et conditionnels, français et étrangers, en vue de la dynamisation de la performance.

Ces modifications entreront en vigueur dans un délai de 3 mois à compter de la publication du présent communiqué.

ÉCONOMIE

Les avatars de l'Uruguay Round

Le désaccord entre les Etats-Unis et la CEE sur l'assainissement des échanges agricoles semble sans appel

Les tractations euro-américaines en vue de trouver un *modus vivendi* sur le thème d'assainir les échanges agricoles internationaux ont échoué, mettant en péril la possibilité de conclure de manière positive l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées en 1986 à Punta del Este. C'est ce qu'ont constaté les deux parties au cours d'une conférence de presse, à l'issue de la réunion entre une délégation américaine conduite par M. James Baker, secrétaire d'Etat, et la Commission européenne, tenue samedi 21 décembre à Bruxelles.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Ruud Lubbers, premier ministre néerlandais et président en exercice du conseil européen, qui participait exceptionnellement à ce rendez-vous bruxellois, a noté que des « divergences profondes » subsistent et a fait part de sa déception devant le peu d'efforts accomplis par les Etats-Unis pour tenir compte des demandes de la CEE. M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, principal porte-parole de la Communauté dans l'Uruguay Round, a estimé que le projet de compromis (451 pages) mis sur la table vendredi 21 décembre au soir par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, « présentait des difficultés à la CEE ». Il a ajouté que celle-ci ne pourrait accepter des résultats de négociations « qui mettraient en danger les principes de sa politique agricole commune et de sa réforme ».

Les ministres du commerce exté-

rieur des Douze se réunissent lundi 23 décembre à Bruxelles, en présence de plusieurs ministres de l'agriculture (dont M. Louis Mermaz, le ministre français), afin de tenter une première évaluation de ce « papier Dunkel » et d'arrêter la position de la CEE pour la suite des événements.

« C'est une horreur ! »

« L'écart entre la position des Américains et la nôtre est énorme, depuis le sommet CEE-Etats-Unis de Lo Hoyo, début novembre, ils se sont repliés sur tous les sujets. Quant au papier de Dunkel, c'est une horreur », commentait un haut fonctionnaire de la Commission, qui joue un rôle important dans les pourparlers en cours, en ajoutant un pronostic nettement pessimiste sur les chances de l'Uruguay Round. Les dirigeants américains se sont apparemment abîmés derrière l'obstacle du Congrès pour refuser tout mouvement. M. Lubbers leur a répliqué en substance que la Communauté aussi était une démocratie, avec une opinion publique et des Parlements, et qu'une négociation ne pouvait être une entreprise unilatérale.

Quant au compromis de M. Dunkel, il était commenté en privé, du côté communautaire, d'une manière fort peu amène. Le « système GATT » a accouché, nous a-t-on expliqué, d'un projet de compromis complètement déséquilibré au profit des thèses américaines. Les positions de la Communauté n'y sont guère prises en compte, pas plus d'ailleurs que les règles du GATT elles-mêmes, puisque, apparemment, il n'y est fait qu'une allusion très indirecte à la nécessité pour les Etats-Unis de ne plus recourir à des mesures unilatérales de défense commerciale et en particulier aux sanctions prises en application de la fameuse section 301 du Trade Act. Mais il reste à voir quel accueil les ministres des Douze estimeront opportun de réserver à cette initiative.

L'autre sujet longuement traité au

cours de la rencontre euro-américaine a été l'évolution de la situation dans l'ex-URSS, ainsi que le projet de M. George Bush de réunir en janvier à Washington une conférence ministérielle consacrée à l'aide internationale. Sans échanger beaucoup d'amabilités sur ce thème, les deux parties sont parvenues à un résultat plus positif. « La situation était beaucoup plus sérieuse qu'on ne pouvait l'imaginer. Je recommanderai aux Etats membres de participer à la réunion de Washington », a annoncé M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Ceux-ci entendront-ils cet appel ? « La Commission propose et le conseil dispose », a répondu M. Delors.

M. Delors et M. Lubbers n'ont pas caché, au cours de la conférence de presse conjointe, que « l'irritation » d'abord manifestée à l'égard de cette initiative dans plusieurs capitales de la CEE était bien compréhensible. Les Européens ont déjà décidé une aide considérable au profit de l'ex-URSS (plus importante que les autres, en particulier que les Etats-Unis) et ne trouvent pas forcément très heureux que ceux qui jusqu'ici ont peu fait viennent maintenant les inviter à encore accroître leur effort. Lorsque MM. Delors, Lubbers et Major (le premier ministre britannique est, jusqu'au 31 décembre, président du G7, les sept pays les plus industrialisés) ont suggéré, après l'état, de renforcer la coordination entre les pays donateurs, les Américains leur ont répondu par une fin de non-recevoir. Mais la gravité de la situation ne permet plus de s'attarder sur de telles susceptibilités. « Il ne s'agit pas uniquement de coordonner, il n'y a pas suffisamment de moyens, il faut en trouver des nouveaux », a conclu M. Delors.

M. Baker, après avoir reconnu qu'il manquait d'après lui à l'ex-URSS la Communauté avait joué un rôle d'« avant-garde » et que « sa expérience et sa compétence » pourraient se révéler très utiles, a souligné que l'important était « d'élargir la

démarche, de ne pas rassembler uniquement le groupe des Sept, mais de faire participer d'autres organisations (telle l'OTAN qui, la veille, avait répondu « présent » avec enthousiasme) et d'autres pays qui sont restés jusqu'ici en dehors de l'entreprise ». Le secrétaire d'Etat a cité l'Amérique latine, le Pacifique, les pays du Golfe, mais c'est visiblement ces derniers

qu'il a surtout à l'esprit. Cette aide coordonnée ne devrait pas être pilotée par « un seul chef de file », a-t-il ajouté.

PHILIPPE LEMAITRE

Les principaux points du contentieux agricole

Les négociations, suivant ainsi la démarche voulue par les Etats-Unis, distinguent trois volets dans les pourparlers agricoles : la réduction des subventions à l'exportation, l'accès au marché et le soutien accordé aux exploitants.

1. La réduction des subventions à l'exportation.

Les divergences entre les Etats-Unis et la CEE portant tant sur les modalités que sur l'ampleur de ces réductions, Washington demande que la CEE prenne des engagements portant sur le volume des exportations subventionnées. La CEE voudrait se contenter de plafonner les moyens budgétaires affectés à ces subventions. Cette formule présenterait à ses yeux l'avantage de lui permettre d'accroître ses ventes extérieures en cas de hausses des cours mondiaux. D'autre part, s'agissant de l'ampleur de l'effort à consentir, la Commission européenne a envisagé au cours des récentes tractations de ramener les exportations de blé des Douze d'environ 22 millions de tonnes à 14 ou 15 millions de tonnes. Les Américains veulent qu'elle descende à 11-12 millions de tonnes. Ils entendent que les exportations subventionnées des autres produits soient diminuées dans des proportions analogues.

La CEE considère que les déficits payés par le Trésor américain aux producteurs constituent une subvention, eu même titre que les restitutions de la politique agricole commune (PAC) des Etats-Unis. Elle a donc une exportation et demande donc qu'ils soient, eux aussi, progressivement réduits. Les Etats-Unis ne veulent rien savoir et n'acceptent de réduire que les subventions à l'exportation extraordinaire (versées en plus des déficits payés), comprises dans les programmes dont l'objet officiel est de ravir des marchés aux concurrents et en particulier aux Européens.

2. L'accès au marché.

La tarification. Les Douze, donnant ainsi satisfaction aux Etats-Unis, ont accepté le principe de la tarification : les prélèvements mobiles, qui aujourd'hui assurent pour les principaux produits l'essentiel de la protection aux frontières, seront transformés en droits de douane et ceux-ci ensuite réduits. La CEE avait voulu que cette tarification soit assortie d'un élément correcteur afin d'atténuer les effets sur le commerce des variations de change. Les Américains n'ont pas accepté cette demande.

L'accès minimum. L'idée est que, pour chaque produit, les pays du GATT devront ouvrir leurs frontières, sans appliquer aucun droit, jusqu'à 3 % de leur consommation, ce pourcentage étant progressivement augmenté jusqu'à 5 % pendant la durée de l'accord. Ces deux dispositions concernant l'accès minimum et la tarification constituaient, si elles étaient retenues, des ententes significatives à la préférence communautaire.

Le rééquilibrage. En contrepartie de la tarification, la CEE voudrait que les Etats-Unis réduisent la protection aux frontières, c'est-à-dire le droit de percevoir des droits sur ses importations de produits de substitution des céréales (pax) qui entrent aujourd'hui librement sur le marché des Douze. Ces importations se sont considérablement développées et concurrencent les céréales communautaires. Les Etats-Unis, hostiles au rééquilibrage, font valoir que les négociations commerciales multilatérales ont pour objet d'éliminer les droits et non d'en instaurer de nouveaux. La CEE réplique que sa requête est légalement fondée : c'est en contrepartie de l'autorisation d'appliquer des prélèvements mobiles sur ses importations de céréales qu'elle a accepté, aux premiers jours de la PAC, d'importer sans droit les oléagineux et les tourteaux ; si ces prélèvements

doivent maintenant être transformés en droits de douane du fait de la tarification, il est logique qu'elle rééquilibre en taxant désormais ses achats de pax (assimilés à des tourteaux).

3. La réduction du soutien interne accordé aux agriculteurs.

En partant de l'hypothèse que ce soutien devrait être réduit de 30 % ou 35 % en trois ans, le problème est de savoir quels types de subventions internes seront soumis à réduction. La position de la CEE est que les versements directs à l'hectare qu'elle envisage de payer aux exploitants, dans le cadre de la réforme de la PAC (comme compensation pour les baisses de prix qui sont programmées) devraient ne pas être concernés (mais être affectés à ce qu'on appelle, dans le jargon de la négociation, la *boîte verte*).

Les Américains, à ce stade, ne sont pas d'accord. Les Français ont une attitude ambiguë : en fait, peu soucieux que les exploitations peu compétitives soient trop compensées (ils pensent notamment à l'agriculture allemande), ce qui les gênerait pour tirer profit de leurs avantages comparatifs, ils préfèrent que seulement une partie de ces futurs versements directs aille dans la *boîte verte*, et que l'on prévoit donc, au moins pour partie, une réduction des futurs versements directs. Les Américains refusent par ailleurs de subordonner l'octroi de leurs *deficiency payments* à des programmes de gel des terres, contrairement au mécanisme qui est envisagé dans le projet de réforme de la PAC.

4. La paix agricole. La CEE insiste pour qu'en cas d'accord les Etats-Unis s'engagent à ne plus appliquer des mesures de défense unilatérale (ou titre notamment de la section 301 du Trade Act). Les négociateurs américains répondent que jamais le Congrès n'acceptera de renoncer à faire usage de cette législation, pourtant contraire au GATT.

Ph. L.

Décernant un satisfecit aux pouvoirs publics

L'OCDE prévoit une amélioration de l'activité en France mais aussi une aggravation du chômage

« A bien des égards, les résultats économiques enregistrés par la France sont satisfaisants par rapport à ceux de ses partenaires européens et semblent devoir le rester. » L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui a rendu publiques à la fin de la semaine dernière ses prévisions pour 1992, décourage dans le chapitre consacré à la France des éloges aux pouvoirs publics français pour la conduite de leur politique économique.

« Alors que la production progresse presque au même rythme que dans les autres pays, l'inflation reste la plus faible de la Communauté et, surtout, est inférieure à celle de l'Allemagne, même si l'on tient compte des effets des réformes de la fiscalité indirecte, poursuit l'OCDE. De ce fait, les deux de taux d'intérêt avec l'Allemagne ont déjà été pratiquement éliminés pour ce qui est des taux courts et devraient au cours des deux prochaines années dans le cas des taux à long terme. Enfin le déficit de la balance des opérations courantes reste limité et devrait être quelque peu réduit d'ici à 1993. »

Mais le satisfecit décerné à la France n'est pas complet, à cause de la situation de l'emploi : « Le chômage demeure le problème économique principal. Le taux de chômage est plus élevé que dans la plupart des autres pays de l'OCDE et devrait augmenter encore d'un demi-point au cours de l'année à venir, soit plus qu'on ne le prévoit dans les autres pays. » L'organisation du chômage de

la Murette estime en effet que, compte tenu du déséquilibre habituel entre reprise de l'activité et reprise de l'emploi, le niveau des effectifs continuera de baisser au moins jusqu'au milieu de 1992 et pourrait ne pas se redresser avant 1993. « En dépit de la mise en œuvre du nouveau plan pour l'emploi, le chômage pourrait continuer de s'aggraver jusqu'à la fin de 1992 pour se stabiliser par la suite à un taux légèrement supérieur à 10 % de la population active. »

Les fruits d'une stratégie

Cependant, ajoute l'OCDE, « il semble manifeste que la plus grande partie du chômage n'a pas un caractère cyclique et que toute tentative visant à y remédier au moyen de mesures de relance serait inopportune ». L'organisation internationale préconise au contraire « des mesures destinées à libérer des travailleurs du marché du travail, à améliorer les qualifications des travailleurs, notamment des jeunes et, d'une manière plus générale, à accroître la productivité et à réduire la fiscalité de manière à abaisser les coûts de la main-d'œuvre ».

L'OCDE prévoit en France une croissance économique de 2,1 % en 1992 après +1,4 % cette année. Ce pronostic se fonde sur l'hypothèse que la reprise qui s'est manifestée après la crise du Golfe va se poursuivre malgré des à-coups dans le très court terme. La reprise s'est appuyée principalement dans un premier temps sur les exportations grâce

à des gains de parts de marché. Ceux-ci ont été rendus possibles par l'amélioration de la position concurrentielle de la France, qui continue de connaître une évolution modérée de ses salaires et de ses prix. « La France souligne l'OCDE, commence à recueillir les fruits de la stratégie de réduction de l'inflation en despace des niveaux observés chez ses principaux partenaires commerciaux (...), stratégie de désinflation compétitive. »

Dans un deuxième temps, selon l'OCDE, c'est la demande intérieure qui, en progressant plus rapidement, devrait relayer la demande extérieure comme principal moteur de la croissance : nouveaux emplois créés, accélération des gains de pouvoir d'achat, puis investissements dans les secteurs des biens d'équipement. Cette analyse plutôt optimiste fondée sur l'hypothèse de la poursuite et de l'amplication de la reprise n'est pas confortée par le fait - souligné par l'étude de l'OCDE - que l'expansion « semble s'être ralentie entre le début et la fin du troisième trimestre ». De même, « le marasme de la construction de logements risque de persister jusqu'à la fin de l'année 1992 malgré les incitations fiscales annoncées ». Quant à la demande extérieure, elle risque d'être moins dynamique qu'on ne pourrait l'espérer si, comme le prévoit l'OCDE dans la partie de son rapport consacrée à la situation internationale, s'il s'écoulait « encore un peu de temps avant que les forces motrices de la reprise ne fussent pleinement leurs effets ».

YVES SAINT LAURENT

Parfums

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 22 Octobre 1991 la Cour d'Appel de Paris a jugé que la Société A.G.S. DIFFUSION, actuellement en liquidation judiciaire, avait commis des actes de concurrence déloyale envers la Société YVES SAINT LAURENT PARFUMS en provoquant la violation par divers distributeurs agréés de leurs obligations contractuelles vis-à-vis d'YVES SAINT LAURENT PARFUMS.



2011/150

CARNET DU Monde

Naissances

— Anne DEJEAN-ASSEMAT, Jérôme ASSEMAT, Laura et Juliette ont la joie d'annoncer la naissance de Frédéric, le 5 décembre 1991.

Décès

— Dominique et Nathalie, ses filles, et leurs enfants, M. Robert RIEFFEL, son frère, ses enfants et petits-enfants, Les familles Bize, Bourgeois, Bressat, Caupier, Dislay, Girard, Lauby-Gigax, Marguerite, Méris, Rieffel, Werner, ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Paul GROSSIN, née Hélène Rieffel, le 13 décembre 1991.

Selon son désir, l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

Il vous demandent d'associer à son souvenir ceux de son époux.

Paul GROSSIN, général d'armée, de sa belle-sœur,

M^{me} Robert RIEFFEL, et de sa nièce,

Marie-Martine.

Il remercient tout particulièrement le service des soins palliatifs de l'hôpital international de la Cité universitaire pour son dévouement remarquable.

Des dons peuvent être adressés à l'Association des amis de l'USP, 42, boulevard Jourdan, Paris-14^e.

6, rue Paul-Fort, 75014 Paris.

— M^{me} Madeleine Lagarde, née Darbon, Ses enfants, petits-enfants, Et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LAGARDE, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 20 décembre 1991, à Paris, dans la stricte intimité familiale.

65, rue Condorcet, 75009 Paris.

COMMUNICATION

□ Le projet de loi sur les quotas définitivement adopté. — Les députés ont adopté définitivement, vendredi 20 décembre, le projet de loi qui abaisse de 50 % à 40 % le quota d'œuvres d'expression française à diffuser par les chaînes de télévision aux heures d'écoute significative. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) se voit cependant accorder la possibilité de moduler les horaires de ces quotas en fonction de la santé financière des chaînes ou de leurs investissements dans la production. Le projet introduit aussi des quotas de musique française et francophone dans les programmes des radios privées. Là encore, ce sera au CSA de négocier cette proportion avec les radios.

□ Robert Maxwell aurait souffert de « sénilité précoce ». — Selon le *Sunday Times* du 22 décembre, M^{me} Elisabeth Maxwell, veuve du magnat de la presse mort en mer le 5 novembre, aurait « fait part à des amis proches que Robert Maxwell souffrait de sénilité précoce ». Le journal précise que, quelques semaines avant sa mort, il aurait été sujet à « des hauts et des bas » et à des modifications de comportement liées à un manque d'oxygénation du cerveau, en raison de son âge, du stress et de l'utilisation de médicaments augmentant la pression artérielle.

TELESONNE

La télévision locale de l'Essonne
Prix spécial du Jury
(Festival des médias locaux
Maison la Vallée - 1991)
remercie ses partenaires :
— les villes de Blevres,
Chilly-Mazarin, Igny, Massy,
Palaiseau, Les Ulis
— France Telecom et
Teleservice.

Le câble qui
gagne !
69 20 91 91

— M^{me} Louba Chast, Le docteur Michel Chast, Marie-Claude, Thomas, Le docteur François Chast, Yvett, Frédéric, Stéphanie, Le docteur Michel Dray et Sophie, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès, le 18 décembre 1991, de

Jacques CHAST, ancien inspecteur régional de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire guerre 1939-1945, combattant volontaire de la Résistance, FFI, « Chasseurs » dans la Résistance, officier du Mérite agricole, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu à Paris dans la plus stricte intimité, le 23 décembre.

Des dons pourront être adressés au Centre d'études broncho-pneumologiques de l'Hôtel-Dieu.

22, rue Lemercier, 75017 Paris.

— M^{me} Charles Rousseau, Les familles Ascoli, Rousseau, de Chambure, Lantéri, Barnelli, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles ROUSSEAU, ingénieur de l'Ecole centrale,

survenu le 21 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu, le mardi 24 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice de Noisy-le-Grand.

22 bis, rue Carnot, 93160 Noisy-le-Grand.

— Ses collègues, collaborateurs et amis du

ministère de l'Agriculture et de la forêt ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Irène TRÉPONT, chevalier de la Légion d'honneur, inspecteur général de l'Agriculture, survenu le 19 décembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris-14^e.

Une messe sera dite à son intention le vendredi 10 janvier 1992, à 12 h 15, en l'église Saint-François-Xavier.

Avis de messe

— Le 23 décembre 1989,

Jean-Louis CALDERON

disparaissant brutalement.

Une messe sera célébrée le 23 décembre 1991, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Compassion, rue du Général-Kennedy, Paris-17^e.

A l'issue de la cérémonie, ceux qui le souhaitent iront se recueillir sur sa tombe au cimetière de Poissy (Yvelines).

Anniversaires

— Il y a un an,

Pierre de LESTAPIS

s'en est allé, le 24 décembre.

« Mais peut-être la personne est devenue comme un air de temps de neige qui entre par la fenêtre. »

Henri Michaux

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Le 24 décembre 1991

Les offices religieux à Paris

CULTE CATHOLIQUE

Eglise Saint-Gervais
Mardi 24 - 21 h 30 : méditation musicale
Mardi 24 - 22 heures : Vigiles de la Nativité, avec les Fraternités monastiques de Jérusalem; vers 23 h 30, messe de la nuit de Noël.

Eglise Saint-Sulpice
Mardi 24 - 18 h 45 : messe pour les familles; 23 heures : veillée; 24 heures : messe de minuit.

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin
Mardi 24 - 18 heures : messe des familles; 22 h 30 : veillée et messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

Eglise de la Madeleine
Mardi 24 - 18 heures : messe; 23 h 45 : procession et messe.

Eglise de la Sainte-Trinité
Mardi 24 - 23 heures : messe avec Olivier Messiaen aux grandes orgues; 24 heures : messe.

AGENDA

Fête de Noël

Les services ouverts ou fermés

Presse : les quotidiens nationaux paraîtront normalement le mercredi 25 décembre.

Bureaux de poste : le mardi 24 décembre, les bureaux de poste seront ouverts jusqu'à 14 heures. Ils seront fermés le mercredi 25 décembre. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques : les banques seront fermées le mardi 24 décembre à partir de 12 heures. Elles seront fermées mercredi 25 décembre.

RATP : service réduit des dimanches et jours fériés.

Grandes magasins : les grands magasins seront fermés mercredi 25 décembre.

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris reçoivent le public jusqu'à 15 heures le mardi 24 décembre. Ils seront fermés le mercredi 25 et ouverts aux horaires habituels le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le mardi 24 décembre jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le 25 et ouverts aux heures habituelles le jeudi 26 décembre.

Allocations familiales : les services d

MARCHÉS FINANCIERS

L'assureur allemand AMB conteste le renforcement de la participation des AGF

Alors que les Assurances générales de France (AGF) annonçaient vendredi 20 décembre détenir 20 % de l'assureur allemand AMB (Aachener und Münchener Beileitungs), ce dernier a vigouzeusement contesté ce renforcement de participation.

« Le groupe français nationalisé des Assurances générales de France n'a jamais été invité par AMB à acquiescer des parts du capital d'AMB », affirme un communiqué publié samedi 21 décembre. « Il y a eu des négociations préliminaires au cours desquelles les AGF ont, dans un premier temps, acheté à l'insu du comité directeur des actions AMB et, dans un second temps, poursuivi leurs achats d'actions contre la volonté du comité directeur... La

compagnie a été hostile des le mois d'août 1990 à l'achat d'actions par les AGF. »

Cette hostilité du quatrième assureur allemand vis-à-vis des AGF est réaffirmée régulièrement car, selon lui, les objectifs des deux compagnies sont incompatibles. Cette opposition est partagée par un autre partenaire d'AMB, l'italien La Fondaria, dont le directeur général, M. Alfonso Scarpia, vient de demander aux AGF de se retirer et de vendre leur participation. Or le deuxième assureur italien pourrait devenir le principal actionnaire d'AMB en reprenant les parts du britannique Royal Insurance (le Monde daté 22-23 décembre).

Confirmation de la suspension de la fusion de la caisse de Crédit agricole dans le Sud-Ouest. — La cour d'appel d'Agen a confirmé, vendredi 20 décembre, l'ordonnance du 3 décembre du juge des référés d'Auch suspendant la fusion des caisses du Crédit agricole du Gers, des Hautes-Pyrénées, et des Pyrénées-Atlantiques, la nouvelle caisse étant baptisée Pyrénées-Gascogne. L'action en référé a été, à l'origine, introduite par le comité d'entreprise de la caisse du Gers (le Monde du 7 décembre), qui s'estimait mal informé des modalités et des consé-

quences de la fusion, notamment au niveau de la sauvegarde des emplois. Si la fusion n'est pas effective avant le 31 décembre, la caisse du Gers, dont les pertes sont estimées à 220 millions de francs dans les analyses les plus optimistes, conséquence de la crise agricole et de sévères erreurs de gestion, passerait alors sous le contrôle de la Caisse nationale du Crédit agricole pour un délai de six à douze mois. La direction de l'union Pyrénées-Gascogne a demandé une réunion du comité d'entreprise pour le 24 décembre. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAMART

Un accord est intervenu entre DAMART et VF Corporation pour la cession des principales activités du Groupe VALERO dont DAMART avait été amené à prendre le contrôle en août 1990.

VF Corp., important groupe textile qui possède notamment les marques de jeans Lee et Wrangler ainsi que VANITY FAIR, première marque de lingerie féminine aux États-Unis, a choisi la France comme base de développement de ses activités lingerie en Europe.

Aux termes de l'accord — qui reste soumis à l'autorisation préalable de la Direction du Trésor — VF Corp. acquerra les entreprises BOLERO-TROPIC, SIL-TEX-SILHOUETTE et VARIANCE, qui forment l'essentiel du Groupe VALERO.

Depuis dix-huit mois, ces entreprises, qui disposent d'excellentes équipes de management, ont sensiblement amélioré leurs performances et confirmé un potentiel que l'expérience de VF Corp. en matière de lingerie corseterie permettrait de conforter.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
16 décembre 1944
Capital social :
626 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugot-Derval, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arès
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72 - Société civile
de la SARL Le Monde et de M. Jean et Régis France SA.

Impression
du « Monde »
11, rue M. Gumborg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37-437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remerciements aux microfilms
et index de Le Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tappez LEMONDE
ou 38-15 - Tappez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie aéro-postale CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

12 décembre 1991	
Total actif	633 521
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	110 166
Esus	58 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 910
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 730
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	57 829
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	722
Effets privés	78 742
Effets en cours de recouvrement	27 642
Total passif	633 521
dont	
Effets en circulation	256 467
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	41 204
Comptes courants du Trésor public	34 008
Reprises de liquidités	8 210
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages anticipés	8 722
Esus à l'insu du Fonds européen de coopération monétaire	57 171
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	198 074

TAUX DES OPÉRATIONS	
Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,25 %
Taux des passations de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

« Big bang » à Milan en 1992

La Bourse de Milan changera profondément à partir du début de l'an prochain, avec la disparition des agents de change et l'extension progressive de la cotation des ordres directs. Le président du Consob (Commission des opérations de bourse), certains ont vu la participation de banques étrangères, comme le Crédit lyonnais ou le BNP.

Le marché était clos lundi 23 décembre, en raison de la célébration de l'anniversaire de l'empereur Akihito.

Nouvelle réglementation à Singapour

Les firmes cotées à la bourse de Singapour (SES) devront dorénavant fournir plus d'informations sur leurs principaux dirigeants. Selon cette nouvelle réglementation, les compagnies devront rendre public des renseignements sur leurs dirigeants généraux, directeurs généraux adjoints ou autres postes de responsabilité.

Ces indications porteront sur l'ancienneté à un poste de responsabilité, le nombre d'années de résidence, les éventuelles relations avec un directeur ou un actionnaire important de la compagnie, et des données financières. Cette réglementation est destinée à permettre le renforcement des règles de transparence.

FAITS ET RÉSULTATS

M. Bouc confirme sa prévision d'un résultat net de 10 % pour Carrefour. Le président de Carrefour, M. Michel Bouc, a confirmé, samedi 21 décembre, son pronostic d'une hausse du bénéfice en 1991. « Notre résultat sera en hausse de 10 %, et se situera dans la zone de 1,2 à 1,250 milliard de francs », a déclaré M. Bouc, levé de « Quotidien » sur Radio classique. Mais il a affirmé aussi que les résultats progresseraient de 20 % l'année prochaine et les années suivantes. « Je pense que c'est pour cela que notre cours de Bourse se tient si bien, parce qu'il n'y a pas tellement de sociétés françaises qui donnent à leurs actionnaires la perspective de grimper de 20 % par an », a affirmé le président de Carrefour. M. Bouc s'est déclaré d'autre part hostile au projet de gouvernement de réduire à trente jours les délais de paiement. « C'est une dérision », a-t-il dit, ajoutant que les délais de paiement sont un élément du prix comme un autre.

Le groupe de Hongkong Grande Holdings acquiert 36,9 % de la société japonaise Sansui Electric. Grande Holdings, la société d'électronique et d'imprimerie de Hongkong dirigée par le magnat des casinos de Macao, M. Stanley Ho, acquiert 36,9 % du capital du fabricant japonais de matériel bi-électronique Sansui Electric. Décidés au terme d'un accord signé début octobre (le Monde du 10 octobre), cette acquisition s'est faite auprès du conglomérat britannique Polly Peck International en faillite, pour un prix symbolique de 50 millions de livres. La participation de Polly Peck dans Sansui est ainsi revenue de 72 % à 41 % du capital et Grande Holdings est désormais le deuxième actionnaire de cette PME japonaise employant 700 salariés. Selon l'accord d'octobre, le groupe de Hongkong devrait prochainement en devenir l'actionnaire majoritaire.

Le groupe papeterier Gascogne reprend la société Exploit. — Eco-bois, filiale du groupe Gascogne SA, spécialisée dans le papier et la transformation du bois, prend le contrôle de la société Exploit, numéro un français de la mouture du bois. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé, renforce la branche transformation du bois du groupe, qui devrait atteindre 420 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992, selon un

PARIS, 23 décembre

Epreuve par les taux

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Paris a été déprimée lundi, dernier jour du terme de décembre, dans un marché calme, déserté en raison des vacances de fin d'année. En recul de 1,30 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche avant l'ouverture de Wall Street une perte de 1,29 % à 1 628,34 points. Peu après l'ouverture, cet indice avait cassé le niveau des 1 620 points consolidé par les analystes travaillant sur graphique comme un rempart à un recul plus profond du marché. Il chutait alors de plus de 2 %.

Vendredi, déjà, cet indice avait fini sur un recul de 2,12 % après la diminution d'un point du loyer de l'argent américain. Malgré le recul de 1,30 % de Wall Street du 15 novembre dernier, les marchés sont chahutés en raison notamment de l'évolution contradictoire des taux d'intérêt aux États-Unis et en Allemagne. La France, au milieu, ne fait qu'essayer les tempêtes provoquées par ces politiques divergentes.

Lundi matin, la Banque de France a posé ses taux sur appel d'offres à 9,60 % un mois après les avoir montés à 9,25 %, et ceux des primes en pension de 10 % à 9,65 %. En quatre semaines, les valeurs françaises ont été déprimées de 6,4 %, soit le plus vil recul depuis août 1990, quand les troupes israéliennes ont envahi le Koweït.

Depuis le début de l'année, la hausse n'aient plus que 7,55 % contre 25 % en septembre, alors que le CAC 40 atteignait le 23 septembre son niveau record pour 1991 à 1 889,25. Les gains des hausses figuraient GMT Entreprises, Demart et Labinal. En baisse, on notait Penhoët, Concept et Cap Gemini Segent.

TOKYO, 23 décembre

Clos

Le marché était clos lundi 23 décembre, en raison de la célébration de l'anniversaire de l'empereur Akihito.

Nouvelle réglementation à Singapour

Les firmes cotées à la bourse de Singapour (SES) devront dorénavant fournir plus d'informations sur leurs principaux dirigeants. Selon cette nouvelle réglementation, les compagnies devront rendre public des renseignements sur leurs dirigeants généraux, directeurs généraux adjoints ou autres postes de responsabilité.

Ces indications porteront sur l'ancienneté à un poste de responsabilité, le nombre d'années de résidence, les éventuelles relations avec un directeur ou un actionnaire important de la compagnie, et des données financières. Cette réglementation est destinée à permettre le renforcement des règles de transparence.

FAITS ET RÉSULTATS

M. Bouc confirme sa prévision d'un résultat net de 10 % pour Carrefour. Le président de Carrefour, M. Michel Bouc, a confirmé, samedi 21 décembre, son pronostic d'une hausse du bénéfice en 1991. « Notre résultat sera en hausse de 10 %, et se situera dans la zone de 1,2 à 1,250 milliard de francs », a déclaré M. Bouc, levé de « Quotidien » sur Radio classique. Mais il a affirmé aussi que les résultats progresseraient de 20 % l'année prochaine et les années suivantes. « Je pense que c'est pour cela que notre cours de Bourse se tient si bien, parce qu'il n'y a pas tellement de sociétés françaises qui donnent à leurs actionnaires la perspective de grimper de 20 % par an », a affirmé le président de Carrefour. M. Bouc s'est déclaré d'autre part hostile au projet de gouvernement de réduire à trente jours les délais de paiement. « C'est une dérision », a-t-il dit, ajoutant que les délais de paiement sont un élément du prix comme un autre.

Le groupe de Hongkong Grande Holdings acquiert 36,9 % de la société japonaise Sansui Electric. Grande Holdings, la société d'électronique et d'imprimerie de Hongkong dirigée par le magnat des casinos de Macao, M. Stanley Ho, acquiert 36,9 % du capital du fabricant japonais de matériel bi-électronique Sansui Electric. Décidés au terme d'un accord signé début octobre (le Monde du 10 octobre), cette acquisition s'est faite auprès du conglomérat britannique Polly Peck International en faillite, pour un prix symbolique de 50 millions de livres. La participation de Polly Peck dans Sansui est ainsi revenue de 72 % à 41 % du capital et Grande Holdings est désormais le deuxième actionnaire de cette PME japonaise employant 700 salariés. Selon l'accord d'octobre, le groupe de Hongkong devrait prochainement en devenir l'actionnaire majoritaire.

Le groupe papeterier Gascogne reprend la société Exploit. — Eco-bois, filiale du groupe Gascogne SA, spécialisée dans le papier et la transformation du bois, prend le contrôle de la société Exploit, numéro un français de la mouture du bois. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé, renforce la branche transformation du bois du groupe, qui devrait atteindre 420 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992, selon un

L'UAP entre dans le capital du groupe Telet. — L'UAP entre dans le capital du groupe Telet, qui a réalisé, en 1991, 620 millions de francs de chiffre d'affaires dans l'industrie audiovisuelle. Teletis (société Edisar, Teletop, Teletex, Duplication France, Even Vidéo) prévoit un résultat net de 10 millions de francs en 1991. Le capital est partagé entre ses fondateurs (groupe Cégara et Dorigny, 75 %) et des financiers (BNP, Cauterhouse, Société générale, UAP, 25 % au total).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	2688	3550	Immat. Computer	150	162 80
Amatel Associes	285	285	LP.B.M.	71	70 90
B.A.C.	780	780	Los Invest.	173	183
Bque Vienne	780	780	Locat.	70	70
Bolton Ely	315 10	318	Merc. Comm.	73	75
Bolton Ely	228	228 16	Mobier	176	...
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	770	789	Publ. Filippini	311	302
Caberton	382	382	Ranal	382	...
Carfil	845	850	Shom-Alp. Ely	314 90	...
C.E.E.P.	149	145	S.H.M.	162	149 80
C.F.P.I.	263	255	Solact Invest. Ely	97	...
C.N.I.M.	898	898	Sarba	245	346
Codiscom	272	270	S.M.T. Suppl.	130	...
Cofinisme	1027	1026	Sopra	250	244
Crisal	136	...	TFI	276	277 10
Daphin	311	320	Thomson H. Ely	305	...
Debrun	1120	1100	Unilog	215	215
Dernach Worme Co.	337 80	304 80	Val et Co.	90	91
Devalley	885	887	Y. St-Laurent Groupe	898	872
Devilla	200	180 50			
Dofess	120	115			
Edisons Belland	180	180			
Europ. Propulsion	213	205			
Finacor	115	...			
G.F. (Gasp. Ely)	89 90	88			
Gard. Inv.	265	265			
Gasp. Inv.	205	205			
Groupe Origini	930	930			
Gustaf	770	785			
I.C.C.	186	186			
Idanova	120	87 80			
Immo. Hotteliers	789	780			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 décembre 1991

Nombre de contrats estimés : 141 529

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,40	106,84	107,76
Précédent	106,38	107,26	107,96

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	1,35	2,28
	0,53	0,57

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 644	1 657	1 698
Précédent	1 692	1 785,38	1 734

CHANGES

Dollar : 5,194 F ↓

Lundi 23 décembre, le dollar s'échangeait en net recul sur le marché des changes européens, conséquence de la hausse des taux allemands et de la baisse des taux américains. A Paris, le billet vert cotait en baisse à 5,194 F au fixing contre 5,205 F à la cotation officielle de vendredi 20.

FRANCOFORT	20 déc.	23 déc.
Dollar (en DM)	1,5556	1,5173
TOKYO	20 déc.	23 déc.
Dollar (en yen)	128,32	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 décembre) : 10 1/4 - 10 3/8 %

New-York (20 décembre) : 4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	19 déc.	20 déc.
Valeurs françaises	110,70	116,70
Valeurs étrangères	104,90	103,60
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	464,10	457,30
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 684,10	1 648,50

NEW-YORK (indice Dow Jones)	2934,36	2934,48	2934,36	2934,36
TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES				
	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS	

FRANCOFORT	19 déc.	20 déc.
Dex	1 561,77	1 543,19
TOKYO	19 déc.	20 déc.
Nikkei Dow Jones	21 777,12	Clos
Indice général	1 648,16	Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

\$ E.U.	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	10 15/16	11 1/16
Yen (100)	12 1/2	12 7/8	12 1/2	12 7/8	12 1/2	12 7/8
DM	16 1/4	16 3/8	16 1/2	16 3/4	16 3/16	16 5/16

Cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNF.

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
Demandé	Offert	Demandé
\$ E.U.	4 1/2	4 3/4
Yen (100)	4 1/8	4 3/8
DM	10 5/8	10 3/4
Deutschmark	9 3/4	9 5/8
Franc suisse	8 1/2	8 7/8
Livre (1000)	15 1/2	15 1/2
Livre sterling	11 1/8	11 1/4
Peseta (100)	12 1/2	12 3/8
Franc français	16 1/4	16 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 23 décembre :
Robert Gerson,
PDG de la société Matel.

Mardi 24 décembre :
En raison des fêtes de Noël,
il n'y a pas d'émission.

LEGENDE

- ENSOLEILLÉ
- CLOUDS
- PLUIE
- NEIGE
- VENT
- ORAGE
- Brouillard
- Gel
- Grêle
- Tornade

MÉTÉO FRANCE

TEMPS PRÉVU LE 24 12 91 APRES-MIDI

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
 moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

La France Pinay

Lundi 23 décembre

Mardi 24 décembre

María Polanco interv.

PORT AU PRINCE

María Polanco interv.

$\text{H}_2\text{O} + \text{CO}_2 \rightarrow \text{H}_2\text{CO}_3$
 $\text{H}_2\text{CO}_3 \rightleftharpoons \text{H}^+ + \text{HCO}_3^-$



Lancôme vous souhaite un Joyeux Noël.

27/12/91

Unimes tract de M

Feu l'URSS
L'URSS a été le premier pays à avoir...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...

Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...
Le 24 décembre 1991, l'URSS a été...